

En acceptant un sommet « intermédiaire » les 2 et 3 décembre en Méditerranée

M. George Bush cherche à s'informer sur l'avenir des réformes lancées par M. Mikhaïl Gorbatchev

Convergence conjoncturelle

Le secret avait été bien gardé, mais la rencontre méditerranéenne de MM. Bush et Gorbatchev, s'explique aisément : bien qu'à des degrés différents, elle est dans l'intérêt des deux participants.

M. Gorbatchev était depuis longtemps demandeur d'un sommet. Le fait d'obtenir deux rencontres « à l'extrême » doit combler le numéro un soviétique, qui va ainsi pouvoir démontrer à ses peuples qu'il est pris au sérieux de l'autre côté de l'Atlantique, et que le succès de sa politique de réforme ne concerne pas seulement le mode de vie du Russe ou du Belge moyen, mais implique aussi un remodelage radical des relations internationales, l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Suite (implicite) du raisonnement : la consommation intérieure ne serait-elle pas quelque peu mesquine, dans ces conditions, de menacer l'avenir d'une telle révolution planétaire, sous prétexte qu'on manque encore de savon, de café, de sucre, de viande, et que la spirale hyper-inflationniste menace ?

CAR M. Gorbatchev, pour un général tacticien qu'il soit, aborde une année qui promet tout, sans d'abord l'achever. La réalité soviétique s'ajoute à la pas tenir compte de ses obligations, pourtant, de plus en plus vives. Résultat : l'économie ne cesse de régresser depuis cinq ans, et la fin de l'autoritarisme d'antan a déchaîné des irrédentismes qui menacent jusqu'au cœur de l'empire. A tel point, dit-on de bonne source américaine, que M. Gorbatchev pourrait confier à M. Bush qu'il risque d'être obligé de mettre un sérieux bâton aux réformes politiques en cours pour sauver son entreprise et éviter tout dérapage anarchique.

Même s'il est question d'une aide américaine à la perestroïka, on voit mal comment les soucis immédiats du secrétaire général pourraient s'en trouver allégés : déjà chichés envers la Pologne, les États-Unis, de M. Bush le seront d'autant plus à l'égard d'une URSS qui est encore un tonneau des Danaïdes. Pour qu'elle réussisse, les griffes technologiques exigent un minimum de coopération des vieux industriels et commerciaux, ce qui n'est pas le cas — et ne le sera pas avant longtemps.

Du côté américain, l'insécurité déjoue sur l'insécurité d'une rencontre informelle avec M. Gorbatchev est avant tout d'ordre intérieur. Alors que le dégel soviétique provoque d'énormes bouleversements dans les marchés de l'empire, le président américain apparaît de plus en plus comme un homme en marge de l'événement, comme le spectateur intelligent et assoupi d'une des plus passionnantes pièces que l'Histoire nous ait données. Sa réaction, même tardive, va lui permettre de se remettre à flot et de se réajuster, dans le cas où les choses tourneraient mal en URSS. L'un de ses objectifs serait aussi, dit-on dans son entourage, de sauver, dans cette perspective, ce qui pourrait être saur, d'essayer d'obtenir des engagements formels sur l'irréversibilité du nouveau statut, qui sort des brumes stalinienne et brejnevienne, de pays comme la Hongrie et la Pologne.

M 0147 - 11020 - 4,50 F
3790147004500 11020

Un « sommet intermédiaire » américano-soviétique aura lieu, samedi 2 et dimanche 3 décembre, à bord de navires américain et soviétique en Méditerranée, ont annoncé, mardi 31 octobre, MM. George Bush et Edouard Chevardnadze.

Ce sera la première rencontre de M. Bush, en tant que président, avec M. Gorbatchev. Des deux côtés, on annonce qu'elle devrait être « informelle », contrairement au sommet suivant, prévu pour la fin du printemps 1990. Cette annonce a créé la surprise

aux États-Unis, où le président affirmait jusqu'ici n'être pas pressé et ne pas souhaiter de rencontre sans ordre du jour précis avec son homologue soviétique, mais M. Bush veut s'informer sur l'avenir des réformes en URSS et en Europe de l'Est.

Washington : un nouveau souffle

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Bush avait donc une carte cachée dans sa manche. Cet homme, si critiqué pour la « timidité » de sa politique étrangère, pour son attentisme, ce président qui, cet automne, paraissait s'être fixé un seul et bien-modeste objectif — le vote d'une loi pour réduire des impôts sur les plus-values en capital, une fois de plus, surprend.

Déjà, au printemps dernier, alors que le monde commençait à désespérer de voir venir un acte, une idée quelconque de

Washington, M. Bush, en dévoilant un vaste plan de désarmement conventionnel en Europe, avait rétabli la situation, et recueilli les applaudissements des alliés de l'OTAN. Cette fois encore, les critiques, de plus en plus bruyantes aux États-Unis mêmes sont désarmées. Mais pas forcément pour longtemps, car l'annonce subite de ce sommet qui, selon M. Bush, n'en est pas un, est loin de lever tous les doutes concernant l'attitude du successeur de Ronald Reagan.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3

Moscou : une demande ancienne

MOSCOU
de notre correspondant

A première vue, de MM. Bush et Chevardnadze, l'un des deux a menti. Au moment même où le président américain expliquait, à Washington, qu'il avait lui-même pris en juillet dernier l'initiative de ce « sommet intermédiaire », le ministre soviétique des affaires étrangères déclarait en effet, à Moscou, qu'« il ne [fallait] pas chercher le coupable », car il s'agissait d'une « volonté commune ».

Pourtant, si patente que semble la contradiction, les deux hommes disent vrai. Car s'il est

exact que c'est M. Bush qui a proposé à M. Gorbatchev l'organisation de ce tête-à-tête méditerranéen, il est plus évident encore que cette proposition répondait à une pressante attente du Kremlin. Aux lendemains de l'élection présidentielle américaine de novembre 1988, le secrétaire général et son équipe avaient en effet été profondément déçus du peu d'empressement de la nouvelle administration à accélérer le dialogue bilatéral.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 3

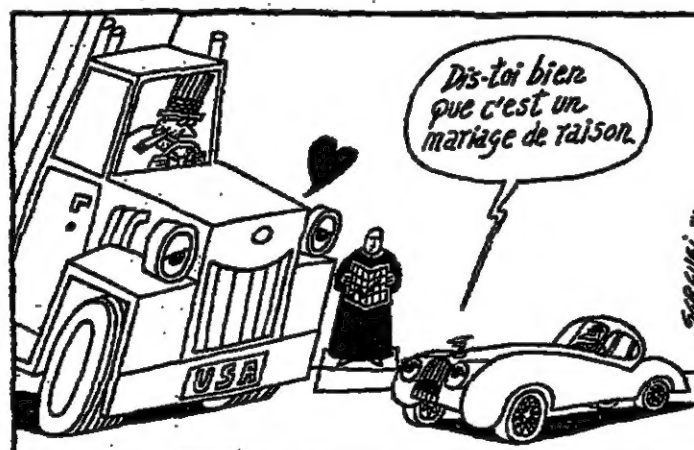
Jaguar à l'encan

Ford, General Motors et Daimler-Benz se disputent le symbole du luxe de la vieille Angleterre

En 1984, le gouvernement britannique avait rendu Jaguar au secteur privé et ouvert le jeu à l'un des redressements industriels les plus spectaculaires de l'après-guerre. Mardi 31 octobre, le ministère du commerce et de l'industrie a annoncé son intention de renouer à son action spécifique (le golden share), qui protège Jaguar de toute prise de participation hostile jusqu'à la fin de 1990. Il donne ainsi sans doute le coup d'envoi à une bataille boursière sans merci entre les deux grands de l'automobile américaine, General Motors et Ford.

LONDRES

combien vaut Jaguar ? Chez les concessionnaires américains, le prix d'une Jaguar XJ6, le prin-



cipal modèle de la gamme, n'a cessé de baisser, concurrence oblige, et coûte maintenant moins de 250 000 francs. A la Bourse de Londres, l'inflation ne

fait que commencer : le cours des actions, qui avait presque doublé depuis le début septembre, a encore fait un bond de 16 % mardi, après la renoncia-

tion du gouvernement à la golden share. Ces actions cotaient 3,69 livres à la clôture, et les boursiers tablent sans sourcilier sur un cours de 10 livres pour départager les candidats au rachat. A ce prix, la société privatisée il y a cinq ans pour 3 milliards de francs, en vaudrait près de 18 milliards.

Les grincheux font remarquer que le bénéfice est tombé de 970 millions de francs en 1987 à 475 millions en 1988 et seulement 14 millions au premier semestre de l'exercice 1989, mais Ford, qui a ouvert les enchères à la mi-septembre en annonçant son intention d'acquiescer 15 % du capital, n'en a cure.

VINCENT BORD

Lire la suite page 14

SPORTS

Sanctions aggravées contre Ayrton Senna

En confirmant le déclassement du pilote brésilien Ayrton Senna au Grand Prix du Japon de formule 1 automobile, le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a donné à Alain Prost l'assurance d'être, pour la troisième fois, champion du monde, dimanche 5 novembre, à l'issue du Grand Prix d'Australie. Le tribunal d'appel a aggravé la sanction (six mois de suspension avec sursis et 100 000 dollars d'amende), en estimant que les manœuvres de dépassement du pilote brésilien révélèrent un « comportement dangereux » et constituaient des « exemples néfastes pour l'ensemble du sport automobile ».

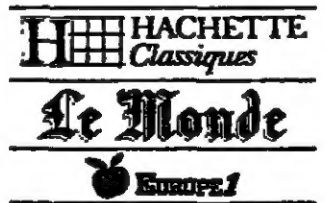
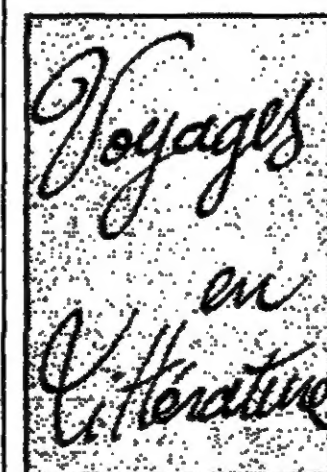
page 16

La rentrée victorieuse de Yannick Noah

Le joueur de tennis français Yannick Noah, qui n'avait plus joué en compétition depuis l'Open des États-Unis en septembre, a effectué un retour victorieux à l'Open de Paris-Bercy. En misant essentiellement sur son service, il a battu au premier tour l'Autrichien Thomas Muster, un autre convalescent, blessé par un chauffard au soir d'une qualification pour les demi-finales du tournoi de Kay-Biscane, obtenue contre... Yannick Noah.

page 10

GRAND CONCOURS



Les résultats du concours seront publiés, dans le quotidien, à partir du jeudi 2 novembre 1989 (numéro daté du 3).

Le conflit des impôts

L'Etat propose des indemnités

Les particuliers et les entreprises pénalisés par la grève des agents des finances vont pouvoir, sous certaines conditions, être indemnisés par l'Etat, a annoncé, mardi 31 octobre, le ministère de l'économie.

En liaison avec le conseil supérieur du notariat, il a été convenu notamment que les personnes ayant vendu un logement ou un immeuble pour entrer en possession de leurs fonds sans attendre la production de certificats hypothécaires. Les demandes devront être déposées auprès du préfet. Les entreprises victimes de non-remboursements de TVA seront indemnisées « à condition de pouvoir justifier de la perte subie » ; celles ayant subi des retards de paiement dans le cadre de marchés publics recevront des intérêts moratoires calculés au taux de 7,82 % (le préjudice est supérieur à 500 francs). Dans chaque département, une cellule spécialisée, présidée par le trésorier-payeur-général, déterminera les préjudices. Les fédérations des finances parlent de « provocation ».

Les changements en RDA

Le patron des syndicats officiels démissionne page 16

Fermeture de l'ACP

Malgré la reprise complète du travail, M. Maxwell a décidé la fermeture de l'Agence centrale de presse, étant donné son « déficit structurel » page 10

Crédits de l'équipement

M. Delebarre a demandé la réserve sur le budget de son ministère page 6

Conférence sur le terrorisme

M. Gilles Boulouque demande la constitution d'un comité de surveillance » page 8

Le retour de l'abbé Pierre

Un film, un livre, un show télévisé page 9

Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes
Chacun pour soi page 15

ILE-DE-FRANCE

● Les peintres redonnent la parole aux murs de Paris.
● Versailles, ville fragile. page 13

Le sommaire complet se trouve page 16

سكننا من الامم

DÉBATS

TRAIT LIBRE



Culture

Enjeu d'une bibliothèque

par André Miquel

Le projet de la Bibliothèque de France fait couler beaucoup d'encre, et en fera couler pour longtemps encore. Après tout, c'est très bien ainsi : prouve qu'il est essentiel, et qu'il passionne. L'enjeu est de taille, en effet. D'un côté, le souci d'offrir à l'usage les mêmes services qu'aujourd'hui la Bibliothèque nationale, mais en mieux. De l'autre, bâtir la grande bibliothèque de demain, notamment par l'appel à plusieurs types de documents et de moyens de communication : ce que, après tout, faisait déjà la Bibliothèque nationale, mais avec souvent trop peu de ressources.

D'où des questions multiples : place de l'écrit par rapport aux autres documents, définition du public, relations avec les autres ensembles documentaires de Paris et de France. Et encore : que garder, et comment, prêter ou non, et sous quelle forme, libérer l'accès au document ou privilégier le magasin, communiquer l'original ou le double, tout conserver sur place ou prévoir des sites de dépôt ailleurs, à l'étranger, dans ce cas-là, à une condition indispensable : un délai aussi court que possible pour l'arrivée du document demandé.

Une chance immense

Ces questions passionnent. On irrite. Il me semble que, puisque la chance immense nous est donnée de réfléchir quelque temps — pas trop tout de même — les solutions choisies devraient n'oublier aucune des considérations suivantes :

1. Nos successeurs, plus ou moins lointains, seront fondés à nous reprocher de n'avoir pas trouvé la bibliothèque du vingt et unième siècle si nous leur livrons un bâtiment immuablement

destiné à être, un jour, plein à craquer, sans que des solutions raisonnables aient été mises au point pour répondre à cette question : à quoi toutes finalement reviennent : comment traiter l'extension permanente des fonds ? C'est, d'abord, pour répondre à cette question posée aujourd'hui à la Bibliothèque nationale que le projet de la Bibliothèque de France a vu le jour. Allons-nous nous contenter de résoudre le problème à l'échelle d'une génération, ou deux ?

2. Il s'ensuit que la mise sur pied du projet actuel doit se faire dans un très large esprit d'ouverture. Ouverture des esprits, par une discussion éclairée et loyale, mais aussi, dirais-je, des locaux ou du moins d'une partie d'entre eux. Rien ne serait pire qu'une structure figée pour l'éternité, qui ne se prêterait pas, plus tard, à des aménagements susceptibles d'être requis par des techniques, des besoins, des attitudes que nous ne pouvons connaître.

3. Enfin — et ce n'est pas le moins important — rien ne sera fait si la création de la Bibliothèque de France n'est pas l'occasion de repenser l'ensemble de la situation des bibliothèques de ce pays. Sans à désirer que tout lecteur vienne à la Bibliothèque de France — au nom de quelle prérogative parisienne ? — il importe d'assurer les besoins de la base, dirais-je, et d'abord dans les bibliothèques universitaires, dont les besoins, justement, sont criants, hurlants même. Le tout dans une politique nationale de réseaux, informelle, qui devienne un véritable réseau de plus en plus de documents du lecteur, et non le lecteur du document.

► André Miquel est professeur au Collège de France, président du conseil supérieur des bibliothèques.

AU COURRIER DU Monde

Tchécoslovaquie

Jusques à quand ?

Il y a un an, M. Alexandre Jakovlev, membre du bureau politique du PCUS et l'un des principaux soutiens de M. Gorbatchev, déclarait au *New York Times* : « La démocratisation en Tchécoslovaquie en 1968 ? Je n'en sais rien, mais j'étais là et j'ai vu toutes ces croix gammées sur les murs ! » Il n'y eut alors aucun commentaire, ni non plus lorsque M. Jakovlev répéta la même chose à Bonn ce printemps.

En août dernier, Karel Mazurek, ancien membre du bureau politique de Brejnev, qui avait été chargé de surveiller sur place l'invasion de la Tchécoslovaquie, a déclaré aux *Investigations* à Moscou : « Nous avons seulement deviné l'armée de la RFA, qui était déjà massée sur la frontière tchécoslovaque. » De nouveau, personne ne

s'indigna. S'il y a eu une protestation de Bonn, personne n'en a entendu parler.

Et maintenant, c'est M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, qui déclare à la *Gazeta de Varsovie* : « Nous, en Union soviétique, nous tenons compte du fait que le PC et le gouvernement tchécoslovaques ont donné leur approbation, et nous la respectons. »

Là, c'est le comble. On se souviendra que c'est l'armée soviétique qui a kidnappé la direction du PC et celle du gouvernement tchécoslovaque, qui lui a fait signer à Moscou un protocole humiliant ; et, comme cela n'a pas suffi, c'est sous les menaces du maréchal Gretchko en personne qu'on a imposé le gouvernement actuel au

pays, au printemps de 1969. Son patron, le secrétaire général du PCT Miloš Jakes, a personnellement présidé à l'éviction d'un demi-million de membres du PCT et d'innombrables autres personnes qui ont refusé de signer une déclaration approuvant l'intervention soviétique.

Au moment où ce même gouvernement et le même Jakes font matraquer régulièrement les manifestants à Prague, les propos de M. Chevardnadze — qui n'est tout de même pas M. Ligatchev — sont encore plus cyniques et scandaleux. Une question se pose : jusqu'à quand M. Gorbatchev restera-t-il l'otage des dinosaures brejnéviens de Prague ?

ANTONIN LIEHM (Paris)

Aménagement

La forêt de Fontainebleau est-elle saccagée ?

par Paul Delouvrier

SACCAGÉE, cette forêt, sans doute la plus belle de France ! Se peut-il ?

Pourtant, certains le pensent. L'écrivain aux médias et envoient pétition au premier ministre. Parmi ceux qui sont animés de cette conviction, plusieurs sont membres de l'association des Amis de la forêt de Fontainebleau (en abrégé : AFF) et même du conseil, que j'ai la charge de présider aujourd'hui après André Billy, Henri Dorcy, Madeleine de Cost-Brissac. Les AFF pratiquent de longue date la concertation avec les Eaux et Forêts, parfois même la contestation, pour atteindre leur but qui est de préserver cette forêt merveilleuse par la variété de ses reliefs et de ses essences.

Mais, de quel saccage s'agit-il ? Faut-il vraiment dire : « Adieu aux hêtres, aux bouleaux et même aux chaos rochers » ?

Toutes les forêts de la région parisienne sont plus ou moins atteintes : pour un premier motif, ce sont des forêts suburbaines, que l'on veut « touristiques » et « récréatives » à l'usage des dix millions d'habitants de l'agglomération parisienne. C'est ainsi que notre forêt de Blean reçoit plus de dix millions de visiteurs par an, « visiteurs » plutôt que « visiteurs », car l'amoureux de Fontainebleau fréquente — sa — forêt plusieurs fois dans l'année.

Alors, qui sont les saccageurs ? Les visiteurs par leur nombre, mais en partie seulement : cavaliers, chasseurs à courre ou à tir, détachements militaires dont la disparition avait été promise il y a trente ans, motards ou cyclistes tout-terrain, voitures et poids lourds avec leurs gaz étouffants, verpours, simples promeneurs même, tous salissent, abîment et laissent annuellement des tonnes d'ordures. Ah ! si les écologistes pouvaient apprendre aux Français d'abord la propreté !

Le déficit s'accroît

Faudrait-il en arriver à regretter que Descoeurts, au dix-neuvième siècle, ait tracé des sentiers bien signalés, que les AFF, gratuitement, entretiennent, rendant pénible une forêt qui, sans ces soins minutieux, serait hostile et déconçue ? Non, bien évidemment.

Alors, qui donc « saccagerait », au sens fort du terme ? Ce serait, dans la conviction de certains, tout simplement les Eaux et Forêts, celles-là mêmes qui ont pour mission de soigner et de cultiver le massif forestier ! L'on songe à Talleyrand : « Tout ce qui est exagéré est insignifiant. »

L'accusation est pourtant là, habilement formulée : les coupables ne seraient ni les agents de terrain, ni le chef de centre, ni le régional Office national des forêts (ONF). Le responsable serait le lointain et composite pouvoir central (finances, agriculture, direction des forêts, même environnement par inertie, etc.). Le règlement d'exploitation de 1972, révisé en 1985, est, prétend-on, le grand fautif parce qu'il définit la vocation de chaque parcelle, ce qui en définitive conduirait à l'abandon des hêtres, à la réduction des

chênes, à l'extension des résineux, aux coupes rases — sacrilège trop apparent ! Beaucoup ajoutent que cette sylviculture « aberrante » est la conséquence fatale de la création de l'ONF, qui aurait transformé les forêts en parcs à thème et en champs de bois (recettes d'abord).

Voilà pourquoi votre fille est muette, voilà pourquoi vous disputez — par quel fâcheux miracle ? — jusqu'aux chaos rochers !

Au moment où M. Nallet, ministre de la forêt, donne, dans ses préoccupations, une priorité compréhensible à la forêt méditerranéenne ravagée par le feu, où est-on aujourd'hui de cette affaire, rebondissant périodiquement, de la sylviculture des forêts suburbaines ?

Les AFF, rejetant tout proche de tendance, ont demandé au directeur général de l'ONF de bien vouloir créer un groupe de travail composé de savants et de chercheurs impartiaux. Ce groupe, présidé par le prestigieux biologiste Jean Dorst, a entendu ou va entendre les principales associations qui s'intéressent au problème ; les AFF, quant à eux, ont préparé un « Livre vert », remis en juillet dernier au groupe de travail. Ce Livre vert, travail important, s'efforce de recenser tous les dangers qui guettent la forêt et de suggérer des solutions.

La gestion de la forêt de Fontainebleau est déficitaire, ne l'oublions pas. Ce n'est pas anormal pour une forêt dite « récréative » ; ce déficit est couvert par l'excédent des autres grandes forêts françaises. On peut inventer de nouvelles mesures juridiques de protection ; on peut rêver d'un statut spécial ; il faut savoir que le déficit s'accroît.

Le règlement du problème financier ne pourra aider à résoudre le problème de la sylviculture que si ceux qui jouissent de la forêt participent aux frais d'une gestion plus « élaborée », les communes, les départements, la région, l'Agence spéciale des espaces verts, etc.

Pour la sylviculture, reconnaissons pleinement qu'on ne s'improvise pas forestier. Toute forêt ne se gère que dans la durée : il y a quelques arbres remarquables en forêt de Fontainebleau, qui ont deux ou trois cents ans, le plus âgé cinq cents ans. L'art de la foresterie offre cette difficulté particulière que le délai d'expérimentation dépasse la vie humaine. La forêt des Eaux et Forêts, née au treizième siècle, c'est d'être la mémoire de la lignée séculaire qu'elle représente. Quand on a connu l'état de la forêt après l'Occupation, on ne peut qu'admirer son aspect d'ancienneté, d'aisance remarquable de quarante-cinq ans de compétences, de dévouements et d'innovations des forestiers qui, malgré l'ignorance des moyens, ont atteint un tel résultat. Reste que le progrès des sciences biologiques et botaniques, comme celui des techniques, doit être pris en compte. D'où l'intérêt extrême de l'examen actuel lancé par M. Touzet, directeur général de l'ONF.

L'ennemi ? La voiture

Après de longues et fructueuses discussions entre Amis de la forêt, la ligne directrice des réformes devrait se dégager rapidement autour des deux idées de souplesse et de finesse. Faut-il que chaque parcelle soit aussi grande — près ou plus de 20 hectares ? Quand on sait que la décision de planter, par exemple en résineux, était prise et appliquée, rien n'empêche les faulx de pousser ; la parcelle n'a finalement sa physionomie durable qu'au bout de vingt ans environ : ses éléments dominants dépendent en effet des « nettoyeurs » ordonnés par le chef de centre.

En résumé à l'extrême, la gestion « récréative » d'une forêt comme celle de Fontainebleau coûtera plus cher, requerra plus de libérés pour le chef de centre, et pour un juste équilibre, plus de concertation.

Le problème — central — de la sylviculture est-il le seul ? Non, répondra tout observateur : bien d'autres mesures s'imposent ; insistons sur les trois principales :

— Le plus grand ennemi de la forêt suburbaine, c'est la voiture, et plus encore le poids lourd sur le

réseau routier de la forêt ou sur l'autoroute voisine ou traversière. La forêt de Fontainebleau offre un exemple extrêmement typique : à la suite d'une série de décisions, chacune rationnelle, des Ponts et Chaussées, on aboutit au résultat suivant, irrationnel et dangereux : sur près de 10 kilomètres, entre la Table du Roi et la nationale 7, sur la Route ronde qui est à une voie dans chaque sens — route « protégée » qu'il n'est pas question d'élargir — plusieurs milliers de véhicules s'engouffrent certains jours. Si un camion d'essence s'écrase contre un arbre, combien d'hectares brûleront, les pompes ne pouvant aller au foyer du feu qu'en abattant eux-mêmes des arbres ? O Gribouille !

La construction prévue de la nouvelle autoroute A5 (Paris-La Suisse) offre une occasion remarquable d'alléger le trafic routier à longue distance en forêt. Mal agencées les liaisons entre autoroute du Sud et autoroute de la Suisse, à la fois dans les tracés et les péages, serait une faute impardonnable au moment où le trafic européen va s'accroître énormément. Il y a là un point stratégique de la révision du schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France.

— La deuxième mesure consiste à lutter contre le vandalisme et les

rencontres inopportunes (terme pudique !) ; dangers croissants de la forêt suburbaine ; c'est affaire de police et de justice pour éviter à Blean le sort du bois de Boulogne.

— La dernière mesure, enfin, qu'il faut avoir le courage de prendre, c'est l'agrandissement de la forêt domaniale de Fontainebleau, par achat des domaines forestiers attenants, qui représentent encore plus de 4 000 hectares. C'est ce que j'ai pu faire naguère, comme préfet de la région parisienne, pour les 3 000 hectares du massif des Trois-Frères.

Ainsi, la querelle actuelle sur le « saccage » de la forêt de Fontainebleau peut avoir finalement des effets bénéfiques, pour cette forêt, mais aussi pour toutes les forêts d'Île-de-France et même pour toutes les forêts de France voisines d'agglomérations importantes. Les associations comme la nôtre attendent alors des médias l'appui nécessaire d'une bonne explication.

Ce long effort accompli, la forêt reconnaîtra les siens !

► Paul Delouvrier est président d'honneur du conseil d'administration de l'établissement public du Parc de La Vilette.

Société

La religion laïque

par Jean Bastaire

Il me semble qu'on ne prend pas une exacte mesure du conflit soulevé autour de la laïcité si l'on ne se rend pas compte que la laïcité est historiquement en France une religion. On nous dit qu'elle se différencie radicalement du christianisme, en ce qu'elle n'a pas de Dieu, elle traduit une option de même nature, car l'abstention qu'elle préconise sous le nom de neutralité ou de tolérance est une prise de position. Ne pas faire de métaphysique, c'est encore en faire. On n'est pas tolérant quand on supprime ou met entre parenthèses les autres religions.

Il peut y avoir une neutralité prudentielle pour éviter les accrochages, dans les moments de haute tension. Mais s'agit-il alors d'un pis-aller qui n'a rien à voir avec l'authenticité laïque ? Ce fut le cas au lendemain de l'affaire Dreyfus. Mais à quel point cette disposition tactique recouvrait une OPA sur l'abcès, l'histoire des manuels scolaires de G. Bruno en fournit une démonstration poussée jusqu'à l'absurde. Sous le régime comblé, non seulement on expurge le *Tour de France* par deux enfants de tous ses saints et de toutes ses cathédrales, mais on remplace la simple mention exclamative « mon Dieu ! » par une interjection d'égal longueur...

La vraie laïcité était celle de Jules Ferry, qui admettait dans les écoles primaires saint Louis, saint Vincent de Paul et Notre-Dame de Paris. La religion laïque prétend bannir de l'école — et pourquoi pas de l'ensemble de la vie publique, au nom du principe que la religion est une affaire privée — toute expression religieuse afin

d'établir son pré carré dans le vide.

Loi de moi l'idée de décrire la substance de cette religion. Je la respecte d'autant plus qu'elle fut celle de mon enfance et que, jusqu'à mon accession au christianisme, je lui ai dû le meilleur de mon existence intime. Je ne suis pas près d'oublier qu'elle m'a enseigné le droit et la justice, la liberté et la fraternité. Le Christ n'a rien changé à cela, s'il lui a donné son fondement ultime.

Dérapages

Mais comme j'en appelle des dragons dans et de l'insurrection à la véritable révolution évangélique, j'en appelle d'un sectarisme abject à l'authenticité religion laïque. De même que j'étais et reste hostile au fanatisme chrétien, j'étais et suis ennemi de l'intégrisme laïque. Tout ce qui excute annule le débat et stérilise du même coup l'échange. Il ne peut y avoir dialogue s'il n'y a pas confrontation, et il n'y a pas confrontation sans manifestation expresse des différences.

Le seul problème est d'éviter la bagarre. Mais les croyants ne sont pas forcément des truands, s'ils ont tendance à se comporter parfois en conquérants. De ce point de vue, les laïques sont exposés au même dérapage de leur zèle que les musulmans, les chrétiens ou les juifs. C'est à tous qu'il faut jeter le « ho ! » en les appelant à plus de respect pour autrui. Là est la seule discipline indispensable, celle qui assure l'enrichissement de tous.

► Jean Bastaire est écrivain.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1968),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sintes
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDIPAR 650672 F; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Avant la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev en Méditerranée

Le sommet américano-soviétique des 2 et 3 décembre a été annoncé simultanément, mardi 31 octobre, à Moscou et à Washington, lors de conférences de presse données par le président Bush et le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze. Ce sera la première fois que M. George Bush rencontre M. Gorbatchev depuis qu'il est président des États-Unis.

Les entretiens auront lieu « à bord de navires de guerre soviétique et américain en Méditerranée », a déclaré M. Chevardnadze. Bien qu'aucune précision n'ait été officiellement fournie, on laissait entendre, de source américaine, que l'un de ces navires pourrait être le croiseur *Belknap*, un vaisseau de 167 mètres, lanceur de missiles et navire amiral de la sixième flotte américaine basée en Méditerranée. M. Bush devrait faire du *Belknap* son quartier général et y passer la nuit précédant sa seconde rencontre avec M. Gorbatchev, sur un navire soviétique. Le chef d'état-major de la Maison-Blanche,

M. Sununu, a indiqué que Naples pourrait servir de port d'attache au bâtiment américain.

Ce lieu inédit de rencontre a probablement été choisi en raison de la présence de M. Gorbatchev en Italie pour une visite d'Etat du 29 novembre au 1^{er} décembre. Le numéro un soviétique doit, lors de ce séjour, vraisemblablement le 1^{er} décembre, s'entretenir au Vatican avec le pape Jean-Paul II, rencontre sans précédent dans l'histoire de l'URSS. Dans le message qu'il a adressé, mardi, au président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, le président américain indique qu'il « échange ses impressions » avec lui aussitôt après le sommet.

Dans sa conférence de presse, M. Bush a insisté sur l'aspect informel de cette rencontre, tandis que M. Chevardnadze soulignait, « au risque de décevoir les journalistes », que « l'idée était d'en limiter strictement l'accès aux médias » ; « le fait que le sommet se déroulera sur deux navires lui donne une sorte d'immunité », a-t-il ajouté.

Un autre sommet américano-soviétique a été annoncé pour la fin du printemps ou le début de l'été 1990 par les chefs des diplomatie américaine et soviétique, lors de leur rencontre dans le Wyoming début septembre. Selon des sources américaines, M. Bush aurait eu l'idée d'une rencontre qui ne soit pas véritablement un sommet mais une entrevue informelle avec son homologue soviétique en juillet dernier, lors de sa visite en Pologne et en Hongrie. Il en aurait fait part quelques jours plus tard à ses collaborateurs à la résidence de l'ambassadeur américain à Paris où il participait au sommet des Sept. Il aurait ensuite proposé une telle rencontre à M. Gorbatchev dans une lettre écrite à bord de l'avion qui le ramenait de Paris aux États-Unis et à laquelle le président soviétique a répondu favorablement début août. L'accord intervenu dans le Wyoming sur une date assez éloignée pour le sommet proprement dit a permis de faire avancer les négociations sur une rencontre préalable, les deux chefs d'Etat souhaitant qu'un certain temps

sépares les deux réunions. La date de la rencontre intermédiaire a été arrêtée début octobre.

Ce projet de rencontre a été salué dès mardi par M. Helmut Kohl. Le chancelier allemand a estimé qu'elle était « une condition préliminaire importante pour que les diverses négociations sur le désarmement et le contrôle des armements soient couronnées de succès ». Le chancelier, qui a déclaré avoir été informé à l'avance de ce projet par le président américain, a également souligné l'importance des relations américano-soviétiques pour le développement des réformes dans les pays de l'Est. L'Elysée précise pour sa part que M. Mitterrand avait été informé, mardi matin, par un message du président américain. A Bruxelles, M. Manfred Woerner, secrétaire général de l'OTAN, s'est félicité de ce projet, estimant qu'il fournirait « une occasion utile de discuter et d'améliorer les relations Est-Ouest » et qu'il s'inscrivait « dans l'esprit de la déclaration de l'OTAN (du 30 mai dernier) et dans l'intérêt de toute l'alliance ».

Washington : un nouveau souffle

Suite de la première page

En effet, la démarche intellectuelle et politique suivie par M. Bush n'est pas des plus claires. A en croire les explications données à la Maison-Blanche, l'idée d'une rencontre informelle avec M. Gorbatchev est venue à M. Bush au mois de juillet, à l'issue de son voyage en Europe de l'Est — où plusieurs de ses interlocuteurs, et tout particulièrement M. Walesa, lui auraient suggéré d'appuyer énergiquement les réformes et donc la position de M. Gorbatchev. (M. Walesa avait aussi demandé à M. Bush d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite dans le domaine de l'aide à la Pologne, mais ce conseil-là, apparemment, n'a guère été entendu.) Que l'électrification de Gdansk, déjà assurée d'occuper un fort chapitre dans l'histoire du Grand est à peine un motif d'économie.

Mais M. Bush lui-même, au cours de sa conférence de presse, n'a pas mentionné cet épisode. Comme on le pressait de questions pour savoir ce qui l'avait conduit à changer d'avis, lui qui avait tant de fois déclaré son manque d'intérêt pour un sommet qui ne serait pas soigneusement préparé, avec un ordre du jour précis, le président a fini par citer quatre raisons : « la consultation avec nos alliés », le fait de suggérer qu'ils ont poussé à la ruse ; « la rapidité des changements en Europe de l'Est », ce qui serait un argument plus convaincant que les changements les plus spectaculaires n'étaient en fait intervenus après le voyage à Varsovie et à Budapest, et donc après l'envoi à M. Gorbatchev d'une lettre qui, selon la Maison-Blanche, formulait ce projet de rencontre ; « l'émergence des démocraties sur ce continent » (judicieusement, ce qui semble une très étrange justification, sauf à considérer que le président voudrait profiter des circonstances pour obtenir enfin que M. Gorbatchev retire vraiment ses troupes d'Amérique centrale ; enfin, le désir « de ne pas manquer quelque chose d'important, quelque chose que je pourrais obtenir de première main de M. Gorbatchev lui-même ». Cela peut paraître bien vague, mais c'est sans doute cette dernière raison qui en dit le plus long sur l'état d'esprit de M. Bush : le sentiment, très vraisemblablement renforcé par l'avalanche de critiques dénonçant sa passivité et son manque de vision historique, que quelque chose, décidément, est en train de se passer — et de se passer sans lui — et que le meilleur moyen d'y voir plus clair est d'aller prendre ses informations auprès de M. Gorbatchev.

La fin de la méfiance

Si telle est bien la disposition d'esprit de M. Bush, on est obligé de constater que l'ancien président accorde désormais à M. Gorbatchev une confiance au moins aussi grande que celle manifestée par le Ronald Reagan de la dernière période... M. Bush a, certes, ajouté un peu plus tard que la « prudence » restait de mise, et que les États-Unis ne pouvaient fonder toute leur politique sur un seul homme (M. Gorbatchev). Mais il n'est décidément plus question de se méfier du numéro un soviétique lui-même : comme on l'interrogeait

sur l'avenir de l'URSS, M. Bush a eu cette étonnante réponse : « Je pourrais mieux répondre à vos questions après notre rencontre, car M. Gorbatchev est un homme très franc ».

Depuis quelques semaines déjà, la musique officielle washingtonnienne s'était faite beaucoup plus douce à propos de l'URSS. Oubliant presque les réserves, les doutes qu'il exprimait très régulièrement jusqu'à la, les principaux responsables — et tout particulièrement le secrétaire d'Etat, M. James Baker — se confondaient en paroles aimables à l'égard de M. Gorbatchev, et en propos optimistes sur l'avenir de la perestroïka. Au point que ceux qui persistaient à paraître moins optimistes étaient pris de se taire, en particulier M. Robert Gates, le numéro deux du Conseil national de sécurité, sommé récemment par M. Baker de remettre dans sa poche un discours où il insistait un peu trop sur les obstacles qui attendaient l'URSS sur la voie des réformes.

Sans doute s'agissait-il d'éviter toute fausse note, alors que la rencontre de décembre avait déjà été décidée (l'accord sur les dates et les modalités a été réalisé début octobre). Mais, quelles que soient les raisons conjoncturelles, on a un peu l'impression que l'administration cherche désormais à compenser, par un enthousiasme presque béat et une totale confiance, un trop grand scepticisme initial. M. Bush ne risque-t-il pas d'être une fois de plus en retard sur l'événement, s'il se confirme que M. Gorbatchev pèse désormais plus sur le frein que sur l'accélérateur ?

Un secret bien gardé

A quoi servira ce sommet avec un petit « s », cette rencontre « intermédiaire et informelle », selon l'expression de M. Bush ? Sera-t-il symbolique ou substantiel, destiné à faire connaissance (mais les deux hommes se connaissent déjà, depuis cet autre faux sommet qui était la rencontre Reagan-Bush-Gorbatchev de décembre dernier, connue par une superbe photo de circonstance sur fond de statue de la Liberté) ou bien à faire avancer l'histoire ?

M. Bush, qui a souvent semblé à la peine au cours de sa conférence de presse, a pris grand soin de minimiser à l'avance l'importance de la rencontre — comme si, malgré tout, il n'était pas tout à fait convaincu de son utilité, et il a même dit ne pas savoir de quoi on ne parlera pas, ou peu : de contrôle des armements — ça, ce sera pour le vrai sommet, celui du printemps 1990.

Cette rencontre d'attente, dotée d'un cachet particulier par le cadre inhabituel : deux bateaux de guerre, n'est-ce pas précisément ce dont M. Bush avait toujours dit ne pas vouloir ? Il l'avait répété à la veille de la venue de M. Chevardnadze à Washington, en septembre dernier, et des entretiens de Wyoming qui avaient suivi.

S'agissait-il seulement d'un piège mensonge, dans le seul but de mieux préserver un secret, et d'être de bonne foi avec les « Soviétiques », pour reprendre l'expression de M. Bush lui-même ? Ou bien, si l'idée d'une rencontre à brève échéance avait

germé dès juillet dernier, n'aurait-elle pas été plus ou moins abandonnée, avant d'être remise sur le tapis par les Soviétiques eux-mêmes, qui seraient plus demandeurs qu'ils ne veulent en avoir l'air ?

Au moins M. Bush aura-t-il de nouveau apporté la preuve de ses capacités à garder et surtout à faire garder un secret, art fort difficile à exercer à Washington, ville des « fuites » par excellence. Une poignée d'hommes seulement — quatre ou cinq — avaient été mis dans la confidence (« Je n'avais pas besoin de conseils à ce propos », a expliqué M. Bush), ce qui ne sera pas forcément apprécié d'autres responsables de l'administration. Mais M. Bush a été à bonne école, lui que M. Richard Nixon avait chargé, en tant que représentant aux Nations unies, de s'en tenir à la position américaine classique (pas de reconnaissance de la Chine populaire) au moment même où, sans qu'on lui en ait rien dit, M. Henry Kissinger négociait en secret avec Pékin.

Par ce coup également bien dissimulé (mais d'importance infinitesimale), l'ancien président aura prouvé qu'il ne couvrait pas de la jinger entièrement sur les seules apparences, qui commencent, ces derniers temps, à devenir plutôt défavorables. Un budget impossible à boucler, une inextricable bataille fœtale avec le Congrès à propos de la réduction de l'impôt sur les plus-values du capital, une économie qui commence à susciter quelques inquiétudes, au moins à moyen terme, et ces Japonais qui rachètent, un à un, les fleurons de l'Amérique... Et puis, surtout, en dépit des bonnes intentions affichées en matière de lutte contre la drogue ou d'éducation, cette apparente absence de prise sur l'événement, ces neuf premiers mois de mandat qui ont passé sans que la nouvelle administration ait accompli de quoi que ce soit de notable : l'atmosphère, imperceptiblement, était en train de changer à Washington, comme si l'on approchait du point où tout ce qui semblait aller plutôt bien paraissait désormais aller plutôt mal.

L'annonce du « faux sommet » devrait, dans le pire des cas, permettre de reculer l'échéance de quelques semaines, et, dans le meilleur, donner l'occasion à cette administration de retrouver le moyen terme, et ce, déjà, déjà. M. Bush revient enfin sur le devant d'une scène internationale où on ne le voit plus guère. Reste encore à savoir s'il a l'intention d'y faire quelque chose.

JAN KRAUZE

Moscou : une demande ancienne

Suite de la première page

Par comparaison avec les dernières années de la présidence Reagan, on en revient à un quasi-gel, et cette situation était extrêmement dommageable à M. Gorbatchev, pour qui les accords de réduction des armements, la détente qu'ils impriment aux relations internationales et les possibilités de coopération économique qui s'ensuivent sont indispensables.

Non seulement l'offre de M. Bush a donc été acceptée avec soulagement, mais il est aussi rétrospectivement permis de penser qu'en reconnaissant publiquement, le 23 octobre dernier, que le radar de Krasnoïarsk constituait une violation de traité ABM et que l'intervention en Afghanistan avait bafoué les « normes morales de l'humanité », M. Chevardnadze avait de balayer la voie de cette « rencontre intermédiaire informelle ».

Fatigué mais plus souriant et charmant que jamais, le ministre soviétique était d'ailleurs d'humeur exquise lorsque, à la demande, a-t-il précisé, de la direction soviétique et de M. Gorbatchev, il a annoncé cet « événement important de la vie de notre planète ». Il s'agira, a-t-il expliqué, d'un « dialogue ouvert, sincère, libre », « sans ordre du jour (mais) portant sur tous les grands problèmes », et qui pourrait conduire les deux présidents à donner « à leurs ministres des affaires étrangères et à d'autres responsables de leurs pays certaines directives pour la préparation des conversations » du sommet « officiel » du printemps prochain aux États-Unis.

Perdus deux jours en mer, loin des journalistes, des oreilles indiscrettes et des obligations protocolaires, les deux hommes auront, de fait, tout le temps non seulement d'apprendre à « se connaître mieux », mais aussi d'impulser — on le souhaite en tout cas à Moscou — une coopération approfondie, et cela dans tous les domaines.

Un geste pour Israël

Signe des temps, M. Chevardnadze s'est ainsi montré particulièrement pragmatique dans son approche du dossier proche-oriental, qui sera sans aucun doute abordé, a-t-il dit, par MM. Bush et Gorbatchev. Expliquant que l'URSS était favorable à la prise en compte de tout ce qui est rationnel dans les différents

plans actuellement avancés, le ministre soviétique a en effet cité le « plan en dix points » de M. Mubarak, le « plan en cinq points » de M. Baker, le secrétaire d'Etat américain, et aussi le « plan Shamir » — celui du premier ministre israélien, que rejette (en principe) l'OLP.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un tournant puisque la diplomatie gorbatchévienne s'est toujours attachée à être un acteur des tentatives de règlement proche-oriental en redonnant un interlocuteur de Jérusalem. Pour cela, il faut accepter le gouvernement israélien en place, notamment son premier ministre, qui est paradoxalement moins ouvertement critiqué à Moscou qu'à Washington.

Il n'en reste pas moins que M. Chevardnadze a fait à un geste supplémentaire en direction d'Israël. On semble aller ainsi vers l'élaboration d'une approche commune soviéto-américaine, essentiellement fondée sur l'idée de M. Mubarak qu'il faut prendre M. Shamir au mot et faire confiance à la dynamique qu'enclencherait l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

Soulager l'économie soviétique

« Actuellement, le principal est d'agir », a déclaré, dans cet esprit, M. Chevardnadze en se prononçant pour une « solution à variantes multiples » et des consultations entre membres permanents du Conseil de sécurité. Les choses bougent, c'est sûr, et il est probable aussi qu'elles vont continuer de bouger sur l'un au moins des autres dossiers régionaux les plus chauds : le Nicaragua, à propos duquel le ministre soviétique avait relevé dans son discours du 23 octobre une volonté américaine de règlement politique.

Dans ce même discours, M. Chevardnadze avait longuement insisté sur la nécessité d'un compromis politique négocié entre le gouvernement de Kaboul et les mouvements de résistance. Or, si Washington a très longtemps considéré que seul le départ de M. Najibullah permettrait le retour de la paix, cette position paraît s'effriter alors que le gouvernement de Kaboul parvient à se maintenir malgré le départ des troupes soviétiques.

Il n'en faudrait ainsi pas beaucoup pour que le sommet informel puis le sommet officiel aboutissent

à d'importantes percées. Pour M. Gorbatchev, cela constituerait un atout d'une importance capitale car, en devenant un réel « partenaire » des États-Unis (c'est une idée clé de la perestroïka), il augmenterait ses chances de réussite.

Concrètement, le succès de ces sommets signifierait, en effet, pour lui que les grandes négociations sur la réduction des armements seraient menées à bien dans de brefs délais et qu'il pourrait donc non seulement continuer à réduire ses dépenses militaires pour soulager son économie, mais aussi obtenir bientôt la levée des restrictions aux exportations de technologie occidentale vers l'URSS.

Puis généralement surtout, c'est l'ambition de M. Gorbatchev de pouvoir intégrer progressivement l'URSS à l'économie mondiale qui s'en trouverait confortée, en particulier son désir de rejoindre les grandes institutions commerciales et financières internationales.

Fort de ces avancées et, éventuellement, de ces résultats, fort aussi d'un nouveau renforcement de son prestige international, le secrétaire général serait alors en bien meilleure position pour faire face à l'agitation rampante de tout le pays, aux dissensions d'une population qui ne voit toujours pas sa situation matérielle s'améliorer et aux poussées irrationnelles aussi.

En d'autres termes, grâce à M. Bush, M. Gorbatchev pourrait marcher avec beaucoup plus de tranquillité vers la campagne pour les élections locales et vers la préparation, surtout, du congrès du parti, en octobre 1990. C'est l'échéance principale. C'est là que M. Gorbatchev réussira ou échouera à se débarrasser d'un appareil avec lequel la perestroïka ne peut maintenant plus coexister. Et l'on comprend, dans ces conditions, que, tout en niant catégoriquement que l'objectif de ce sommet soit d'obtenir une « aide » américaine à l'économie soviétique, M. Chevardnadze ait ajouté qu'une « coopération (sur des bases égalitaires) et un environnement international favorable aideront, sans aucun doute, à la réalisation » des objectifs de la perestroïka.

Il est très satisfaisant pour M. Gorbatchev qu'une administration au départ aussi réticente à son égard non seulement considère aujourd'hui qu'il lui faille l'aider, mais explique aussi que c'est le vœu de l'ensemble des Européens — ceux de l'Ouest comme ceux qui, à l'Est, découvrent la démocratie.

Un anniversaire « révolutionnaire »

Avant de passer de ses entretiens avec le pape à son « dialogue ouvert » avec M. Bush, le numéro un soviétique aura présidé, le 7 novembre sur la place Rouge, un défilé véritablement révolutionnaire. Pour la première fois, toute référence au marxisme-léninisme a en effet été supprimée des slogans officiels, dont la liste a été publiée, mercredi matin, par la *Pravda*. L'année lui-même n'est citée qu'une fois : « La perestroïka est le prolongement de la grande œuvre de Lénine, l'œuvre d'octobre. Luttons pour le renouveau de tous les aspects de la société ».

La « solidarité » avec les pays socialistes est remplacée par de « chaleureuses salutations » qui s'adressent aussi aux « forces démocratiques », et si l'on est plus que jamais pour la plénitude des pouvoirs aux soviets, c'est qu'ils sont les « organes de la démocratie socialiste ». Quant au parti, il faut qu'il se « renoue », tandis que les peuples de l'URSS sont appelés à « transformer la fédération soviétique en un Etat multinational, amical et prospère ».

Le défilé militaire, lui, sera réduit au minimum.

BERNARD GUETTA

VI^e flotte et V^e « eskadra »

En Méditerranée, qui baigne une vingtaine d'États impliqués à la fois dans les rapports Est-Ouest et dans les relations Nord-Sud, la VI^e flotte américaine a fait son apparition dès 1945, et la V^e « eskadra » soviétique a suivi son exemple il y a une quinzaine d'années environ.

A la différence de la VI^e flotte, qui est le fer de lance de l'OTAN en Méditerranée, et qui bénéficie d'un réseau de bases, notamment en Italie — le quartier général est à Naples — et en Espagne, la V^e « eskadra » ne dispose d'aucune base mais seulement de « facilités », notamment en Syrie et en Yougoslavie, ce qui la contraint à devoir mouiller hors des eaux territoriales, par exemple devant les côtes tunisiennes, siciliennes ou grecques.

La composition de ces deux formations navales est très

variable selon les circonstances. Mais grosso modo, la flotte américaine peut déployer jusqu'à 500 000 tonnes au total, quand la flotte soviétique déplace environ 180 000 tonnes.

Formée de plus de 20 000 hommes, la VI^e flotte est organisée autour d'un groupe aéronaval (avec, au moins, un porte-avions d'attaque) et un groupe amphibie (avec des navires d'assaut et des unités de « marine corps »). Elle est caractérisée par une forte nucléarisation de sa propulsion (la demi-douzaine de sous-marins d'attaque présents sont tous à propulsion nucléaire) et par l'importance de son soutien logistique (pétroliers, ravitailleurs et navires-matériel). Cette VI^e flotte met en œuvre généralement au moins quatre-vingt-dix avions de combat et

vingt-cinq avions de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marine.

Alimentée indifféremment par la flotte de la mer Noire à travers des détroits du Bosphore et par la flotte du Nord venue de l'Atlantique par Gibraltar, l'*eskadra* soviétique est généralement composée de six ou sept bâtiments de combat (croiseurs ou frégates), de six sous-marins d'attaque (dont deux à propulsion nucléaire) et de huit navires collecteurs de renseignements. L'absence de bases permanentes oblige la marine soviétique à entretenir en Méditerranée une forte présence de navires de soutien logistique (une vingtaine, soit la moitié de son *eskadra*), pendant que les avions de patrouille maritime sont déployés à partir de la Syrie.

J. L.

صكرا من الاجل

حکومت اسلامی

DIPLOMATIE

Avant la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev

Six sommets soviéto-américains en cinq ans

La rencontre que MM. Bush et Gorbatchev auront les 2 et 3 décembre en Méditerranée sera le premier sommet soviéto-américain de la présidence Bush, mais le sixième depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir suprême, en 1985. En voici la liste :

1985
19-21 novembre. — Première rencontre à Genève entre MM. Gorbatchev et Ronald Reagan (qui n'avait rencontré aucun numéro soviétique pendant son premier mandat, entre 1981 et 1985). Aucun accord n'est conclu.

1986
10-13 octobre. — Sommet de Reykjavik (Islande). Une « percée » est réalisée sur le désarmement nucléaire, mais on frôle l'échec en raison de l'initiative de défense stratégique américaine.

1987
8-10 décembre. — Visite de M. Gorbatchev à Washington. Signature du traité liquidant les missiles nucléaires de portée intermédiaire et moyenne.

1988
Mal. — Première visite de M. Reagan à Moscou.
6-9 décembre. — Dernière rencontre Reagan-Gorbatchev à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Brejnev avait eu, pour sa part, cinq rencontres avec ses homologues américains, mais en dix-huit ans de règne (en 1972 à Moscou, en 1973 à Washington, puis en 1974 à Moscou avec Nixon, en décembre 1974 à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient soviétique, avec Gerald Ford et en 1979 avec Carter à Vienne). Il faut y ajouter un

entretien entre le président Johnson et Alexei Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, en 1967, à Glassboro aux États-Unis. Khrouchchev avait eu deux sommets soviéto-américains en onze ans : avec Eisenhower en 1959 aux États-Unis et avec Kennedy à Vienne en 1961. Soit en de moins que Staline, qui avait rencontré deux fois Roosevelt (en 1943 à Téhéran et en février 1945 à Yalta) et une fois Truman (à Potsdam en 1945).

Il faudrait ajouter à la liste les sommets multilatéraux tenus en présence des numéros soviétique et américain de Genève en 1955, de Paris en 1960 (cette dernière rencontre avait en fait avorté après qu'un avion-espion américain de type U-2 eut été abattu au-dessus du territoire soviétique), enfin le sommet qui avait clôturé la conférence d'Helsinki en août 1975, en présence de Brejnev et de Gerald Ford.

En cours d'un entretien avec M. Nixon

M. Deng Xiaoping reproche aux États-Unis de s'être « trop impliqués » dans le « printemps de Pékin »

Pékin (AFP). — Le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, a critiqué mardi 31 octobre les États-Unis pour s'être « trop impliqués » dans le mouvement pro-démocratique du printemps de Pékin, à l'occasion de sa rencontre avec l'ancien président américain Richard Nixon.

Cette condamnation, à l'occasion d'une rencontre de plus de trois heures entre les deux hommes, est la plus directe jamais émise sur le soutien moral apporté par les États-Unis au mouvement étudiant réprimé dans le sang par l'armée chinoise le 4 juin.

M. Deng a indiqué à M. Nixon que la Chine n'avait jamais rien fait pour heurter les États-Unis. « Mais, pour parler franchement, les États-Unis ont été trop impliqués dans les troubles et la rébellion contre-révolutionnaire », a-t-il ajouté. La Chine a été la vraie victime, il est injuste de la condamner pour cela.

M. Deng a exprimé son espoir de voir reprendre les relations entre les deux pays, mais « c'est aux États-Unis d'en prendre l'initiative ». M. Nixon, qui est la personnalité américaine la plus importante à venir en Chine depuis juin, a exprimé son optimisme quant à la reprise des relations entre les deux pays. L'ancien président a accueilli pour son dixième voyage en Chine comme « l'ami ayant ouvert la porte des relations sino-américaines » voilà dix-sept ans — a pu mesurer l'ampleur de sa popularité, à l'occasion d'un bain de foule qui a vite dégénéré en joyeux boucaniers de rue dans le quartier pékinois de Xidan.

Des centaines de badauds se sont précipités aux cris de « Nixon, Nixon » dès qu'il a été identifié. Les journalistes soigneusement sélectionnés, et une dizaine de gardes du corps américains et chinois qui ont éprouvé les pires difficultés à contenir l'enthousiasme des passants.

Par ailleurs, l'ambassade des États-Unis à Pékin a protesté auprès des autorités chinoises à propos du comportement de la police qui, en deux occasions récentes, a pointé des armes non chargées sur des enfants de diplomates et appuyé sur la gâchette. L'ambassade s'est également plainte d'actes présumés de vandalisme sur des voitures de la mission et du fait que certains diplomates ont été suivis par des Chinois en civil.

CHINE : nouvelle protestation contre la France. — Le gouvernement chinois a mis en demeure, mardi 31 octobre, la France de mettre fin aux tensions actuelles sur le territoire de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC). Cette nouvelle protestation, la quinzième en quatre mois, vise plus particulièrement l'opération « Faxe la liberté » lancée jeudi 26 octobre par la FDC en collaboration avec l'hebdomadaire *Actual*. — (AFP.)

Séoul et Varsovie établissent des relations diplomatiques. — La Corée du Sud et la Pologne ont établi, mercredi 1^{er} novembre, des relations diplomatiques à la suite de la signature, à Séoul, d'un protocole par le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Choi Hong-jong, et le vice-ministre polonais des affaires étrangères, M. Jan Majewski. La Pologne devient ainsi, après la Hongrie, le second pays d'Europe de l'Est à normaliser complètement ses relations avec Séoul. — (AFP.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ASIE

INDE : les difficultés préélectorales de M. Gandhi

Le ministre de la défense dénonce « la résurgence de l'autoritarisme » au sein du parti au pouvoir

NEW DELHI
de notre correspondant

M. Rajiv Gandhi n'aura guère eu le temps d'exploiter l'avantage politique obtenu par sa décision d'avancer la date des élections générales (Le Monde du 19 octobre). M. K.C. Pant, ministre de la défense, a annoncé, lundi 30 octobre, qu'il refusait les deux descriptions que lui proposait l'état-major du Parti du Congrès-I dans l'« Uttar Pradesh », préférant rester dans celle dont il est l'hôte depuis quinze ans, à Nainital.

M. Pant en a profité pour dénoncer « la résurgence de l'autoritarisme de la direction du parti et l'intervention injustifiée d'une coterie non politique et inexpérimentée » (l'entourage direct de M. Gandhi) dans la prise des décisions. M. Pant a beau assurer que le Congrès-I n'est, malgré tout, compté sur son soutien lors de la campagne électorale, les rumeurs de sa démission du gouvernement sont dans l'air. Or le ministre de la défense est un homme dont l'influence politique n'est pas négligeable, tant au gouvernement que dans l'« Uttar Pradesh ». État qui fournit les gros bataillons électoraux du Congrès-I. L'opposition est évidemment ravie de l'annonce. Pour le premier ministre, le départ de M. Pant, à trois semaines du scrutin, constituerait un sérieux revers.

En outre, M. Anand, ministre de l'environnement et des forêts, est sous le coup d'une accusation grave. M^{lle} Mukti Bhatta, jeune femme bien de sa personne et militante connue, l'accuse d'avoir tenté de la violer, dans son bureau, le 11 octobre. M. Anand se défend mal et M^{lle} Bhatta a le soutien des organisations féminines, qui sont puissantes. Le premier ministre a promis qu'il allait agir, mais le Parti du Congrès-I vient de donner son imprimatur à M. Anand pour les prochaines élections. L'opposition a, bien entendu, enfoncé ce nouveau cheval de bataille avec empressement.

Enfin, le premier ministre est de nouveau l'objet d'accusations dans le « scandale Bofors » qui constitue, faute de débats sur des problèmes plus fondamentaux, la trame de la campagne électorale. On avait pensé, à tort, que la recrudescence, depuis quelques semaines, des affrontements entre hindous et musulmans avait définitivement éclipsé ce « feuillet ». Ce n'est pas le cas. Pour la première fois, des copies de documents publiés par la presse ont mis, mardi 31 octobre, directement en cause le premier ministre, suggérant qu'il a lui-même profité des pots-de-vin versés par Bofors. M. Gandhi a démenti « catégoriquement » mardi les allégations de la presse.

LAURENT ZECCHINI

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE
Mesures de grâce pour 51 islamistes

Des mesures de grâce en faveur de 51 islamistes, condamnés en 1987 par la Cour de sûreté de l'État (dissoute en avril dernier), ont été décidées par le président Chadli Bendjedid. Deux cent deux islamistes impliqués à des degrés divers dans l'affaire de Mustapha Bouyali, « écrivain islamique » abattu en janvier 1987 par les forces de l'ordre à l'issue d'une chasse à l'homme de deux ans — avaient été jugés en juillet de la même année par la Cour de sûreté de l'État et condamnés à des peines de mort ou à des peines de prison allant de un an à la perpétuité.

A la suite d'un décret du président Chadli Bendjedid, pris à l'occasion du trente-cinquième anniversaire du déclenchement de la Révolution armée, quarante-six personnes ont bénéficié d'une remise totale du restant de leurs peines et ont été libérées tandis que cinq autres ont bénéficié d'une remise partielle de quatre ans sur le restant de leur peine. — (AFP.)

RFA
M. Otto Schily quitte les Verts pour le SPD

Le député vert ouest-allemand Otto Schily, ancien avocat de la Fraction armée rouge, a décidé de se démettre de son mandat de député et de rejoindre le SPD, a annoncé la direction des Verts, mardi 31 octobre, à Bonn.

Elu en 1983 au Bundestag comme tête de liste du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Schily était un partisan de la tendance « réaliste » au sein des Verts. Il s'était opposé à la majorité du groupe parlementaire sur plusieurs points importants, dont la mise en œuvre d'une alliance de gouvernement avec le SPD, à laquelle il était favorable. Ses relations avec la direction du parti n'avaient cessé de se dégrader au cours des derniers mois, mais il semble bien que son passage au SPD ait été en dernier ressort motivé par la récente décision de la fédération régionale des Verts de Rhénanie-Westphalie de limiter à deux le nombre de mandats consécutifs pouvant être exercés par un député vert au Bundestag. M. Schily pourrait alors, sous l'étiquette SPD, retrouver un siège qui lui serait offert par M. Peter Glotz, un de ses amis qui dirige la fédération social-démocrate de Haute-Bavière. — (Corresp.)

MAURICE
Protestation après des exercices militaires américains

Le largage accidentel d'une bombe sur le croiseur américain *Reeves* par un chasseur bombardier américain, lundi 30 octobre au large de l'île de Diego-García, est un accident d'une extrême gravité qui a soulevé la question de la sécurité de l'ensemble des populations de la région de l'océan Indien, a déclaré le premier ministre mauricien, Sir Anerood Jugnauth. Cinq marins avaient été légèrement blessés par l'explosion de la bombe qui avait endommagé le pont du navire. Sir Jugnauth, une nouvelle fois, a réclamé l'incorporation de l'archipel des Chagos, qui comprend l'île de Diego-García, au territoire mauricien. « La déscolonisation de Maurice » sera complétée qu'avec le retour de l'archipel à la souveraineté mauricienne », a-t-il déclaré. — (AFP.)

TUNISIE
Retour de l'ancien ministre de l'intérieur

L'ancien ministre de l'intérieur et de l'information, M. Tahar Belkoudja, qui vivait en exil en France depuis plus de quatre ans, est rentré « librement » en Tunisie, mardi 31 octobre, et s'est aussitôt opposé aux jugements qui l'avaient condamné, en 1987 et 1988, à deux peines de cinq ans d'emprisonnement pour « mauvaise gestion et détournement de deniers publics ». Statuant sur-le-champ, la cour d'appel de Tunis a ramené chacune des peines à deux ans de prison avec sursis et a infligé à M. Belkoudja une amende globale de 43 000 dinars (28 000 F).

M. Belkoudja a toujours rejeté les accusations retenues contre lui, dont la justice avait été saisie sous le précédent pouvoir, estimant qu'il était victime de règlements de comptes politiques. Son retour, croit-on, aurait été encouragé et facilité par le président Ben Ali, qui s'apprête à célébrer dans quelques jours le deuxième anniversaire de son accession au pouvoir. M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre, demeure la seule personnalité tunisienne à vivre encore en exil. En dépit des invitations des autorités, il s'est refusé jusqu'ici à regagner la Tunisie pour faire opposition à la condamnation à quinze ans de travaux forcés pour détournement de deniers publics qui lui ont été infligés en 1987. — (Corresp.)

Les tentatives de règlement des conflits régionaux

Quand les alliés de l'Angola et de l'Éthiopie soufflent le chaud et le froid

Le colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'État éthiopien, a sonné l'alarme, mardi 31 octobre, devant le Parlement réuni en session extraordinaire, invitant les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) à se retirer immédiatement des provinces du Gondar et du Wollo, où, selon lui, « ils font régner la terreur ». Il a, d'autre part, demandé aux députés de réviser le budget, affirmant que les priorités du développement sont maintenant dépassées par celles de la défense nationale.

Traillés par les conseils intéressés de leurs alliés éthiopiens, qui soufflent à la fois le chaud (l'Union soviétique) et le froid (l'Allemagne de l'Est), les États africains qui, comme l'Éthiopie, ont choisi naguère de se placer sous la bannière du marxisme-léninisme ne savent plus très bien, aujourd'hui, où donner de la tête. Cela explique la démarche hésitante et parfois surprenante de leurs responsables lorsqu'il s'agit pour eux de choisir la bonne méthode pour ramener la paix dans leurs pays déchirés par des guerres intestines.

La convergence de vues en ce domaine entre Washington et Moscou est, en effet, contrariée par les désaccords existant au sein de la grande famille socialiste. L'Allemagne de l'Est, qui jouait le trouble-fête, ne pourra pas indéfiniment continuer à pousser ses protégés africains à jouer les va-t-en-guerre. D'abord parce que, seule, elle n'en aurait guère les moyens. Ensuite parce qu'elle est désormais suffisamment occupée par ses problèmes intérieurs. Ses protégés n'auront pas donc d'autre choix que de céder, tôt ou tard, aux pressions conjuguées des deux superpuissances, sauf à lancer des barouds d'honneur.

Pour l'heure, les dirigeants anglois et éthiopiens, les plus fermes défenseurs du marxisme-léninisme en Afrique, restent à conclure par la négociation les luttes fratricides qui, depuis des années, menacent leur pays à feu et à sang, comme les y incitent pourtant les États-Unis et l'Union soviétique, impatientes de voir se régler à l'amiable ces conflits régionaux. À Luanda comme à Addis-Abeba, on met également en avant la « complexité » du dialogue pour en justifier ou du moins en expliquer les lenteurs.

D'une capitale à l'autre, le clan des « durs » tente en effet désespérément de retarder, par des manœuvres d'arrière-garde, des échéances inévitables, en clair de tergiverser les négociations en cours. Il y était aidé, sinon poussé, par l'Allemagne de l'Est, qui, dans ce pays, conserve la haute main sur les services de renseignement et de sécurité et cherchait peut-être sous Honecker à contrer plus facilement sur le continent noir qu'en Europe les desseins « capitalistes » de l'Union soviétique.

Cuba, l'un des pays du camp socialiste les moins ouverts à la perestroïka, qui avait envoyé des « combattants internationalistes » aussi bien en Angola qu'en Éthiopie, n'est pas partie prenante à ce petit jeu diplomatique-militaire. À cette stratégie de la tension. Bien au contraire, les « barouds » sont en train de se retirer de ces boudoirs africains sans traîner les pieds.

Délesté des soldats cubains en cours de rapatriement, l'Angola hésite sur la marche à suivre. Certes, M. Pedro Van Dunem, le ministre des affaires étrangères, vient d'affirmer, à l'occasion d'une visite à Lisbonne, qu'un plan de paix pourrait être coché « très bientôt ». Mais il ne s'en est pas moins inquiété des « attentions exagérées de pays amis de Luanda » dont à son avis, ferait l'objet M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA.

Plus significative encore est la fin de non-recevoir récemment

opposée par M. Eduardo Dos Santos, le chef de l'État angolais, qui passe pourtant pour une « colombe », à des négociations directes avec M. Savimbi, « malgré les pressions diplomatiques américaines », a-t-il précisé à des journalistes japonais. Il semblerait même que celui-ci ait été mis en difficulté par le clan des « faucons » au sein des instances du MPLA, le parti unique à Luanda, ce qui expliquerait ce changement de ton.

Mobilisation
De son côté, le colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'État éthiopien, vient de se déclarer en faveur d'une solution militaire pour venir à bout de la rébellion tigréenne, lors d'une réunion extraordinaire du conseil central du parti unique au pouvoir à Addis-Abeba. Annonçant une victoire « à court terme », il en a appelé à une mobilisation « très, très rapide » de la population pour contrer les maquisards du FPLT, qui ne cessent de marquer des points sur le terrain.

Sous la pression de l'Union soviétique, favorable à des « solutions politiques », le « Négus rouge », qui, en mai, a sauvé de justesse son trône grâce aux renseignements fournis à temps par les camarades coopérateurs de l'Allemagne de l'Est, a certes accepté de négocier, officiellement cette fois, avec les rebelles érythréens, mais sans lâcher de lest sur le fond du problème, à savoir la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays. Entamées début septembre, les négociations de l'Éthiopie de M. Jimmy Carter, l'ancien président américain, ces discussions, pour le moment dans l'impasse, doivent reprendre à la mi-novembre à Nainital. Même les maquisards du FPLT ont annoncé l'ouverture de pourparlers avec le pouvoir central, le 4 novembre à Rome, mais celui-ci n'a pas confirmé la nouvelle, invitant plutôt ses adversaires à battre en retraite avant de s'asseoir autour d'un tapis vert.

JACQUES DE BARRIN

A une semaine de l'élection d'une Assemblée constituante en Namibie

Les Nations unies rappellent ses obligations à l'Afrique du Sud

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

A une semaine des élections en Namibie et après plusieurs jours de débats difficiles, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, à l'unanimité, le 31 octobre, une résolution soutenant le processus d'indépendance.

Dans cette résolution, acceptée grâce aux efforts des pays non alignés et à la demande expresse des pays de la ligne de front, le Conseil de sécurité rappelle à l'Afrique du Sud ses obligations en Namibie, depuis la dispersion des unités de commando et de police jusqu'au rejet de toute loi discriminatoire qui pourrait gêner les élections. Une déclaration de l'administrateur général sud-africain en Namibie confirmant que toutes les forces de sécurité sud-africaines avaient été rappelées dans leurs bases et parvenues mardi au quartier général de l'ONU.

A l'approche de l'échéance électorale, certains diplomates se disent inquiets de possibles violences

durant et après les élections. « Réduire le nombre des policiers peut accroître le risque de violence », explique un diplomate en charge du dossier : d'un autre côté, nous ne pouvons charger la police sud-africaine de la responsabilité de la loi et de l'ordre.

Actions « subversives »

Les États de la ligne de front ont aussi exprimé leur préoccupation. D'après ces pays, l'ONU n'a pas les moyens suffisants d'empêcher des actions « subversives ». Pourtant, depuis le 1^{er} avril, quatre mille six cents personnes de l'ONU sont sur place.

Toutefois, la Grande-Bretagne et les États-Unis se sont déclarés satisfaits des assurances données par les Nations unies, selon lesquelles les conditions sont réunies pour des élections « libres et régulières ». Dans son dernier rapport sur la Namibie, M. Perez de Cuellar avait aussi confirmé qu'il n'y avait pas de raisons de reporter les élections. En

revanche, parlant au nom des pays non alignés, la Colombie ne partage pas cet optimisme ambiant, son ambassadeur, M. Enrique Penabaz, soulignant : « Nous ne sommes pas optimistes, car nous constatons que les dispositions électorales et post-électorales ne sont pas claires ».

Les pays non alignés ont déjà commencé à mettre en doute la validité de ces élections, craignant, comme un grand nombre d'observateurs africains et occidentaux, que la principale organisation nationaliste, la SWAPO, n'obtienne pas les deux tiers des voix nécessaires pour attirer la majorité qualifiée à la future assemblée nationale. Si la SWAPO n'obtient pas cette majorité, elle devra former une coalition gouvernementale avec son principal rival, la Democratic Turnhalle Alliance (DTA). En outre, les soixante-douze membres de l'Assemblée devront rédiger une Constitution avant avril 1990, date de l'indépendance officielle de la Namibie.

AFSANE BASSIR POUR

PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré les pressions dont il fait l'objet

Le général Aoun confirme sa menace de dissoudre le Parlement

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne, France) ont, dans une déclaration publiée mardi 31 octobre, affirmé « se réjouir de l'accord sur un processus de paix et de réconciliation nationale réalisé à Taïf » et se sont dits « résolus à soutenir la restauration de la pleine souveraineté du Liban sur l'ensemble de son territoire ».

BEYROUTH

de notre correspondant

Tandis qu'à l'ONU les cinq grandes puissances mettaient une nouvelle fois leur poids dans la balance — à l'initiative de la France, relèvent-on à Beyrouth — en faveur d'un règlement de la crise du Liban, le général Aoun, premier ministre en secteur chrétien, confirmait en la précisant sa menace de dissoudre la Chambre.

Epreuve de force

« Je le répète : il n'y aura pas de séance parlementaire avant le retour des députés (sous-entendus : à Beyrouth-Est, en secteur chrétien), et si elle est convoquée, je dissoudrai la Chambre, et tout ce qu'elle (les députés) entreprendront sera nul et non avenue légalement et constitutionnellement », a dit le général. Mais il a également dit — et il a été à ce propos plus clair qu'il ne l'a jamais été : « J'invite les députés à retourner et je garantis leur sécurité et leur liberté d'expression (...) ». S'il

veulent repartir ou voyager de nouveau, ils le pourront : je n'empêcherai personne ».

Deux lectures peuvent être faites de cette déclaration : l'une, la plus évidente, sur la détermination du général Aoun à engager l'épreuve de force en procédant à la dissolution de la Chambre ; l'autre, moins évidente, en montrant son engagement à laisser les députés repartir, et donc, dans ce cas, demeurer libres d'agir comme bon leur semble, y compris en procédant à l'élection présidentielle hors de Beyrouth, au siège d'été du patriarcat maronite, à Dimane, dans le Nord ou ailleurs.

En attendant, M. Ibrahim, l'émisaire arabe, poursuit activement la préparation de l'élection

présidentielle, qui, selon les vœux du triumvirat arabe, devrait avoir lieu d'ici au 7 novembre. Il est maintenant question que l'on précipite les choses et que le Parlement soit convoqué dès le samedi 4 novembre.

En marge de la « bataille de l'élection », une note et une contre-note ont été envoyées au Conseil de sécurité de la part des deux gouvernements libanais rivaux. Le général Michel Aoun avait, dans une plainte au secrétaire général de l'ONU, rappelé les résolutions du Conseil de sécurité et les demandes formelles du gouvernement libanais de 1982, 1983 et 1989 de retrait du Liban des troupes étrangères. Les services de son rival, M. Selim Hoss, se sont, en réponse, adressés à M. de Cuellar pour dénier au général Aoun tout droit de parler au nom du Liban.

LUCIEN GEORGE

Les seigneurs de la guerre candidats à la députation

BEYROUTH

de notre correspondant

A côté de la liste des présidentiables, circule également à Beyrouth une liste de candidats à la députation, c'est-à-dire des Libanais susceptibles d'être cooptés au sein du Parlement. Cette liste, qui préfigure dans l'accord de Taïf, cette cooptation se fera sur la base de noms fournis par le futur (et hypothétique) gouvernement d'union nationale, entre lesquels les seize-dix députés survivants, actuellement en fonction, choisiront par vote.

Trente-cinq sièges sont à pourvoir : vingt-cinq vacants par suite du décès de leur titulaire, celui abandonné par M. Amine Gemayel lors de son élection à la présidence de la République, en 1982, et neuf

sièges supplémentaires pour établir une parité — cinquante-quatre de part et d'autre — entre chrétiens et musulmans. Le hasard a voulu que sur les vingt-six sièges vacants, treize appartenaient aux chrétiens et treize aux musulmans.

La liste des candidats à la députation comporte une impressionnante quantité de « fils de... », de « frères de... », de « neveux de... », etc. S'y ajoutent les principaux seigneurs de la guerre — qui sont souvent, eux aussi, « fils de... », tel M. Walid Junblatt ou Soléman Frangie le jeune. Il en est ainsi également de M. Samir Geagea, chef des Forces libanaises (milice chrétienne) et M. Nabih Berri, responsable d'Amal (chite).

L. G.

CISJORDANIE

L'armée israélienne lève le blocus de Beit-Sahour

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plus embarrassé que réaliste, le gouvernement israélien a levé, mardi 31 octobre, le blocus imposé à Beit-Sahour, cette petite ville de Cisjordanie où, durant six semaines, l'armée a procédé à des saisies massives pour briser la grève des impôts observée par la population (*Le Monde* daté 1^{er} 2 octobre).

Le ministre — travailliste — de la défense, M. Itzhak Rabin, avait déclaré qu'il voulait « donner une leçon aux résidents de Beit-Sahour ». Il s'agissait de les punir pour avoir montré l'exemple d'un mouvement de désobéissance civile visant à ébranler l'emprise de l'administration israélienne sur la population des territoires occupés. C'est un des mots d'ordre politiques du soulèvement palestinien, et l'un de ceux que redoutent le plus les Israéliens.

Lourdes amendes

Durant quarante jours, l'armée s'est donc installée à Beit-Sahour, en interdisant l'accès à toute personne extérieure — sauf rares exceptions, — coupant les liaisons téléphoniques et décrétant des couvre-feux intermittents sur la localité. Les soldats ont confisqué des tonnes de matériel, aussi bien chez les particuliers que chez les commerçants ou les industriels de Beit-Sahour. Les résidents ont fait état d'humiliations, d'injures et de brutalités répétées lors des perquisitions. Un Israélien, membre d'un

groupe de contacts israélo-palestiniens, M. Hillel Bardin, a affirmé qu'un de ses amis de Beit-Sahour avait été battu par les soldats au point de perdre momentanément l'usage de ses jambes. Une trentaine de commerçants ont été arrêtés et sont menacés de peines de prison ou de lourdes amendes.

L'administration israélienne assure avoir réalisé ses objectifs et avoir obligé nombre de résidents à payer leurs impôts ; les biens confisqués par l'armée — au titre d'amendes ou pour être vendus aux enchères — représenteraient une valeur de 1,5 million de dollars. Les résidents de Beit-Sahour affir-

ment, de leur côté, qu'ils n'ont aucunement cédé et que leur exemple sera suivi dans toute la Cisjordanie. Cela reste à vérifier, même si les Palestiniens ont déjà remporté une victoire politique. Au fil des jours, le mouvement de Beit-Sahour a suscité — outre une ample couverture médiatique, notamment aux Etats-Unis — un nombre croissant de manifestations de solidarité, locales et internationales. La collecte de l'impôt n'a pu se faire qu'au prix d'une nouvelle dégradation de l'image d'Israël, comme l'ont relevé nombre de responsables politiques du pays.

ALAIN FRACHON

Un Palestinien détenu en Suède aurait joué un rôle-clé dans l'attentat de Lockerbie

Un Palestinien, Mohammed Abou Talb, actuellement détenu en Suède pour activités terroristes, a joué un rôle-clé dans l'attentat qui a détruit, le 21 décembre dernier, un Boeing 747 de la PanAm au-dessus de l'Ecosse, selon des responsables américains, citant les enquêteurs.

M. Talb a déclaré à ces enquêteurs avoir donné à une personne non identifiée, entre octobre et décembre 1988, une bombe qui avait été cachée en RFA dans un bâtiment utilisé par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), dirigé par Ahmed Jibril. Il s'agit, toujours selon M. Talb, dont les propos sont rapportés par le *New-York Times*, d'une bombe semblable à celle qui a détruit le jumbo-jet et peut-être de la même

bombe. Cet engin n'avait pas été découvert par les policiers écossais quand ceux-ci avaient arrêté, dans ce même bâtiment, le 26 octobre 1988, quatorze membres du FPLP-CG.

D'autre part, l'analyse de vêtements provenant du sac qui avait contenu la bombe dans l'avion a permis d'établir que ceux-ci provenaient de Malte. Or M. Talb se trouvait dans cette île au début du mois d'octobre 1988, en compagnie de Hafez Dalkimoni, chef pour la RFA du FPLP-CG. Les enquêteurs considèrent que cette bombe venait, à l'origine, de l'aéroport de Malte et qu'elle a ensuite été transférée sur le vol de la PanAm à Francfort. Cette « filière maltaise » a également été évoquée par des enquêteurs britanniques. Selon la presse britannique, des agents du FBI (sûreté fédérale américaine) se trouvent actuellement à Malte. M. Talb a été arrêté en Suède en mai dernier. Les accusations dont il fait l'objet ne sont pas liées à l'affaire de Lockerbie. — (AFP.)

EUROPE

HONGRIE

Référendum le 26 novembre sur l'élection du président

Les Hongrois décideront le 26 novembre, par voie de référendum, s'ils veulent ou non élire leur président de la République avant les premières élections législatives libres, prévues dans le courant du premier semestre 1990. S'ils répondent par oui, l'élection présidentielle aura lieu au suffrage universel le 7 janvier, avec un éventuel second tour le 14. S'ils répondent par non, le chef de l'Etat sera élu après les législatives ; il ne sera plus élu au suffrage universel mais par le Parlement.

Ainsi en ont finalement décidé, à une très forte majorité, les députés hongrois mardi 31 octobre. Ce vote, qui retarde d'au moins un mois le processus institutionnel de transition démocratique, est en fait une victoire pour l'opposition radicale ; car celle-ci voyait dans le mécanisme prévu à l'origine — l'élection du président de la République le 26 novembre au suffrage universel, puis élections législatives libres en 1990 — le moyen pour les communistes de pérenniser leur pouvoir, puisque les mouvements d'opposition n'auraient pas eu le temps de s'organiser pour présenter un candidat d'opposition face au « poids lourd » du parti, M. Imre Pozsgay.

Certains groupes d'opposition s'inquiètent en outre de la concentration des pouvoirs dans les mains d'un président élu par le peuple et préféreraient une démocratie de type parlementaire, à la britannique par exemple, avec un chef de l'Etat aux fonctions honorifiques, élu par les députés.

Pour empêcher cette précipitation, les deux principaux mouvements de l'opposition radicale, l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) avaient lancé une pétition en faveur d'un référendum sur la question, qui recueillit en deux semaines près de 200 000 signatures, c'est-à-dire plus que ne le requiert la loi. En acceptant la tenue d'un référendum, l'actuel Parlement, issu du régime commu-

niste, a donc accédé à une importante revendication de l'opposition. M. Pozsgay, actuellement en visite au Canada, a bien accueilli la nouvelle : « Le temps travaille pour moi », a-t-il dit. « J'ai un avantage, les gens me connaissent depuis vingt ans ».

Les nouvelles armoiries

Les députés hongrois ont décidé mardi que les électeurs pourraient également se prononcer par référendum sur un autre sujet brûlant, celui du choix des nouvelles armoiries nationales. La date de ce référendum a été fixée au 7 janvier, c'est-à-dire le même jour que le premier tour de l'élection présidentielle — si le résultat du référendum du 26 novembre est positif. D'anciens voient là une petite

manœuvre destinée à attirer aux urnes présidentielles les électeurs hongrois, bien plus intéressés par les symboles historiques que par la politique politicienne. Ils auront le choix entre deux types d'armoiries, avec ou sans couronne : le troisième modèle, avec l'étoile rouge, a été définitivement écarté.

Par ailleurs, le Parlement a décidé, toujours à une très forte majorité, l'abandon définitif des travaux de construction du barrage de Nagymaros, sur le Danube. La suspension des travaux, exigée par les écologistes, est la source d'un grave différend entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, partenaires avec l'Autriche dans la construction de cet ouvrage. Une nouvelle rencontre des deux premiers ministres, à Bratislava, n'a pas permis de dégager une solution.

S. K.

URSS

Les députés ont refusé plusieurs hausses de prix

Moscou (AFP). — Les députés soviétiques ont adopté, mardi soir 31 octobre, les projets de budget et de plan pour 1990, mais ils ont repoussé des hausses de prix qui leur avaient été proposées la veille.

Ces propositions de hausses, qui ont provoqué des discussions animées, portaient principalement sur des produits haut de gamme — pratiquement introuvables dans les magasins soviétiques, tels le caviar ou le crabe — mais aussi sur le tabac et la bière. Cités par l'agence Tass, des députés ont estimé que ces hausses de prix risqueraient d'« influencer négativement sur le niveau de vie de larges couches de la population ».

Tel qu'il a été adopté, le budget pour 1990 prévoit des recettes de 429,9 milliards de roubles et des dépenses de 489,9 milliards. Le déficit prévu s'établirait dans ces

conditions à 60 milliards de roubles, contre — officiellement — 100 milliards environ en 1989. Pour le combler, les parlementaires ont préconisé le lancement d'emprunts d'Etat. Ils ont également demandé au gouvernement et aux commissions parlementaires de dégager une somme de 2,6 milliards de roubles représentant les économies de 10 %, qu'ils venaient de refuser, sur les subventions destinées aux agences de presse Tass et Novosti.

Tirant la conclusion des travaux du Soviet suprême, M. Gorbachev a estimé que les députés avaient « effectué un grand pas vers l'assainissement de l'économie » et qu'il s'agissait désormais pour les Soviétiques de « travailler comme pendant la [deuxième] guerre et les années qui l'ont suivie ».

□ Deux Ouzbeks condamnés à mort. — La Cour suprême a condamné à mort, mardi 31 octobre, deux Ouzbeks reconnus coupables de l'assassinat de quatre Turcs Meskhs lors des affrontements inter-ethniques de Fergana, en Ouzbékistan, en juin dernier, a annoncé l'agence Tass. Il s'agit de la première condamnation à des peines capitales à la suite d'affrontements interethniques en URSS depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, en 1985. Les Ouzbeks s'étaient livrés pendant plusieurs jours en juin à une chasse aux Turcs Meskhs déportés dans cette région par Staline au lendemain de la seconde guerre mondiale et il y avait eu plus d'une centaine de tués. — (AFP.)

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : mort de Milan Huelbl. — Milan Huelbl, ancien recteur de l'université du Parti communiste tchécoslovaque lors du « printemps de Prague », dont il avait été une des figures principales, est mort dans la nuit du samedi 29 octobre à dimanche à l'âge de soixante-trois ans, a-t-on appris, mardi, dans les milieux de l'opposition. Historien et philosophe, Milan Huelbl avait été condamné, en 1972, à six ans et demi de prison pour « subversion ». Libéré en décembre 1976, il s'était joint aussitôt aux fondateurs de la Charte 77. — (AFP.)

Réunion franco-palestinienne à Paris

Une nouvelle réunion franco-palestinienne a lieu, mardi 31 octobre, à Paris, dans le cadre du dialogue décidé à l'occasion de la visite de M. Yasser Arafat en France en mai dernier. Cette réunion — un déjeuner de travail à l'Elysée entre, notamment, les conseillers diplomatiques du président Mitterrand et du chef de l'OLP — a eu lieu dans une atmosphère « ouverte et constructive », a-t-on déclaré au Quai d'Orsay.

Cette consultation a, toutefois, eu lieu en l'absence d'un représentant de l'Egypte dont la présence était prévue depuis plus d'un mois, mais qui n'a pu être présent en raison de problèmes de « calendrier ». L'élargissement des consultations franco-palestiniennes à l'Egypte avait été demandé par M. Arafat lui-même, dit-on à Paris. Une participation égyptienne souhaitée par les trois parties, a, de son côté, souligné M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France.

Y. H.

L'ANGLAIS POUR TOUS
Pour moins de 250 F
vous pourrez apprendre l'anglais du vous perfectionner avec
LES COURS DE LA BBC
Deux cassettes et un livre
avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Berni, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05

حزب الامم المتحدة

حکومتی

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Delebarre est contraint de demander la réserve sur ses crédits

Les députés ont achevé, mardi 31 octobre, l'examen en première lecture des crédits du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, présentés par M. Michel Delebarre. L'opposition qui s'était manifestée, tant à droite que sur les bancs communistes, sur le budget du logement avait conduit le ministre à demander la réserve du vote jusqu'à la fin de la discussion de l'ensemble des crédits de son ministère (le Monde du 31 octobre). Mais en dépit de l'accueil moins hostile qu'ils avaient réservé aux autres budgets, jugés moins sensibles politiquement que celui du logement, les députés RPR, UDF et UDC ainsi que le groupe communiste avaient maintenu leur décision de voter contre l'ensemble des crédits. Cette

décision ne permettant pas au ministre de faire adopter son budget, il s'est donc résigné mardi à ne pas le soumettre au vote et à demander la réserve jusqu'à la fin de la discussion budgétaire.

Après celui des anciens combattants, de la communication, de la fonction publique, le budget de l'équipement est donc le quatrième budget réservé depuis le début de cette session, alors que le débat sur la seconde partie (dépenses) du projet de loi de finances n'a commencé que depuis une semaine. L'année dernière, le gouvernement avait bouclé ce débat en ayant demandé, au total, la réserve sur quatre budgets (Justice, anciens combattants, PTT, aménagement du territoire).

A moins que les oppositions ne se calment subitement, ce chiffre risque donc d'être dépassé. Quant à la première partie de la loi de finances (recettes), l'abstention conjuguée des communistes et des centristes, à l'automne 1988, avait dispensé le gouvernement d'avoir recours à l'article 49-3 pour son adoption. Ce qui n'a pas été le cas cette année.

Bref, le premier ministre éprouve, pour son deuxième automne de gouvernement en situation de « majorité relative » à l'Assemblée, plus de difficultés dans son numéro permanent d'équilibriste parlementaire. Le paradoxe est que le gouvernement est convaincu d'avoir fait des efforts budgétaires réels

(par exemple 19 % d'augmentation pour le logement social). Des efforts d'autant plus réels que, en privé, on reconnaît, du côté des commissaires socialistes aux finances, qu'au prix d'opérations de débudgétisation plus ou moins artificielles le taux effectif de progression des dépenses de l'Etat dépasse le taux officiel de 5,5 %. En somme, soupirer un membre socialiste important de la commission des finances, « il y a de l'argent, mais les types rêlent ».

Cette dégradation de l'ambiance, ressentie au Parlement, du côté du pouvoir tient probablement à plusieurs causes : en dépit des avatars de l'intersystème de droite, cette opposition-là continue ses efforts pour s'unir et, au moins, pour

exister. Le gouvernement fait, logiquement, les frais de ces tentatives. De même, sur sa gauche, M. Rocard est attaqué de plus en plus sèchement par un PCF qui, en dépit ou à cause de ses problèmes internes, se sent visiblement dopé par la grogne à l'extérieur du PS et, depuis dimanche, par la progression, aux élections législatives en Espagne, des communistes d'Azpuerdia Unida (IU), au détriment du PSOE. Un PSOE dont M. Rocard, jusqu'à ces derniers jours, pensait précisément qu'il était un « modèle » pour les socialistes français, car assez hégémonique pour ne pas être confronté au problème des alliances parlementaires...

J.-L. A.

Routes et chemins de fer : le tour de France du ministre

Les crédits des transports terrestres s'établissent pour l'année 1990 à 39,7 milliards de francs, soit une hausse de 0,7 % par rapport à 1989, et représentent 3,26 % du budget général de l'Etat. Ceux des routes s'élèvent à 770 millions de francs (plus 29,2 % par rapport à 1989, 0,06 % du budget de l'Etat), ceux de la sécurité routière, 5,6 milliards de francs (plus 13,5 % par rapport à 1989, 0,46 % du budget de l'Etat).

Comme il est d'usage lors de l'examen des crédits des transports

terrestres, M. Michel Delebarre a consenti à faire en quelques heures le tour de France des chemins vicinaux ou des voies ferrées secondaires. Toujours très nombreux en séance pour ce budget, les représentants de la nation s'obstinent à cette occasion qu'ils sont aussi ou avant tout les élus d'une circonscription.

On s'est ainsi enquis avec passion de l'avenir du projet de liaison ferroviaire La Verrière-Saint-Quentin-en-Yvelines, de la traversée de Lambert, Verlinghem et Saint-André par le TGV-Nord, de la portion de nationale entre Rouzières-Saint-Mamet et Pont-du-Laurent-Aurillac et de l'aménagement de la côte des Estresses ou de la déviation de Thiezac. Mais, en

dépit de ses efforts et de sa formation de géographe, M. Delebarre n'a tout de même pas égalé en ce domaine le talent et la façon de son prédécesseur, M. Maurice Faure. Question de génération, sans doute...

Nettement plus à l'aise dans l'exposé des grandes orientations de sa politique, M. Delebarre a déclaré que son budget se caractérisait par « le strict respect » des engagements de l'Etat vis-à-vis de ses partenaires, collectivités locales et entreprises publiques. On ne change pas, on poursuit.

Poursuite, donc, des contrats Etat-région prévus par le X^e Plan, et dotés de 4,7 milliards de francs pour 1990 (leur montant total sur cinq ans s'élevait à 23 milliards). « C'est la première fois », a souligné le ministre, qu'un engagement pluriannuel de l'Etat vis-à-vis de régions est strictement respecté dès le début de sa mise en œuvre.

Poursuite, encore, des contrats de plan conclus avec la RATP et la SNCF. Pour la société des transports parisiens, la dotation globale de l'Etat connaît toutefois en 1990, une baisse de 0,27 % en francs courants (4,7 milliards, contre 4,9 milliards en 1989), qui sera compensée par une augmentation de la participation demandée aux employeurs et aux usagers. Les crédits consacrés aux transports collectifs de province s'élèvent, quant à eux, modestement à 340 millions d'autorisations de programme et, 340 millions de crédits de paiement.

Poursuite, toujours, en matière d'aide à la SNCF pour 1990, ont été fixés à titre prévisionnel 32,8 milliards de concours à l'exploitation (dont 1,2 milliard ouvert au collectif budgétaire), soit un maintien en francs courants, dans l'attente de la définition d'un nouveau contrat de plan entre l'Etat et la SNCF. Ce nouveau contrat devra s'attacher, selon M. Delebarre, à « mieux maîtriser les charges », à réduire le problème de l'endettement de l'entreprise, et devra comporter un « volet social », prenant notamment en compte les réflexions sur l'évolution des métiers, des formations et des qualifications.

Poursuite, aussi, du programme de construction autoroutière, avec l'achèvement en 1990 du financement du programme Tarentaise pour les Jeux olympiques de 1992 et le lancement de 300 kilomètres d'autoroutes nouvelles. Quant à l'effort en faveur de la sécurité rou-

tière, qui voit ses crédits considérablement augmentés (plus 30 % de hausse globale), il portera essentiellement, en 1990, sur les plans départementaux d'amélioration de la sécurité et sur la réorption des « points noirs ». M. Delebarre a, en outre, confirmé que le permis à points serait mis en œuvre avant le 1^{er} janvier 1992 et que le contrôle technique des véhicules serait instauré en 1990.

Poursuite, enfin, du programme TGV : dans le cadre du futur réseau européen, la France doit étendre ses lignes nouvelles en direction de l'Allemagne du Sud et de la Suisse (le TGV-Est) et en direction de l'Espagne et de l'Italie (TGV-Sud-européen). « La réalisation de ce réseau européen définit l'Europe du quotidien », a observé M. Delebarre. Une carte de l'Europe où l'échelle ne serait plus celle des distances séparant les pays et leurs villes, mais celle des temps de transport nécessaires pour les relier serait plus petite que la carte de la France de 1990.

Mais c'est justement ce développement du TGV qui fait naître certaines critiques parmi les députés, de droite comme de gauche. « On a l'impression que le tout-TGV est devenu la bible, déclarait ainsi M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne). On reste, certes, à la pointe du progrès mais n'est-ce pas au détriment du reste du réseau ? » Même inquiétude chez M. Louis Pierrat (PC, Seine-Saint-Denis), qui a fait observer que la réussite du TGV ne devait pas servir à détourner de réalités préoccupantes : 19 000 kilomètres seulement sur 34 000 kilomètres de voies ferrées sont entretenus et 15 000 kilomètres ne le sont qu'imparfaitement. Pour le député communiste, comme d'ailleurs pour M. Jacques Fleury (PS, Somme), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, la SNCF tend ainsi à « privilégier les créneaux rentables en délaissant sa véritable vocation de service public ».

Ce budget, inscrit dans la communauté, traduit aux yeux de M. Jean-Luc Reitzler (RPR, Haut-Rhin) « l'attentisme du gouvernement » et « le désengagement de l'Etat ». Tandis que le rapporteur de la commission des finances, M. Claude Geronzi (PS, Essonne) préfère pour sa part constater qu'il n'offrait pas « de véritable asperité ». Exquis politesse.

Aviation civile, météorologie, navigation aérienne : des machines et des hommes

Les crédits de l'aviation civile s'élèvent à 5,6 milliards de francs pour 1990, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 1989 (0,46 % du budget général de l'Etat) ; ceux de la météorologie s'établissent à 804 millions (plus 2,6 % par rapport à 1989, 0,06 % du budget de l'Etat) ; ceux de la navigation aérienne (budget annexe) représentent 3,3 milliards de francs, soit une hausse de 15,8 % par rapport à 1989.

Des machines et des hommes : les catastrophes aériennes de l'année 1989 et la longue grève des contrôleurs aériens et des pilotes avaient, par avance, imposé les deux priorités du budget de l'aviation civile et de la navigation aérienne.

Pour les hommes, conformément au protocole d'accord signé le 4 octobre 1988 avec les corps techniques de la navigation aérienne, M. Michel Delebarre a souligné que le budget prévoit la création de plus de cent cinquante emplois dans les corps d'ingénieurs d'études et d'exploitation, de contrôleurs et de techniciens de l'aviation civile et assurera les réajustements budgétaires et les mesures individuelles que comporte cet accord. Un effort particulier a été prévu pour la modernisation des services de la navigation aérienne, qui représentera en 1990 300 millions de francs supplémentaires pour les dépenses de fonctionnement et 240 millions pour les investissements. D'autre part, des crédits sont prévus dans le budget 1990 pour poursuivre l'effort de formation des pilotes. Pour M. Gilbert Gaudier (UDF, Paris), si ces mesures en faveur du personnel sont positives, elles devraient toutefois être accompagnées « d'une plus grande exigence de productivité et de travail effectif ».

Pour les machines, le budget poursuit le soutien, par des avances remboursables, aux grands programmes aéronautiques civils : Airbus A 330 et A 340, en particulier, dotés de 1,3 milliard en autorisations de programme (plus 44 %). Les crédits de la construction aéronautique progressent ainsi de 15 % et s'élèvent à 2,6 milliards de francs en crédits de paiement et à 2,8 milliard en autorisation de programme. Nombreux sont les députés qui ont souligné le succès rencontré par la construction aéronautique civile, tant pour les avions que pour les hélicoptères.

M. Claude Labbé (RPR, Paris) s'est d'ailleurs félicité de la « fidélité de la France à sa vocation aérienne ».

En revanche, des inquiétudes ont été exprimées, notamment par M. Michel Fuchs (RPR, Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la commission des finances, sur la demande, par le gouvernement ouest-allemand, du transfert en RFA d'une chaîne d'assemblage de l'Airbus. Pour M. Delebarre, cette question « est et doit rester une question industrielle, à traiter entre tous les partenaires du consortium Airbus Industrie et non sur le plan politique ». Le ministre a toutefois précisé que, au vu des éléments qu'il possède, « rien, sur le plan industriel, ne peut justifier un tel transfert alors que ce programme est en pleine phase de croissance ».

Enfin pour la sécurité des hommes et des machines, le budget prévoit une dotation de 135 millions de francs pour l'acquisition de matériel de détection d'explosifs et pour des travaux d'amélioration du contrôle dans les aéroports. La « taxe de sécurité » perçue par l'Etat sur les compagnies aériennes sera en outre doublée, passant à 6 francs pour les vols domestiques et à 10 francs pour les vols internationaux.

PASCAL ROBERT-DIARD

Accord PS-gouvernement

A propos de la discussion budgétaire, M. Mermaz a rappelé, mardi 31 octobre, que le groupe socialiste et le gouvernement se sont mis d'accord sur une enveloppe de 600 millions de francs à répartir sur un certain nombre de budgets ayant besoin d'un coup de pouce, comme, par exemple, l'aménagement du territoire (augmentation des primes d'aménagement du territoire, aide à l'aménagement rural, etc.), les anciens combattants (amortissement des pensions des veuves de guerre), l'environnement (aide à la prévention des incendies, protection du littoral et des parcs naturels), la formation professionnelle (accréditation de la lutte contre l'illettrisme), la santé et la solidarité (rattrapage du retard en matière de médecine scolaire et campagne d'information sur les droits de l'enfant), la communication (renforcement, notamment, des moyens de Radio-France), la justice (formation, moyens modernes, accord avec la prévention et la réinsertion).

PROPOS ET DÉBATS

M. LINDEPERG (PS)

« Un socle de confiance »

M. Gérard Lindeperg, chef de file du courant rocardien au secrétariat national du PS, estime que les socialistes doivent « s'accorder sur un véritable socle de confiance » vis-à-vis de l'action du gouvernement, s'ils veulent débattre « librement et sereinement » pendant la phase préparatoire du congrès du PS. Dans un entretien que publie cette semaine l'hebdomadaire Politis, M. Lindeperg déclare d'autre part que « la parti connaît un véritable problème structurel ». Le bureau exécutif qui se réunit chaque mercredi soir

« préfère commenter le conseil des ministres du matin », dit-il. Il « ne parle jamais de stratégie de transformation sociale ».

M. MÉHAIGNERIE :

« Une rupture affective »

Le président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, a déclaré, mardi 31 octobre, que l'intervention de M. Raymond Barre, à l'émission « 7 sur 7 » dimanche soir, sur TF1, montre « une rupture affective avec une partie de l'opposition ». Il a expliqué qu'il avait eu « le sentiment d'un déséquilibre dans le jugement porté sur les autres ».

Les maires RPR, UDF, CNI et non-inscrits de la région parisienne ont créé, mardi 31 octobre, une association pour les maires de l'Ile-de-France (AMIF). L'AMIF, ouverte aux représentants des quatre départements de la grande couronne parisienne, est la formule élargie d'une association déjà existante, l'union des maires de l'agglomération parisienne (UMAP), qui regroupe exclusivement des maires de l'opposition depuis le départ, il y a un mois, des responsables communistes et socialistes.

Les deux associations sont présidées par M. Roland Nungesser, député et maire (RPR) de Nogent-sur-Marne (Val-de-

Marne), qui a annoncé que l'AMIF « va regrouper mille maires sur les mille deux cent quatre-vingt communes franciliennes » et que la Ville de Paris allait rejoindre prochainement l'association.

Le bureau de l'AMIF, composé d'élus RPR, UDF et non-inscrits, a constaté au cours de sa première réunion que « l'ensemble des réformes projetées par le gouvernement pour l'Ile-de-France ne lui apporte rien de nouveau, ni rien de plus ». « Elles semblent au contraire n'avoir buté que de camoufler le désengagement financier de l'Etat qui ne cesse de réduire les crédits (...) affectés à

l'Ile-de-France », ont conclu les membres du bureau. D'autre part, les onze sénateurs RPR et UDF de Paris ont déposé le 25 octobre une proposition de loi attribuant au maire de Paris une compétence de droit commun en matière de police municipale, notamment pour les problèmes de circulation et d'hygiène, à l'instar des autres maires de France.

Dans le texte de la proposition, les sénateurs font remarquer que à Paris, « c'est le préfet de police qui détient la plupart des pouvoirs de police municipale et que cette situation, héritée de l'histoire, est inadaptable aux nécessités actuelles ». Enfin, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, s'est

rendu mardi 31 octobre en Espagne pour une visite de travail. M. Joxe a été accueilli à Ery par une manifestation de membres du personnel de la préfecture demandant une réévaluation salariale ainsi que la modernisation des méthodes de travail.

La Réunion : procès pour fraude électorale. — Le maire et conseiller général de Sainte-Marie, M. Axel Kichelin (div. g.), a comparu, le mardi 31 octobre, aux côtés de cinq autres prévenus, devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis-de-la-Réunion. Il est inculpé d'avoir fait voter trois cent cinquante-deux de ses partisans avec de fausses cartes d'identité, au cours des cantonales de 1985.

ENQUÊTE :

LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

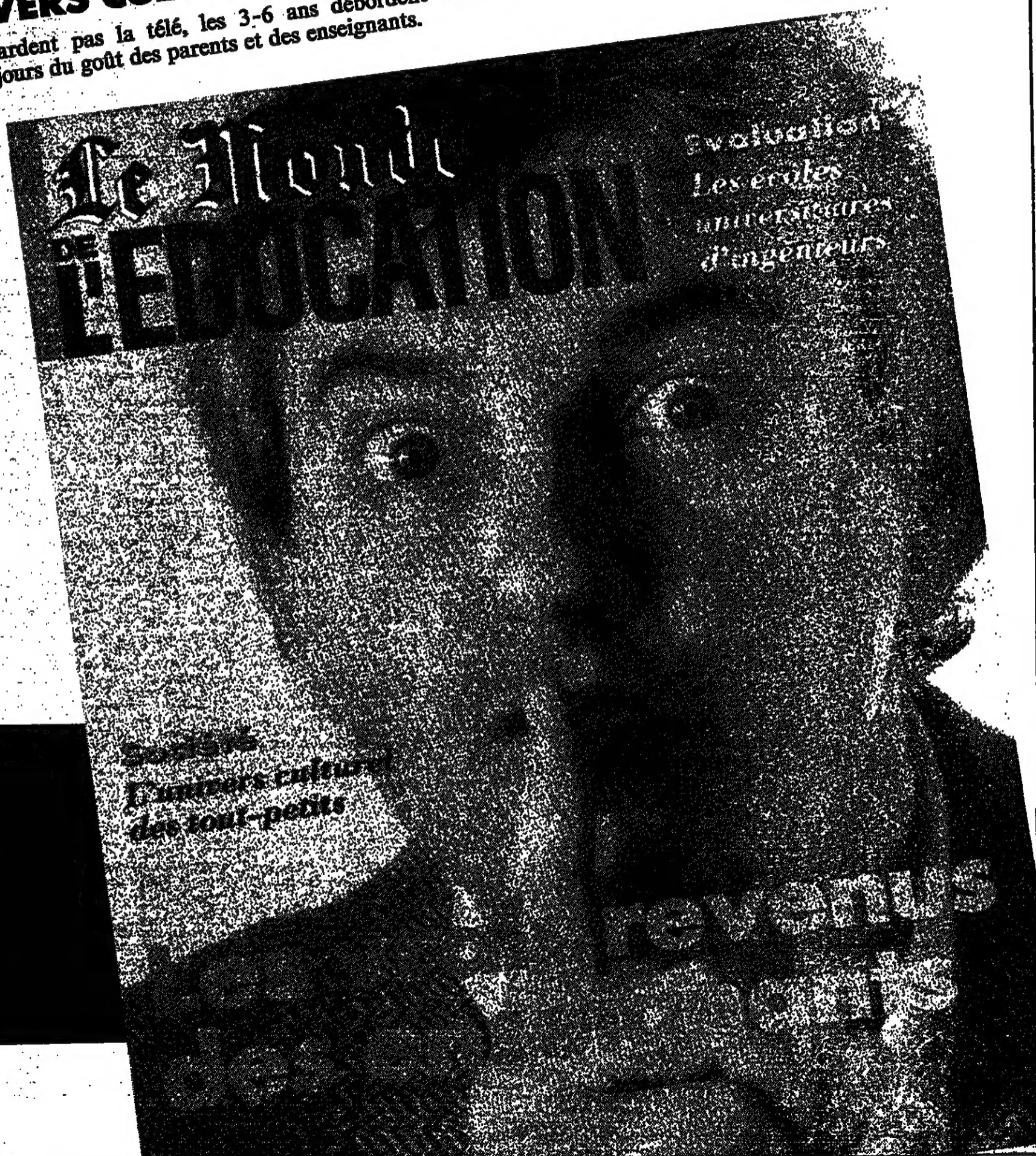
Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. *Le Monde de l'éducation* indique la marche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation*.

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.



NUMÉRO
DE NOVEMBRE
17 F
En vente chez
votre marchand
de journaux

سكن من الاجل

حکومتی الاموال

SOCIÉTÉ

Un colloque international à Paris

M. Gilles Boulouque appelle à la constitution d'un « comité de surveillance » du terrorisme

Au terme d'un colloque de deux jours sur le terrorisme, réuni les 30 et 31 octobre à Paris, à l'initiative de l'Institut français de politologie et de la revue *Sentinelles*, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction en charge de nombreux dossiers terroristes, a lancé un appel à la constitution d'un comité de surveillance du terrorisme, composé d'élus, de juristes, de chercheurs, de professionnels de la sécurité, de journalistes et de représentants des victimes, étudiera de manière permanente l'évolution de la violence politique. Ce comité se mettra au service des pouvoirs publics comme de tout groupe de la société civile qui fera appel à ses compétences. Le colloque était suivi par plusieurs dizaines de personnes venues d'une quinzaine de pays.

Domaine ou l'idéologie pèse de tout son poids, le discours « scientifique » sur le terrorisme charrie, le plus souvent, le moins bon que le meilleur. Apparemment les initiateurs du colloque organisé conjointement par l'Institut français de politologie et la revue *Sentinelles* (1) en avaient pris leur parti en laissant s'exprimer, comme ils le souhaitaient, tous ceux qui — chercheurs, policiers, juristes, militaires, journalistes, responsables de la sécurité de grandes sociétés ou diplomates — avaient été invités.

Pour les chercheurs, les professionnels ou les simples curieux, on aura donc, au cours de ces deux jours, parlé de tout : du fonctionnement des services de police et de gendarmerie comme de la description d'un système informatisé d'aide à la décision en matière de gestion des risques ; des réflexions théoriques sur l'appareil judiciaire ; du bilan ambigu de la politique italienne des repentis comme du terrorisme de demain ; du rôle de l'informatique comme des menaces technologiques futures. Malgré le thème proclamé : « Les citoyens face aux attentats », chacun aura pu se consacrer à ses intérêts spécifiques.

On aura aussi entendu l'un des plus significatifs représentants du terrorisme business américain, le professeur Yonah Alexander, de l'université de New-York, ériger en vérité scientifique quelques solides truismes (« le terrorisme est une maladie sans aucune protection qui attaque tout le monde »). On a bien entendu le responsable d'une agence de sécurité, M. Bernard de Vantrey, mettre en garde ses auditeurs contre le « terrorisme intellectuel » et affirmer très sérieusement que le débat sur le tchador était un message lancé à la France par le Hezbollah, qui entendait ainsi souligner ses capacités à établir une démocratie par la parole aussi bien que par les bombes.

Cela, heureusement, ne constituait qu'une partie des débats. Bien que désormais détaché au Sénat, M. Alain Marsaud, ancien chef de la quatorzième section du parquet de Paris, spécialiste dans la lutte antiterroriste, garde les intérêts de ses anciennes fonctions. Aussi n'est-ce pas sans une certaine amertume qu'il est venu commenter un récent sondage selon lequel trois Français sur quatre ont des réserves à l'emploi de moyens militaires pour obtenir la libération d'éventuels otages français (*Le Monde* du 1^{er} novembre). « Ce sondage veut dire que nous avons

échoué », a affirmé M. Marsaud. Les citoyens sont absents du débat, ils ne se reconnaissent pas dans les solutions que nous, magistrats, avons préconisées. Ils préfèrent les aventures.

« Rambomanie » et légalité

Marsaud a donc proposé la création d'une commission parlementaire permanente qui, porte parole des citoyens, pourrait interroger l'importance que le service qui se propose de terrorisme, rend compte des réponses obtenues et, en retour, responsabiliser le citoyen qui demeure, quand même, la principale cible des activités terroristes.

L'inquiétude devant ce que le commissaire Ange Mancini, chef du RAID, unité d'intervention de la police nationale, a appelé la « rambomanie antiterroriste », faisait écho aux précédentes discussions sur la légitimité de mesures antiterroristes sortant délibérément de la légalité. Aucun des participants n'a voulu le souligner, mais l'existence même de services spéciaux et de leurs appendices « action » suppose l'emploi de telles mesures.

Pourtant, pour nombre d'orateurs, dit le préfet Prouteau,

ancien chef de la cellule dyvesse, aujourd'hui investi dans la sécurité des prochains Jeux olympiques d'hiver, la lutte antiterroriste ne peut se mener que sur le seul terrain de la légalité. M. Louis Jean Ducloux, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), n'a pas hésité, en revanche, à exprimer un avis contraire au définissant les conditions qui légitiment « certaines actions policières induites par la nécessité ».

Visiblement meurtri des mises en cause personnelles qu'il a parfois suscitées ses initiatives professionnelles, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction en charge de plusieurs dossiers de terrorisme, a estimé pour sa part qu'en la matière « la justice est tantôt portée aux nues, tantôt vouée aux gémonies ». Il s'est pourtant félicité qu'en France l'institution judiciaire centralise, désormais, toute la lutte antiterroriste, suggérant seulement que le système qui lie membres du parquet, juges d'instruction, juges de fond et policiers spécialistes du renseignement soit encore plus intégré qu'il ne l'est. Affirmant avec force que le juge chargé de l'instruction d'une affaire terroriste ne peut avoir aucun pouvoir de négociation quant à l'avenir de « ses » inculpés, M. Boulouque suggère, également, de créer des commissions presse-police-justice afin d'assurer une « information plus équilibrée » sur les dossiers de terrorisme.

C'était là reprendre certaines des catégories décrites par M. Didier Bigo, dirigeant de l'Institut de politologie, qui estime que « la lutte ne peut s'arrêter aux organisations clandestines » et regrette l'absence d'une politique cohérente en direction des trois autres acteurs de la scène terroriste : le citoyen, le journaliste et la victime. Cette dernière, dont

M^{me} Françoise Rudetzi, présidente de SOS-Attentats, s'est faite le porte-parole privilégié, est la plus mal lotie, isolée et courtisée du débat, placée en situation de quémander importun. De nombreux participants ont ainsi souhaité, outre la mise en place d'efficaces mesures d'indemnisation et d'aide, que la victime puisse jouer son rôle dans le débat sur le terrorisme.

Le colloque a enfin lancé un appel à la création d'un comité de surveillance du terrorisme et de la violence politique, dont M. Gilles Boulouque assumerait la première présidence. Considéré comme une « nécessité absolue associée aux missions de prévention et de répression qui relèvent de la compétence des États », la nouvelle organisation constituée « de maires, d'élus, de magistrats, d'avocats, de législateurs, de journalistes, de chercheurs, de sociologues, de spécialistes de médecine de catastrophe, de responsables de sécurité intérieure et extérieure et de représentants des victimes », aura pour mission de « surveiller l'évolution des objectifs, des méthodes et du discours des organisations clandestines ». Il se fixe pour premières tâches d'étudier « les risques que pose l'évolution technologique des méthodes d'action des organisations clandestines, notamment par l'utilisation des moyens informatiques », de définir les conditions d'une « mémoire judiciaire d'un dossier d'instruction » et de contribuer à « l'élaboration d'un droit des victimes ».

GEORGES MARION

(1) Institut français de politologie, Hôtel des Invalides, 75007 Paris ; tél. : 45-51-04-21, *Sentinelles*, 55, bis rue de Lyon, 75012 Paris ; tél. : 45-07-35-35.

Le sort de la garnison de Barcelonnette

Des « excuses de la République » mal accueillies

Toutes familles politiques confondues, la commission de la défense de l'Assemblée nationale a tenu à faire savoir que ses membres, les plus influents au premier rang desquels son président, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-de-France), n'avaient pas apprécié que le premier ministre, M. Michel Rocard, ait présenté « les excuses de la République » aux élus locaux des Alpes-de-Haute-Provence qui entendaient protester contre la fermeture prochaine de la garnison de Barcelonnette.

Dans le cadre de son plan « Armées 2000 » de réorganisation du dispositif militaire français, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, sur la proposition de l'état-major de l'armée de terre, choisit de dissoudre notamment le onzième bataillon de chasseurs alpins installé, depuis des décennies, à Barcelonnette et à Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence). Aussitôt, les élus locaux et, en particulier, le maire (PS) de Jausiers, M. Jean-Pierre Aubert, dont le père était un familier de M. François Mitterrand, ont protesté contre cette initiative qui leur paraît compromettre l'économie de la vallée de l'Ubaye et leur ne compense le départ de la garnison.

Le 7 septembre dernier, une délégation de la sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence était reçue par le premier ministre, qui lui présentait « les excuses de la République » pour l'absence de concertation préalable avec les élus. A l'époque, cette for-

mule avait défilé à l'entourage du ministre de la défense, qui n'en avait cependant rien laissé paraître en public. Le plan « Armées 2000 » suppose au moins qu'il y ait à 1991 une vingtaine d'états-majors et une quinzaine de formations militaires. Au moment où ce plan a été approuvé par le conseil des ministres du 26 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement avait officiellement annoncé qu'il était prêt à s'adresser aux collectivités locales qui en exprimeraient le besoin.

Devant la commission de la défense, M. François Fillon (RPR, Sarthe) a regretté que « le gouvernement ait cru devoir présenter « les excuses de la République » à la commune de Barcelonnette » et il a souhaité qu'« les élus adoptent une attitude responsable, privilégiant l'intérêt national sur les intérêts locaux » à propos des conséquences du plan « Armées 2000 » dont il approuve les grandes orientations. Le président de la commission, M. Boucheron, qui est proche de M. Chevènement, a alors tenu à indiquer qu'il partageait les observations de M. Fillon à propos de l'affaire de Barcelonnette. Mention de ces deux interventions a été faite dans un communiqué.

Au-delà de son occurrence, cette double prise de position de parlementaires témoigne de la constante difficulté à imaginer une réorganisation opérationnelle des armées hors de son contexte territorial.

JACQUES ISNARD

JUSTICE

Trois détenus de Clairvaux en correctionnelle

Une audience bien pudique pour une mutinerie

Trois détenus condamnés à de lourdes peines de prison ont comparu, mardi 31 octobre, devant le tribunal correctionnel de Troyes (Aube) pour une tentative de mutinerie à la prison de Clairvaux, le 12 juin dernier. Quatre-vingt-dix prisonniers de cette centrale, qui accueille deux cent cinquante-trois détenus, dont de très nombreux condamnés à perpétuité, avaient adressé une pétition au tribunal en signe de solidarité.

TROYES

de notre envoyée spéciale

Les gendarmes étaient à l'étroit, mardi 31 octobre, dans le box des accusés du tribunal correctionnel de Troyes. Il faut dire qu'ils étaient douze et qu'il y avait aussi trois accusés, Alain Trouvé, Yves Gourdon et Jacques Satory, poursuivis pour une tentative de mutinerie à la prison de Clairvaux, le 12 juin dernier. Entre les kakis et les pulls de sé bleu marine, on parvenait à percevoir le profil rigide de Trouvé et les mèches blondes de Satory, mais moins souvent les lunettes de Gourdon, plus petit, auteur présumé du « coup de lame » qui s'est arrêté, ce lundi-là, sur une cote du surveillant-chef Daniel Decaux, juste avant le cœur.

Le public n'était pas moins à l'étroit dans la salle. Trois associations d'élus locaux détenus étaient représentées et la Commission prisonnière avait émis un avis. Les sympathisants — dont Helyette Basse, ex-accusée dans un procès d'Action directe, et de l'ancien détenu Charly Bauer — ont manifesté avant et après l'audience autour du palais de justice, dans la cour de la prison. Pendant les débats, ils ont été surveillés de près par des policiers en tenue et en civil, mais cela ne les a pas empêché de rester assis à l'entrée du tribunal et de ne se lever que pour la comparution des accusés. C'est-à-dire devant un « procès politique » au nom d'une « coordination de prisonniers antiterroristes ».

De la personnalité des trois détenus, il a peu été question, comme s'il était déjà trop tard. Le président Daniel Delpeuch a bien tenu quelques explications du côté de l'enfance à l'Assistance publique de Gourdon, de l'apprentissage comme pâtissier de Trouvé et des premières condamnations, pour lui de vol, de Satory. « Comment avez-vous fait connaissance avec le tribunal pour enfants ? » Mais les « rebelles », selon l'expression d'Alain Trouvé, ne démentaient pas la compassion. « Nous faisons partie d'une classe : le prolétariat ».

Trouvé, trente ans, dont neuf déjà en prison, purge une peine de vingt ans pour assassinat, vol et port d'arme, et préfère ne pas compter le temps qui reste. Jacques Satory, vingt-huit

ans : une peine de quatorze ans pour attaque à main armée, sortie prévue en 1996. « C'est encore une perspective humaine », s'est rassuré le président. Yves Gourdon, trente-six ans, a été condamné à perpétuité, en 1986, pour meurtre et vol avec arme, ce qui a mis un terme à son projet de devenir dessinateur de mode. Tous trois sont détenus à l'isolement, respectivement à Châtillon-sur-Marne, Besançon et Auxerre.

Barre de fer et coup de lame

Le tribunal ne s'est guère apaisé sur le passé. On n'a rien su non plus de leur vie d'isolement sinon qu'ils en demandent l'abolition et que Satory était souvent absent. Des faits, peu d'éléments ont été véritablement éclaircis. Les trois détenus revendiquent la tentative de mutinerie, décidée après l'envoi au « mirard » d'un défilé pour transport légal de barre dans une bouteille thermique. Trouvé s'est emparé d'une barre de fer dans la salle de musculature ; il était chargé de voler les clés du surveillant-chef Decaux, mais il a échoué. S'il a échoué, le gardien, dit-il, c'est uniquement lorsqu'il s'est trouvé sur la défensive : « Je suis rentré dans la dialectique du mouvement ».

La lame qui a blessé Decaux n'évoque, de même, aucun souvenir chez Gourdon, qui a sa logique : « Si j'ai frappé avec une lame, il ne serait pas là aujourd'hui ». La lame, d'ailleurs, n'a pas été retrouvée, mais on ne fera pas croire au président que le surveillant a pu se blesser sur un morceau du grillage de la cour : « Il n'a pas été déshabillé contre le ténar ». Aidé par un collègue teinture noire de judo — blessé également, mais qui n'a pas porté plainte et n'est pas non plus venu témoigner, — Decaux, dit-on, s'est administré une administration pénitentiaire, est resté malade tout sur les lieux jusqu'à la fin des incidents.

Sur les « débordements » qui ont suivi la tentative de mutinerie, selon le terme admis à l'époque par l'administration, l'audience est restée pudique. Aux accusations de « massacre », de « torture » lancées par les détenus, ont répondu les proclamations angéliques de Gourdon. Le sous-directeur de la prison, M. Claude Tancray, a indiqué qu'aucun coup n'avait jamais été porté en sa présence, mais il a volontiers admis que les prisonniers avaient été déshabillés pour une fouille et qu'on « ne s'est pas posé la question de savoir si on allait les rhabiller » avant de les renvoyer en cellule. Interrogé sur des bassonades, avec sa participation, le surveillant Decaux a été choqué : « Oh ! non ! ».

Le procureur de la République, M. Jacques Louvel, qui se trouvait sur les lieux le 12 juin, a pour sa part eu l'honnêteté de raconter, dans son réquisitoire, ce qu'il avait vu lorsqu'il est allé rendre visite aux sept détenus — les

« meneurs » — transférés en quartier disciplinaire après les incidents : « J'ai constaté que certains d'entre eux présentaient des lésions plus ou moins graves. Mais je ne sais pas dans quelles conditions cela s'est passé. Je ne peux pas prendre parti ». Le procureur n'a pas ouvert d'information pour tenter d'en savoir plus : « Ce n'était ni des massacres ni des tortures mais des lésions qui ont été traitées par la médecine de l'établissement et qui n'ont eu aucune conséquence pour qui que ce soit ».

L'administration, qui avait ouvert une enquête, ne semble pas, elle-même, avoir réussi à trouver les coupables de la « haine d'honneur » organisée pour les mutins. Le rapport de la mission d'inspection ne figure pas au dossier du procès. « Il devrait y avoir aussi trente surveillants dans ce box », a lancé l'avocat de la défense, M. Bernard Ripert.

La vraie débauche a finalement eu lieu lorsque M. Louvel s'est fait un devoir de montrer que l'ancienne abaye de Clairvaux n'était pas une bouteille thermique. S'est emparé d'une barre de fer, son arrivée à Troyes, en avril 1987, le procureur n'a connu qu'un mort dans l'établissement : « Un malheureux gendarme qui avait avalé un trop gros morceau de viande ». L'autopsie l'a confirmé. Des blessés ? Quelques uns : des malades, un accident de travail, une victime de violence exercée par un co-détenu. L'unique victime de coups donnés par un gardien, en août 1988, n'a même pas eu besoin d'aller à l'hôpital. En 1988, toujours, il n'y a pas eu d'autorisation et seulement trois gardiens de la paix. Quant à l'isolement, trois détenus y étaient placés au 1^{er} juin 1988 et tous sur leur demande. « Ils poursuivent des études et ils veulent avoir le pair », a expliqué M. Tancray, sous les huées du public : « Cela se prend parfois comme des gifles, la réalité ».

Le magistrat a continué à énumérer les statistiques. Le 15 juin 1989, deux cent cinquante détenus travaillaient en prison. « Des esclaves ! », a hurlé un adolescent en ramenant le criot de bagner qui le police lui avait fait retirer à l'entrée. « Les esclaves ? J'y viens », a répliqué le procureur, qui, emporté par les « activités socio-culturelles », n'y est plus jamais revenu. Les détenus peuvent suivre des cours de guitare, deux après-midi par semaine. Et des cours de secourisme. « Pour se soigner après les tabassages », a parlé l'auditoire. Certains fabriquent des cartes postales sous l'égide de l'humorisme. L'administration s'est encore abonnée à Canal Plus l'an dernier et un projet d'ouvrir des peintures sur toile est en cours. Bref, elle est méritante. Elle a échoué : Elle trahit l'eau chaude dans les miradors, là où M. Ripert ne veut voir que des « cafards », « Des fascistes, des terroristes, je n'en vois pas beaucoup », a conclu le procureur, en requérant de deux à quatre ans de prison.

Jugement le 21 novembre.

CORINE LESNIES

L'affaire Canson

Le juge d'instruction demande à entendre M. Jack Lang

M. Benjamin Rajbant, doyen des juges d'instruction de Troyes, qui, depuis la mutation à Lille de son prédécesseur, le juge Jean-Pierre Bernard, a la responsabilité du dossier Canson, vient de demander au ministre de la justice que M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, puisse être entendu comme témoin. Le témoignage d'un ministre dans une affaire judiciaire ne peut être recueilli sans l'autorisation préalable du conseil des ministres.

Le magistrat souhaite procéder à l'audition de M. Lang pour éclaircir les conditions dans lesquelles les Musées de France, en novembre 1985, ont acheté à M^{me} Joëlle Pénel, un tableau de Murrillo, le *Gentilhomme sévillan*, qui appartenait en réalité à M^{me} Suzanne de Canson, décédée en 1986 après des mois de mauvais traitements.

M^{me} Pénel est aujourd'hui détenue, inculpée de séquestration, vol, escroquerie et faux en déclinant des héritiers légitimes de M^{me} de Canson dont elle était la dame de compagnie. Plusieurs autres personnes sont aussi poursuivies dans ce dossier, dont M. Pierre Rosenberg, inspecteur général des Musées de France, inculpé de recel, et M. Paul Lombard, ancien avocat de M^{me} Pénel, inculpé de complicité de recel.

Le 24 juillet 1985, lors des transactions qui ont précédé l'achat du tableau, M. Lang, déjà ministre de la culture, avait le cabinet suivant de près les négociations, avait fait parvenir à M^{me} Pénel une lettre signée de sa main pour lui annoncer que l'Etat français était disposé à acquiescer au tableau contesté. Or, à l'époque, M^{me} Pénel ne disposait d'aucun titre de propriété crédible, ce que, d'ailleurs, personne ne lui demanda. M^{me} de la lettre ministérielle remise en main propre au cabinet du ministre de la culture, M^{me} Pénel, qui avait de gros déboires bancaires, réussit à calmer l'inquiétude de ses banquiers.

M. Lang a déclaré, mercredi matin 1^{er} novembre, qu'il n'aurait pas envoyé de lettre à M^{me} Pénel s'il avait su que « elle n'était pas propriétaire » du tableau.

An « Journal officiel » l'indemnisation des victimes

Un arrêté publié au *Journal officiel* du mercredi 1^{er} novembre fixe le taux de la contribution perçue par les compagnies d'assurances à l'occasion de l'émission des primes ou cotisations recouvrées par elles entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1990, et destinées à financer le Fonds de garantie contre les actes de terrorisme. Cette contribution est fixée à 1 F par contrat.

Le même *Journal officiel* publie aussi un décret modifiant plusieurs articles du code des assurances relatifs à la composition du Fonds de garantie et à l'indemnisation des victimes.

Ainsi l'article R 422-6 prévoit que « dès la survenance d'un acte de terrorisme, le procureur de la République ou l'autorité diplomatique ou consulaire compétente informe sans délai le Fonds de garantie des circonstances de l'événement et de l'identité des victimes ». En outre « toute personne qui s'estime victime d'un acte de terrorisme peut saisir directement le Fonds de garantie, (...) qui assure les victimes dans la constitution de leur dossier d'indemnisation ».

Recours en justice et fécondation « in vitro »

Des divorcés australiens se disputent leurs embryons congelés

Après les États-Unis il y a quelques semaines, c'est l'Australie qui voit à son tour un homme et une femme divorcés demander à la justice de décider du sort de leurs embryons fécondés *in vitro* et conservés par congélation. Ces deux affaires illustrent les nouvelles difficultés engendrées par le développement souvent anarchique des techniques de procréation médicalement assistée. Elles soulignent aussi la manière l'urgence qu'il y a à adopter un cadre législatif dans le domaine de la bioéthique.

L'affaire ressemble point par point à celle qui a été jugée devant le tribunal de Maryville, Tennessee (le Monde des 15 août et 23 septembre). Au départ, un couple qui ne peut avoir d'enfants à cause de la stérilité de la femme, prend contact avec une équipe médicale spécialisée. En Australie, c'est l'équipe de l'hôpital royal pour femmes de Melbourne qui propose un traitement de plus en plus fréquemment mis en œuvre à travers le monde par fécondation *in vitro*.

On prélève alors plusieurs ovules chez la femme, que l'on fait ensuite féconder par le sperme du mari. Les médecins australiens tentent dans un premier temps sans succès une implantation avec les embryons ainsi obtenus. Ils décident, parallèlement, de conserver un certain nombre de ces embryons — sept au total — pour augmenter les chances ultérieures de procréation du couple stérile. Mais, en mars dernier, ce dernier décide de divorcer, et ce sont ces sept embryons qui sont aujourd'hui l'objet du litige. La femme, vingt-quatre ans, caissière dans un supermarché de Victoria, souhaite qu'on lui plante ces embryons, alors que son ex-époux a fait valoir par

l'intermédiaire de ses avocats, qu'il porterait plainte contre l'hôpital si les médecins procédaient à une telle implantation. Pour sa part, la direction de l'hôpital a décidé de s'en remettre à la justice, soit, en l'occurrence, à un tribunal pour enfants de Melbourne.

Représentant les arguments avancés devant le tribunal de Maryville, l'avocat de la jeune femme fait valoir qu'il s'agit là d'une situation d'urgence, une conservation prolongée par congélation pouvant, selon lui, nuire aux embryons, alors que la partie adverse soutient que la femme ne peut décider seule du devenir d'embryons conçus à partir des spermatozoïdes de son ex-mari.

Nécessité d'une législation

L'affaire a été mise en délibéré le 31 octobre à Melbourne. Elle ne surprend, à vrai dire, aucun des spécialistes de la fécondation *in vitro*, qui, en privé, s'accrochent le plus souvent que de tels conflits ne soient pas plus fréquents, compte tenu du nombre sans cesse croissant d'embryons obtenus par fécondation *in vitro* et conservés par congélation et compte tenu aussi des traumatismes psychologiques vécus par les couples qui s'engagent dans un programme très éprouvant pour vaincre leur stérilité. Les situations ainsi créées sont d'autant plus complexes qu'aucune jurisprudence n'existe en la matière.

Après les récents scandales liés à la commercialisation d'organes humains dans plusieurs pays européens, cette affaire démontre l'urgence qu'il y a à adopter un cadre législatif dans le domaine plus général de la bioéthique. L'avant-projet de loi Brabant prévoit pour sa part en France et de manière plus judicieuse, au chapitre de la procréation médicalement assistée, que les embryons

conservés par congélation doivent être détruits au terme d'une période de cinq ans. Une telle destruction devrait, selon le texte, être également mise en œuvre en cas de décès de l'un des deux parents potentiels, de divorce ou de séparation. Ce texte prévoit en outre la possibilité pour les géniteurs, de donner leurs embryons à d'autres couples qui désireraient avoir un enfant, ce qui doit être effectué au cours du délai de cinq ans.

En dépit du large consensus obtenu au terme d'un long travail de réflexion pluridisciplinaire, le texte de cet avant-projet de loi semble aujourd'hui remis en question après les déclarations de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, à l'occasion du récent colloque « Patrimoine génétique et droits de l'humanité » (le Monde des 26-27 octobre). C'est dire l'importance qu'il faudra dorénavant accorder à la décision gouvernementale à venir dans ce domaine. M. Michel Rocard n'ayant, pour sa part, jamais caché sa volonté d'avancer rapidement dans une entreprise qui ferait de la France le pays-phare de la réflexion sur les nouveaux rapports que doivent entretenir la médecine, la biologie et l'éthique.

JEAN-YVES NAU

Attentat contre la voiture du directeur du Centre national de transfusion sanguine. L'automobile de M. Michel Garret, directeur général du Centre national de transfusion sanguine, a été incendiée, avenue Reille, à Paris (14^e), dans la nuit du mardi 31 octobre au mercredi 1^{er} novembre. L'incendie a été revendiqué par le groupe Service de la France, inconnu des services de police. Selon la préfecture de police, M. Garret, qui de nombreux témoignages rendent responsable de leur contamination par le virus du sida, avait reçu plusieurs menaces.

La colère des sinistrés du tremblement de terre en Algérie

« Chez nous, c'est l'improvisation en tout »

Le tremblement de terre qui a secoué la région d'Alger, dimanche 29 octobre, a fait officiellement vingt-quatre morts dont dix-neuf dans la seule wilaya (département) de Tipasa. C'est ce qui ressort du bilan rendu public au terme de la réunion d'un comité interministériel présidé par le chef du gouvernement, M. Mouloud Hamrouche.

ALGER

de notre correspondant

Le croissant rouge algérien a lancé, mardi, un appel à l'aide internationale, estimant les besoins à deux mille tentes, vingt mille couvertures. Il demande également des vêtements pour huit mille enfants ainsi que des colis familiaux d'alimentation.

En dépit du plan Orsec déclenché dès dimanche soir, les insuffisances des dispositifs de secours mis en place sont apparues rapidement. Le manque d'ambulances a été cruellement ressenti, aussi bien dans l'agglomération algéroise que dans la région du mont Chenoua, au cœur de la zone sinistrée. « Les hôpitaux et notamment les centres d'urgence doivent être dotés d'ambulances équipées, en nombre suffisant », écrit le quotidien *El Moudjahid* considérant qu'il ne s'agit pas là d'une « luxue dans notre pays qui connaît d'autres catastrophes puisqu'il se trouve dans une zone d'activité sismique active

effondrés, les sinistrés ont commencé à manifester leur mécontentement.

Dès lundi après-midi, les habitants de Nador ont bloqué la circulation sur la route qui mène à Cherchell, exigeant une aide réellement efficace. « Soyez humains, on demande du secours, des tentes, du pain et de l'eau », avaient écrit les manifestants sur une pancarte sommaire. Les gendarmes les ont finalement dispersés avant de rétablir la circulation. Mais, mardi matin, de nouveaux barrages étaient érigés sur les routes menant aux villages de Sidi-Moussa et Sidi-Amar. La population des douars environnants protestait ainsi contre la lenteur avec laquelle les secours ont été acheminés sur place. Le président de l'Assemblée populaire communale (mairie) de Cherchell a été « kidnappé » dans la matinée par des habitants du village agricole de Bakora, partiellement détruit, où quatre personnes ont été tuées, qui l'ont emmené constater sur place l'étendue des dégâts. Le maire a été reconduit à Cherchell en début d'après-midi.

L'Algérie est située dans « une zone à forte sismicité, nous devons donc apprendre à vivre avec ce risque », a déclaré à *El Moudjahid* le directeur du Centre national de recherches appliquées en génie parasismique (CCS), M. Belzougui. « Les fortes secousses ressenties dans la nuit de dimanche nous incitent sérieusement à la nécessité de la prévention qui demeure une donnée indiscutable », a-t-il indiqué après avoir expliqué que la vétusté du parc immobilier d'Alger aggravait les conséquences d'un séisme.

Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), d'obédience communiste, dans un communiqué, a stig-

maté les défaillances des services publics. « La radio et la télévision, faute d'instructions pratiques et précises n'ont pu conseiller une population en désarroi », écrit le PAGS qui épingle aussi les services de santé qui « faute de préparation et de moyens adéquats n'ont pu convenablement s'acquitter de leur mission ». Or à son avis, « les risques sont connus et le pays a capitalisé une expérience certaine. Des plans précis de prévention et de secours d'urgence ont été élaborés après le séisme d'El-Asnam », affirme le PAGS qui considère que c'est là que « la véritable catastrophe réside, précisément dans le décalage entre ces potentialités réelles et l'incapacité à les mettre en œuvre ».

Les journalistes du quotidien du soir *Horizons* ironisaient sur ce thème, mardi, dans un long article sur la tragédie des sinistrés. « Les algériens ne ressemblent pas aux Japonais qui, eux, enseignent dès le plus jeune âge à leurs enfants la manière de se protéger et de secourir », écrit le quotidien avant d'ajouter : « Chez nous c'est l'improvisation en tout. Et c'est bien dommage ».

FREDERICK FRITSCHER

□ Nouveau tremblement de terre en Arménie, pas de victime. — Un nouveau tremblement de terre a été ressenti, mardi 31 octobre, en Arménie, mais la secousse, d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle soviétique, graduée jusqu'à 12, n'a fait ni victime ni dégâts, a rapporté l'agence Tass. L'épicentre du séisme se situait près de la ville de Goukassian, dans la région qui avait été durement touchée lors du tremblement de terre de décembre 1988. — (Rex.)

L'affaire des foulards islamiques divise la gauche

En France, l'affaire des foulards islamiques continue d'alimenter la polémique. Malgré l'interdiction de la préfecture de police, une dizaine de femmes se sont réunies, mardi 31 octobre, devant l'Opéra-Bastille de Paris pour défendre la laïcité et les libertés individuelles, à l'appel de l'association Expression maghrébines au féminin.

De leur côté, les jeunes de Socialistes et Républicains, proches de M. Jean-Pierre Chevènement, ont constamment demandé aux autorités de revenir sur l'interdiction, en dernier recours, du port du foulard en classe. M. Roland Carras, député socialiste de Côte-d'Or et proche de M. Chevènement a exprimé, lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, son désaccord avec la position de M. Lionel Jospin.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, a de son côté déclaré que les principes de la laïcité devaient être clairement et nettement affirmés. Le ministre de l'Éducation nationale devrait débattre de ce problème avec le groupe le mardi 7 novembre.

Le Parti républicain (PR) a demandé lundi 30 octobre, la création d'un secrétariat d'État à l'intégration, rattaché au premier ministre.

Enfin, une lettre ouverte à M. Jospin publiée dans le *Nouvel Observateur* du 2 novembre, critique le manque de fermeté du ministre de l'Éducation nationale. Par cet appel, Elisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler se demandent notamment si l'année du Bicentenaire verra « le Munich de l'école républicaine ». Les signataires affirment qu'il ne faut pas confondre discipline et discrimination et regrettent que « le respect de l'égalité des sexes et du libre arbitre » ne fassent plus loi en France. « Neutralité n'est pas passivité, ni liberté simple tolérance. La laïcité a toujours été un rapport de force », affirment les auteurs qui appellent les enseignants à manifester leur accord avec ce texte.

D'autre part, M. Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale a demandé qu'un débat soit organisé sur l'immigration des étrangers en France.

Le retour de l'abbé Pierre

Un film, illustrant sa croisade pour les sans-abri de l'hiver 54, un livre frisant l'hagiographie, un show télévisé. En l'espace de quelques jours, l'abbé Pierre se retrouve, une nouvelle fois, promu au rang de star.

Une fois passé le pont de Saint-Cloud, plus de risque de se fourvoyer. Le chemin de la retraite blanchâtre de l'abbé Pierre est une autoroute à piétons. Alors, il a abaissé son béret sur ses yeux et s'est blotti dans sa pèlerine noire pour s'offrir un petit somme. Les héros ont bien le droit d'avoir un coup de fatigue. Surtout lorsqu'ils viennent d'effectuer, en vingt-quatre heures, un cocktail au Fouquet's où deux ministres s'époumonaient à l'effacement au cœur de la mêlée mondaine, une projection privée suivie d'une conférence de presse et une demi-douzaine d'interviews.

STI a peut-être déjà gagné son billet pour le paradis, depuis quelques semaines l'abbé Pierre vit de nouveau à un train d'enfer. Son secrétaire particulier a beau essayer d'être son agenda : à soixante-dix-sept ans, l'impressionniste communicateur se laisse emporter par le tourbillon médiatique. Entre une réception à l'Élysée, un super-projection à Marignan, un séminaire au Vatican et un *Champs-Élysées* spécial chez Drucker (le Monde radio-télévision daté 29-30 octobre), l'abbé devait aller présider, quatre jours durant, les 3^e rencontres humanitaires internationales à Grenoble. Un bref ressuscitant chez les béatitudes de Saint-Wandille (Seine-Maritime) s'imposait.

Un ordre rigoureux

Entre Rouen et Yvetot, l'abbaye fondée en 649 a plus que de beaux restes. Du cloître du 14^e siècle réfectoire du 12^e siècle, jusqu'à l'église aménagée dans une ancienne grange, tout n'y est qu'ordre et beauté. Un ordre assurément sévère qui, des fauces aux cornues, chantées en latin, règle une vie dotée de la rigueur traditionnelle séculière parodiquement l'indiscipliné porte-parole des gneux. « J'aime ce silence, cette simplicité, je chante faux, mais je suis toujours transporté par le chant des psaumes, même si les textes sont souvent d'une violence à faire frémir... Par son austerité, une communauté comme celle-ci constitue une sorte de passerelle pour les chrétiens égarés dans l'indigence », commente-t-il, en cho-

minant vers la crypte « magique » où il aime s'abîmer, des heures durant, dans la prière.

« Mérité de nous avoir choisis », a simplement murmuré le père abbé lorsque, voilà cinq ans, l'ex-provo en soutane lui demanda l'hospitalité. « J'avais d'abord songé au monastère d'Aiguebelle ou à la trappe de Tamié, raconte l'abbé Pierre, mais c'était trop loin de Paris pour mes visiteurs qui viennent parfois du bout du monde ». A moins que ce ne soit d'un autre monde. Ainsi récemment, une représentante du comité central du Parti communiste vint-elle le visiter afin de lui faire signer un texte revendiquant le prix Nobel pour Nelson Mandela.

Si ces petites incongruités troublent les béatitudes, il n'en laisse rien paraître et glissent toujours d'un sourire d'indulgence ou d'admiration ? — le petit homme au béret. Après les repas, durant lesquels le marmiton est la règle — une sporadique psalmodie de textes profanes troublant, seule, l'impressionnant silence, — l'abbé a pris l'habitude d'aller essayer la vasselle avec les mains de service. « C'est ton façon de ne pas être trop sollicité par la curiosité des novices », affirme l'impressible conteur qui ne refuse jamais un autographe aux admirateurs anonymes l'assailant à chaque coin de rue.

Même s'il l'appelle « ma cellule », la minuscule pièce que les moines ont mise à la disposition de l'abbé fait passer une chambre d'étudiant. Un capotaillat, où l'on ne peut faire plus de trois pas et où les étagères, coulant sous les livres, les dossiers, les cassettes audio et vidéo, lui laissent à peine la place de se glisser dans un lit aux altitudes de niche. Un atelier, à l'occasion : grâce à un étau et à un râtelier de petits outils, son bureau est converti en établi. Révélé chez les scouts — où il avait pour sœur Castor méditerranéenne, — son goût pour le bricolage est intact. Il constitue l'une des clefs de sa vie fondée sur l'ingéniosité, la pragmatisme. Le don de donner est venu en lui. A cette muqueuse pré-fondement de la philosophie humaniste des Compagnons d'Emmaüs qu'il s'agissait de donner « une raison de vivre » et pas simplement « de quoi vivre ».

Par l'abondance des archives qu'elle renferme — plaquettes de poèmes, revues de lettres, photos etc., — cette chambre, comme d'ailleurs la modeste HLM où il réside depuis trente ans à Charenton (Val-de-Marne), a aussi quelque chose d'un musée. A croire que l'abbé gère sa propre légende. Ne succombe-t-il pas déjà au « péché d'orgueil » en racontant qu'un jeune touriste lui a lancé un jour : « Vous avez vu, vous, là, cela me suffit comme preuve de l'existence de Dieu » ? Il ne se défend pas, en tout cas, d'avoir un certain penchant pour la provocation, le théâtre (il est l'auteur de deux « drames liturgiques »), voire la représentation. Ce fameux « exhibitionnisme », que lui reprochent quelques bonnes âmes, bien frileuses, et qui constitue peut-être le passage obligé d'un « serviteur de Dieu », simplement cohérent en voulant « être la voix des sans-voix », mais aussi « servir les premiers les plus souffrants ». Pures paroles d'évangile qui absolvent quelques dérapages. « Lorsqu'après avoir perdu mon intérêt de parlementaire, je suis allé m'enfermer dans les rues de Paris pour faire vivre ma petite colonie de Neully-Plaisance, il m'est arrivé de pleurer. Mais à travers ces larmes j'éprouvais une sorte de jubilation », confesse-t-il.

Une adolescence préservée

« C'est au cours de ma dernière recense de 1984, alors que je venais d'observer une grève de la faim de huit jours dans la cathédrale de Turin, afin d'obtenir le jugement de Giovanni Mulinaris, arbitrairement déchu pour avoir été dans la mouvance des Brigades rouges, que j'ai décidé de prendre une semi-retraite consacrée à la méditation et au recensement », explique l'abbé. Dès l'âge de dix-neuf ans, après une enfance et une adolescence préservées, au sein d'une famille lyonnaise de huit enfants, bourgeois mais charitable, Henri Grouès avait choisi cette voie de l'adoration contemplative. Cinq ans plus tôt, la grâce esthétique-mystique l'avait saisi, un

clair matin de Pâques, au cours d'un pèlerinage collégien à Assises.

Malgré les réticences de ses proches, qui l'auraient mieux vu en jésuite, Henri avait rejoint les capucins. « Le dévotisme intellectuel y était tel que ces sept années de claustration m'apparaissent aujourd'hui comme un désert de vie. Mais je crois que Dieu m'a imposé cette épreuve pour me forger l'âme. Je lui dois une disposition continue à l'adoration. En 1939, la maladie, sa compagne de toujours, l'avait rendu au siècle en pleine tourmente. Nommé vicaire à la cathédrale de Grenoble, c'est là qu'il devint « passeur d'hommes », recruteur et agent de liaison pour les maquis, étrange « confesseur » de droles de paroissiens. En lui imposant un non de guerre, l'abbé Pierre — prémonition pour un futur bâtisseur, la clandestinité façonna peut-être un nouvel homme. « L'insurrection de la bonté » qu'il alluma plus tard était, autant qu'une croisade altruiste, un mouvement de révolte.

La grande aventure

Parce qu'il a une mémoire prodigieuse, le sens des images et celui de l'humour — comme une « politesse de l'esprit » — on ne se lasse pas d'écouter ce singulier frère prêcheur. Il raconte : ses « gros pépins de santé » pleurésie, dyptérie, syndrome de Parkinson, — qui l'obligent aujourd'hui à se gaver de pilules multicolores, sa passion amoureuse pour un camarade de collège, son premier vertige métaphysique et sa rencontre avec Jésus, son dernier bal avant le noviciat, ses équipes de petit soldat de l'armée des ombres, sa frustrante expérience politique, comme député MRP, au lendemain de la Libération ; et l'on attend la suite...

La voilà : sa rencontre avec l'escapade suicidaire dont il fit, en 1949, son premier compagnon-époux pour entreprendre la grande aventure des « chiffrons d'Emmaüs », ce bataillon de misérables, façon Hugo, recouvrant la dignité en faisant la « bliffe » pour secourir plus malheu-

reux qu'eux, et puis, bien sûr, l'hiver 1954, morceau de bravoure du film qui vient de sortir, qu'il juge « juste et beau ». Vingt degrés au-dessous de zéro, les sans-abri battant le pavé, mourant parfois, sa lettre ouverte en forme de « l'accuse » au ministre du logement, ses gesticulations agitateuses des rues, son appel historique sur Radio-Luxembourg pour mobiliser l'opinion — « Mes amis, au secours !... » — avec, au bout, l'incroyable réponse des Parisiens, puis des Français, submergés sous les QQ de couvertures, de vêtements chauds, de colts, de chèques et de billets... De quoi endiguer la marée blanche du malheur, puis construire des cités d'urgence, des HLM, constituer des communautés de chiffonniers - bâtisseurs, essaimer Emmaüs à travers la France et le monde.

Malgré l'heure qui avance, on voudrait en savoir plus sur le reste de cette vie en forme de BD. Sur ce naufrage dans le Rio de la Plata, dont il réchappa, en 1963, après être resté accroché cinq heures durant à un bout d'épave, sur sa rencontre avec Coluche qui lui « refila presque en douce » 1,5 million de francs pour sa banque alimentaire, sur son « come-back » des années 80 aux côtés de ceux qu'on appelle les « nouveaux pauvres », sur ses relations avec le pouvoir « toujours trop loin de là où l'on pleure »...

Mais il est tard. Le soir descend sur le petit cimetière du village d'Esteville — siège d'une communauté qui héberge les plus anciens des compagnons, — où l'abbé fait visiter... sa tombe. Un grand christ de bronze, récupéré dans quelque débris, est allongé sur un lopin de prairie. « Voilà, je serai là, sous le bras droit du Christ. Sous le gauche, repose Lucie Coustau, cofondatrice d'Emmaüs et qui fut ma plus précieuse collaboratrice durant trente-neuf ans. » L'abbé recroque son béret, empoigne sa canne : « Avec ce vent, en mer ce doit être la tempête ». Le gros temps, il connaît.

ROBERT BELLERET

★ L'abbé Pierre, l'insurgé de Dieu, par Pierre Lumel, Édition n° 1.

سكزاد الوصل

CULTURE

Iles de danse en Ile-de-France

Seize chorégraphes s'installent dans quarante villes

L'an dernier, quarante mille personnes, des lycéens-danseurs entraînés par Carolyn Carlson aux simples curieux, ont suivi avec enthousiasme, dans toute la région, les itinéraires chorégraphiques qui leur étaient proposés par les premiers « Iles de danse ». Légitimement fier de ce résultat, le conseil régional d'Ile-de-France récidive, en frappant plus fort : un plus grand nombre de chorégraphes — ils sont seize, de A comme Appaix à W comme Wollaston — investissent un plus grand nombre de villes — quarante.

La carte des Iles de danse 1989 dessine autour de Paris une harmonieuse couronne qui pousse des pointes au sud jusqu'à Samois-sur-Seine, jusqu'à Saint-Quentin-en-Yvelines, au nord jusqu'à Magny-en-Vexin et à l'est jusqu'à Meaux.

C'est l'originalité des Iles de danse, entreprise sans doute unique en Europe, que de combiner l'enseignement et le spectacle : les compagnies invitées s'installent dans une ville — on dit aujourd'hui « en résidence » — et prennent en charge un programme de sensibilisation.

Ateliers, cours, répétitions publiques, conférences, lectures-démonstrations concerneront cette année, jusqu'au 9 décembre, plusieurs centaines d'établissements, des écoles primaires aux universités en passant par les conservatoires.

Ainsi peut-on voir et entendre Trisha Brown, princesse du post-modernisme américain, à Paris-VIII-Saint-Denis : lundi, elle évoque ses expériences verticales des années 60 et 70, en projetant des films de *Man Walking on the Side of the Building* et de *Walking on the Wall*; mardi, elle présente ses fameuses « accumulations », avec des extraits de diverses pièces dansées par la compagnie, des vidéos et diapositives. Le 3 novembre, elle parlera du « mouvement et de la forme », et le lendemain de ses collaborations avec les plasticiens, notamment Donald Judd et Robert Rauschenberg.

Dominique Bagouet animera des ateliers avec trois groupes de vingt lycéens dans les trois académies de la région : le 25 novembre, les trois groupes seront réunis pour une présentation à l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris à Nanterre. Francine Lanoelet initiera à la danse et

à l'esprit baroque le conservatoire de Saint-Germain-en-Laye; Stéphanie Aubin, en utilisant le cadre de la radio scolaire R2E implantée dans le LEP d'Evry, veut transformer les lycéens en réalisateurs-récepteurs de la chorégraphie et de la peinture à partir d'un tableau de Largillière; Andy Degrois achèvera sa résidence par un stage de patinage artistique; Pierre Doussaint et Isabelle Duboulet mettront l'accent sur les rapports de la danse et des arts martiaux, tandis qu'Angelika Freljocaj s'attachera aux relations entre langage musical et langage chorégraphique.

La diffusion des répertoires

Une autre originalité des Iles de danse consiste à ne pas se montrer obsédé de créations comme tant de festivals. Sur la cinquantaine de spectacles présentés, deux « premières » seulement : *Parcours*, de Dominique Bagouet (qui sera en fait un montage d'extraits de quelques-unes de ses pièces) et *les Plaisirs du Roy* de la compagnie Ris et Dancoer.

Notons quelques point forts : *Astral* Convertible, *Opal Loop*, et *Set and Reson*, de Trisha Brown (Espace Jacques-Prévert d'Aulnay-sous-Bois le 6 novembre, théâtre des arts de Cergy-Pontoise le 8, Agorà d'Evry le 10, Centre d'action culturelle de Combe-la-Ville le 11); *le Saut de l'ange*, de Dominique Bagouet (Espace Gérard-Philippe de Saint-Cyr-l'Ecole le 8 décembre); *Noces* et *Traité d'union* d'Angelika Freljocaj (CEC de Yerres, le 2 décembre); *Hébreux*, les vents qui fuient vers les jardins, de Doussaint/Duboulet (COSEC Pablo Neruda des Mureaux le 18 novembre); *la Maison des plumes vertes*, de Jean-François Durouret (Théâtre Romain-Rolland de Villejuif le 18 novembre, Théâtre des Louvrais de Cergy-Pontoise le 2 décembre); et *cosmos* Nox du même Durouret (Forum des Cholettes de Sarcelles le 5 décembre, CAC Le Pôlen de Saint-Quentin-en-Yvelines le 8 décembre).

► Renseignements sur l'ensemble des Iles de danse : 42-65-08-68.

MUSIQUES

Les Pogues, dur comme le rock irlandais

Il ne faut pas grand-chose à Shane MacGowan pour être une bête de scène : il lui suffit de tenir debout, de se souvenir des paroles des chansons et d'avoir encore assez de voix pour les écrier. Ceux qui s'intéressent un tant soit peu aux Pogues savent que MacGowan passe d'un soir à l'autre du rôle du chanteur qui boit à celui de l'ivrogne qui chante. Mardi soir, au Zénith, il est resté du bon côté. Ainsi, après quelques concerts d'être vrombissant et tout à fait américain en première partie de Bob Dylan, pendant laquelle ils ont carrément dû se passer des services de leur vocaliste, les Pogues ont pu rappeler qu'ils étaient d'abord un groupe brutal, fin et dansant. Ensuite qu'ils étaient les artisans de la fusion entre la tristesse exaspérée et suicidaire de leur Irlande natale (voir Dylan Thomas) et l'anticonstruction rock'n'rollienne (voir Jimi Hendrix, Sid Vicious et al.).

Cette quête du Graal au fond d'un verre de vodka-orange ne serait que dérisoire si chez MacGowan n'apparaissait comme habité, une espèce de mort-vivant dont la voix n'est plus qu'un rôle et qui arrive quand même à évoquer les gens dont il parle : les cloches de New-York ou les six de Birmingham que le groupe chante depuis longtemps et qui viennent d'être recréés par la justice britannique : les autoroutes américaines, où tant de groupes venus d'outre-Atlantique ont laissé leur santé, ou les ponts de Londres.

En première partie, les organisateurs avaient annoncé les Negresses Vertes. On entendit les Sons of the Desert, groupe cette fois-ci juvénile et brylant. A la caisse, une feuille soulevée sur la vitre indiquait : « Negresses vertes annulées pour problèmes techniques ». D'après El Dorado Productions, organisateur du concert, il avait été impossible d'obtenir une sonorisation correcte pour le groupe français. Cet aveu d'impuissance de la part d'un organisateur dont la tâche est justement d'assurer le bon déroulement des concerts n'est qu'une nouvelle preuve du mépris dans lequel sont tenus à la fois les artistes qui assurent les premières parties et le public.

THOMAS SOTINEL

► Les Pogues, avec, en première partie, Sons of the Desert, au Zénith, porte de Pantin, Paris 19^e, mercredi 1^{er} novembre, à 20 h 30.

Battu en cinq manches par l'Autrichien Thomas Muster lors du tournoi de Key-Biscane (Floride) en mars dernier, le Français Yannick Noah a pris sa revanche (7-5, 3-6, 6-4) le 31 octobre lors du premier tour du tournoi de Paris-Bercy. Son prochain adversaire devait être l'Américain Brad Gilbert, finaliste au POPB en 1987 et 1988.

Quelle est la définition de la malchance ? L'Autrichien Thomas Muster n'a pas une réponse, il a un exemple personnel. Cela se passait le 1^{er} avril dernier, mais ce n'était pas une farce. Il venait de remonter ce qu'il pensait être le plus beau coup de sa carrière de tennismen : il s'était qualifié pour la finale du tournoi de Key-Biscane, cette épreuve organisée depuis six ans par l'Association des joueurs (ATP) sur le format « des tournois du grand chelem », c'est-à-dire tableau de cent vingt-huit joueurs s'affrontant pendant deux semaines. Et le match avait été superbe. Mené deux sets à rien par le Français Yannick Noah, il avait réussi à faire couler son adversaire au point de l'extremier et de gagner. Dans deux jours, il

allait avoir la première grande occasion de sa vie. En face de lui, il aurait le Tchèque Ivan Lendl, qui avait été à deux doigts de battre au mois de janvier précédent, en demi-finale des Internationaux d'Australie à Melbourne.

En rangeant son sac dans le coffre de sa voiture avant de regagner son hôtel, Thomas Muster, ce gaucher des Alpes qui n'était pas encore répertorié dans les dix meilleurs joueurs mondiaux, pensa-t-il à ce qui pourrait lui arriver en cas de victoire sur le numéro 1 mondial ? En tout cas, il ne vit pas la curieuse manœuvre qu'était en train de faire un automobiliste un peu éméché. Quand celui-ci emboutit la calandre de sa voiture, il fut donc totalement pris de cours. Le choc n'était pas terrible mais suffisant pour que le véhicule fit une embardée. Le garde-boue percute son genou gauche.

Thomas Muster n'a pas disputé la finale du tournoi de Key-Biscane. Quand Ivan Lendl recevait la coupe et le chèque du vainqueur, il était dans un avion à destination de l'Autriche. Les médecins avaient diagnostiqué un arrachement des tendons de l'articulation. Il a été opéré dix jours après l'accident. Personne

EN BREF

► BASKET-BALL : Coupe des vainqueurs de coupe. — Mulhouse s'est qualifié, mardi 31 octobre, pour les poules de quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant le Bayer Leverkusen (96-77). Les Allemands de l'Ouest avaient gagné le match aller (97-88).

► FOOTBALL : Coupe de l'UEFA. — Auxerre a obtenu, mardi 31 octobre, sa qualification pour les seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA en battant les Finlandais de Rovaniemi Pallo-Seura (3-0). Au match aller, les

Bourguignons s'étaient déjà imposés en déplacement (5-0).

► Cantona reprend l'entraînement à Montpellier. — A la suite d'une rencontre avec Louis Nicollin, président de Montpellier Hérault Sport Club, le footballeur Eric Cantona a été réintégré dans l'effectif et devait reprendre l'entraînement mercredi 1^{er} novembre. Il avait fait l'objet d'une « mise à pied conservatoire » pour s'être battu dans les vestiaires avec son coéquipier Jean-Claude Lemoult à l'issue d'un match à Lille (le Monde des 27 et 28 octobre).

COMMUNICATION

Malgré la reprise du travail

M. Maxwell décide la fermeture de l'Agence centrale de presse

Malgré la reprise complète du travail par le personnel, M. Maxwell a décidé de fermer définitivement l'Agence centrale de presse (ACP), dont son groupe est l'actionnaire majoritaire. Raison invoquée : « le déficit structurel » de l'entreprise et l'« intransigence » des salariés de l'agence, lesquels refusent d'arrêter le travail.

Ennuyé, incrédule, indigné... Les cent vingt salariés de l'Agence centrale de presse (dont quatre-vingt-dix journalistes) ont vécu un mardi 31 octobre mouvementé. En milieu de journée, une assemblée générale avait décidé de recadrer le blocage de certaines « dépêches (synthèses et papiers programmes) », entamé lundi pour protester contre le refus de la direction de communiquer au personnel un « plan de relance » préparé par le nouveau président, M. Alain Comte (le Monde des 27 et 31 octobre). En même temps, la direction réagissait par un communiqué évoquant l'éventualité d'une fermeture de la seconde agence de presse française (après l'AFP) si le personnel ne renonçait pas à « immédiatement et publiquement » à cette « pression illégale et inadmissible ».

Peu de temps après, alors que le personnel se préparait à lever ce mouvement de grève perilleux, pour ne pas donner prise à la menace de lock-out, la nouvelle tombait, brutale, sous forme d'un communiqué. La direction, lisait-on, « n'a pas d'autre alternative que de fermer l'agence. Son actionnaire Maxwell Media SA à Paris, après tous les efforts consentis, ne peut pas dans ces circonstances continuer à financer les pertes structurelles de l'agence ». L'assemblée générale du personnel suspendait aussitôt le mouvement, et saisissait la direction pour qu'elle « accepte, dans le souci de renouer les fils du dialogue social, de présenter au comité d'entreprise du 2 novembre le plan de restructuration ». L'assemblée générale se prononçait aussi sur le principe d'un arrêt de travail à la même date, en cas de refus, et la saisie de la commission paritaire nationale de concertation prévue par la convention nationale des journalistes.

« L'ACP sera fermée par la faillite de l'intransigence de son

personnel », déclarait dans la soirée au Monde M. Robert Maxwell, affirmant sa décision irrévocable. « Cette affaire perd de l'argent depuis des années. Chaque franc de recette s'accompagne de 2,50 francs de dépense ». Pour le magnat britannique de la presse — dont le groupe détient 66,8 % de l'ACP — l'histoire de l'agence sous sa forme actuelle est donc « un chapitre clos », et au conseil d'administration devra en entériner dans les plus brefs délais la fermeture. Toutefois, « si quelque chose peut être fait après le naufrage de l'ACP », M. Maxwell n'exclut pas totalement d'étudier la recréation d'une agence, mais « dans de nouvelles circonstances ». « Cela suppose toutefois que nos clients aient besoin des services de l'agence, et qu'ils soient prêts à lui payer un juste prix : cela suppose aussi que le personnel consente les efforts nécessaires ».

M. Maxwell désigne ainsi comme responsables, au moins

autant que le personnel, les clients de l'ACP — quotidiens de province, radios et télévisions — qui ont participé à la construction de l'agence depuis sa fondation il y a trente-huit ans. Et il n'est sans doute pas mécontent de saisir l'occasion d'une action du personnel — paradoxalement plus timide, et peut-être plus maladroite, qu'une vaine grève — pour stopper par suspension l'hémorragie financière que les pertes de l'agence causent à son groupe — presque 100 millions de francs en trois ans, selon lui.

Une « décision précipitée »

Ticket d'entrée de M. Maxwell sur la scène française des médias, en 1986, promise dans les discours maxwelliens d'élans à de grands développements, l'ACP prend maintenant des allures de ticket obité, M. Maxwell, ayant entre-temps réussi son entrée dans TF1 et une percée dans l'édition

aux Etats-Unis, ne veut plus en porter le poids.

Syndicats et personnels de l'agence dénoncent une « décision précipitée » qui « porte atteinte à la pluralité des sources d'information en France » et en appellent aux pouvoirs publics et à la profession. Même si M. Maxwell observe que « dans tous les autres pays il n'existe qu'une seule agence » et que la disparition de l'ACP « n'est pas dangereuse pour le pluralisme », la question se pose effectivement que les pouvoirs publics ne pourront ignorer. Le personnel, lui, se refuse à admettre le diktat de sa direction, et assurait dès mardi soir la production habituelle complète de l'agence. « L'ACP continue, elle fonctionne, son personnel est sur le lieu de travail et assure le service normal », déclarait un délégué syndical. Il en sera de même dans les jours qui viennent, à moins que M. Maxwell ne ferme les portes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Une histoire mouvementée

L'Agence centrale de presse est née en mars 1981 de la volonté conjointe de plusieurs quotidiens de province de « développer l'information en direction et en provenance des régions » à partir d'un bureau parisien. Georges Lussac, du *Provençal* de Marseille, avait eu l'idée de réunir les bureaux parisiens de ce quotidien et ceux du journal illois *Nord-Matin*, bientôt rejoint par le *Bourgeois* républicain de Dijon (devenue les *Dépêches*) et la *Montagne* de Clermont-Ferrand.

L'ACP devient peu à peu une agence de presse d'informations générales, notamment à l'occasion de la guerre d'Algérie, et ouvre des bureaux en Afrique du Nord. Elle se définit pourtant, durant ses vingt premières années, comme « une agence de complément » (son rapport à l'AFP, diffusé essentiellement vers ses clients des médias personnalisés à la demande).

Son réseau est complété à partir de 1972 par des accords de

coopération avec l'agence britannique Reuters, qui lui a fourni jusqu'à tout récemment ses nouvelles internationales en échange de son fil français. L'agence, dont la clientèle se limite alors à une dizaine de quotidiens, voit ainsi doubler en quelques mois le nombre de ses abonnés.

En 1983, RTL et RMC deviennent actionnaires. Parallèlement, l'ACP enregistre au cours de l'année un déficit de 3,85 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,2 millions de francs, notamment en raison du désabonnement de quatre grands quotidiens régionaux. L'agence cherche donc de nouveaux partenaires. En décembre 1988, dans une situation critique, l'ACP est reprise par le groupe Maxwell, qui en devient propriétaire à 66,8 %. L'agence annonce alors un nouveau développement sous la houlette de M. Ian Maxwell, fils du patron britannique, président du conseil d'administration, et de M. Michel

Burton, lequel démissionne en août dernier en espérant trouver, en vain, une solution de reprise. L'affaire, en effet, est difficile, le déficit pour l'année 1988 s'élevait à 20,8 millions de francs pour 31,7 millions de francs de chiffre d'affaires.

Il y a encore un an, M. Robert Maxwell affichait pourtant un bel optimisme au sujet de l'ACP. Au Monde, qu'il interrogeait sur la vocation qu'il entendait assigner à l'agence, il répondait, le 15 novembre 1988 : « Une mission européenne, à la fois sur l'image et l'écrit. Car cette nous fait quasiment défaut en Europe (...). L'AFP ? C'est une brave agence, mais qui n'a pas les ressources lui permettant de prétendre à un mouvement mondial. Je suis convaincu que l'ACP les aura. Si des partenaires, en France ou en Europe, veulent s'associer à ce projet d'agence européenne, moi j'ai suis prêt... »

SPORTS

TENNIS : Open de Paris-Bercy

Noah reprend du service

moûtés en affirmant un barbu dans sa maison de campagne des environs de Paris. Et il a vraiment eu besoin d'encouragement en la circonstance.

Thomas Muster n'a pas été loquace en Floride en mars dernier, pour retourner la situation en sa faveur après un départ un peu laborieux. L'Autrichien est en effet resté un expert dans l'art de faire « cavalier » ses rivaux. Sa balle, lourde, profonde, passe sans arrêt d'un coin à l'autre du court. Et il faut un brin de témérité d'audace pour tenter d'aborder l'échange au filet sans un passing shot, en particulier de revers, est précis. Contre un tel joueur Noah n'a actuellement qu'un argument à faire valoir : son service. Il fut excellent (16 aces, dont le point de la victoire), mais il faiblit en début de deuxième manche alors même qu'il venait de remporter ses trois précédents engagements blancs. Cela suffit à Muster pour égaliser une manche partout.

Noah commença alors à montrer des signes de fatigue. Il prenait de plus en plus de temps pour récupérer,

tandis que l'Autrichien faisait tout pour maintenir le rythme, servant même sans attendre le retour du silence dans la salle. Mais, au moment où Muster semblait tenir la victoire en main, la partie bascula une fois encore. Alors que ses revers avaient jusqu'alors été les coups les plus redoutables pour Noah, l'Autrichien en expédia quatre de rang dans le filet qui lui firent perdre son premier engagement de la troisième manche.

C'était une bonhe de sauvetage pour Noah. Et c'était un signal d'alarme pour Muster. Car ces fautes-là, il les a commises pour la même raison qu'un débutant : il n'a pas pu les gérer. Toute la question était de savoir pourquoi ? Parce qu'il était simplement fatigué ou bien parce qu'il avait mal aux tendons croisés ? La véritable malchance de Muster — qui s'est confirmé mardi soir posséder une palette assez riche pour réussir au meilleur niveau en dépit de sa déficience — serait maintenant de créer un traumatisme irréversible à ses tendons en ayant repris trop tôt et trop fort la compétition.

ALAIN GRAUDO

Malaise chez les joueurs

Les joueurs engagés dans le Tournoi de Paris-Bercy avaient prévu de passer la soirée de mercredi 1^{er} novembre en participant à une réception. Mais les sept des dix meilleurs joueurs mondiaux qui sont présents dans la capitale n'ont pas trop la tête aux mondainetés. Les perspectives du tennis en 1990 les inquiètent, notamment depuis que la Fédération internationale a annoncé l'organisation d'une coupe du grand chelem dotée au-delà de l'imaginable (6 millions de dollars dont 2 au vainqueur). Au lieu d'aller dîner, ils vont donc se réunir pour discuter.

Au centre de leurs préoccupations : le calendrier du Tour ATP qui n'est pas allé rapporté à celui du Grand Prix et les désignations des dix meilleurs dans les tournois les plus importants. Après avoir provoqué l'écroulement du système, les joueurs se rendent-ils compte de l'impact que représenterait une gestion du jeu par toutes les parties concernées ? Yannick Noah est de ceux qui se demandent s'ils ont eu raison de faire entièrement confiance à l'ATP pour réorganiser le tennis sur le modèle du golf.

Résultats du mardi 31 octobre

Premier tour

B. Gilbert (E-U, n° 7) b. P. Korda (TCH, n° 58) 6-4, 7-6, 6-3 ; R. Agnelli (WAL, n° 38) b. P. Cas (ITA, n° 27) 7-6, 7-5 ; B. Becker (RFA, n° 2) b. M. Snijder (TCH, n° 122) 6-3, 6-3 ; J. Hasek (SUL, n° 14) b. T. Mayotte (E-U, n° 12) 2-6, 6-3, 6-3 ; M. Meek (TCH, n° 24) b. E. Sanchez (ESP, n° 20) 6-2, 6-2 ; Y. Noah (FRA, n° 16) b. T. Muster (AUT, n° 22) 7-6, 3-6, 6-4 ; W. Mesner (AUS, n° 66) b. K. Carren (E-U, n° 18) 7-6, 6-4.

(Entre parenthèses la nationalité et le classement ATP des joueurs.)

COMMUNICATION

La France et l'Allemagne adoptent une déclaration commune sur la future chaîne culturelle

L'épineux problème de la diffusion de la SEPT

La longue gestation de la chaîne culturelle franco-allemande a franchi une étape importante, mardi 31 octobre, avec l'adoption à Paris d'une « déclaration commune » aux deux Etats. La future chaîne - dans laquelle doit se fonder l'actuelle SEPT - devrait voir le jour « au plus tard au 1^{er} janvier 1991 ».

Complexe, l'édifice juridique dévolé mardi, repose sur un trépied. A Paris, la SEPT redonne la télévision qu'elle était à sa création. Outre-Rhin, une structure identique sera mise en place par les deux chaînes publiques, l'ARD et la ZDF. Et à Strasbourg sera installé le siège de la future chaîne, sous la forme d'un groupement d'intérêt économique, ou d'une société anonyme.

Ce montage sera parachevé par la signature, au printemps prochain, d'un traité franco-allemand garantissant l'« indépendance » de la nouvelle entité. Une indépendance voulue avec beaucoup d'opiniâtreté par les négociateurs allemands, soucieux de soustraire la nouvelle télévision aux étreintes de la politique audiovisuelle française et allemande, et de la faire échapper à l'exception notable du cinéma - aux rigueurs de la réglementation hexagonale. Pour financer le tout, chacun des deux partenaires versera 60 millions d'euros par an (420 millions de francs environ) que les chaînes publiques allemandes financeraient par l'emprunt en attendant de pouvoir bénéficier en 1993, d'une augmentation de la redevance.

Cinq millions de foyers

Ainsi constituée et dotée, la chaîne franco-allemande sera mise en service, le 1^{er} janvier, d'une télévision culturelle européenne. « Nous sommes favorables à l'entrée de nouveaux partenaires », a affirmé, au cours d'un entretien avec la presse, M. Lothar Späth, ministre-président de Bade-Wurtemberg et chef de la délégation germanique (l'audiovisuel est en Allemagne de la compétence des Länder). Les Belges, les Suisses et les Espagnols frappent, d'ailleurs, déjà à sa porte.

Mais, en attendant, les Allemands exigent des Français - initiateurs du projet - une participation totale et, particulièrement, dans le domaine de la réception. Pourquoi la France diffuserait-elle ses émissions sur le territoire allemand, interrogent les professionnels d'outre-Rhin, si l'Allemagne fédérale ne peut en faire autant, faute

de... récepteurs dans l'Hexagone ?

Déjà diffusée par le satellite TDF 1 et, bientôt, par le satellite allemand Kopericus, la chaîne culturelle peut être rapidement reçue par 5 millions de foyers câblés allemands. Alors que les lecteurs du câble français ajoutés aux décodeurs de TDF 1 limitent à 200 000 ou 250 000 le nombre de foyers français susceptibles de capter la chaîne aujourd'hui. Les responsables de l'ARD et de la ZDF se sont faits l'écho à plusieurs reprises de ce déséquilibre. Tout comme M. Späth, qui s'en est récemment ouvert par lettre à M. Jack Lang. Ces plaintes et revendications rencontrent celles de M. Jérôme Clément, président du directeur de la SEPT, qui milite pour l'octroi à sa société de fréquences hertziennes (Le Monde du 7 juillet).

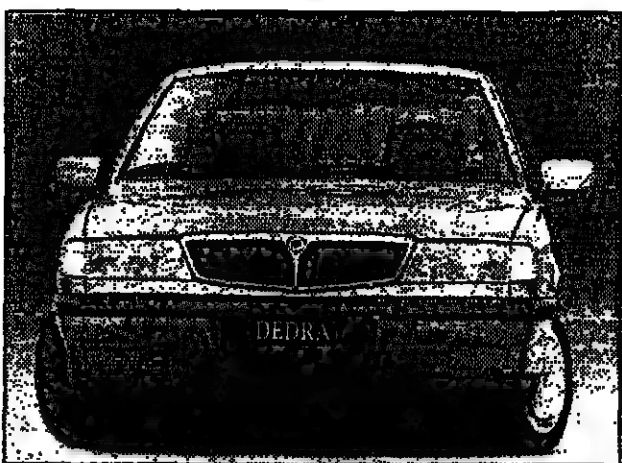
De ces inquiétudes, la déclaration commune, rendue publique mardi, ne se fait pas l'écho, mais M. Jack Lang a qualifié, d'« engagement formel et de volonté politique » la résolution de la France à améliorer les conditions de réception. Ces propos ont toutefois été immédiatement tempérés par M^{me} Catherine Tassot, ministre déléguée à la communication, qui s'est contentée de parler du récent « déblocage » du câble, de l'expansion industrielle du satellite TDF 1 ainsi que des accords - en cours de négociation - entre la SEPT et FR 3.

La différence de tonalité entre les deux discours n'a, semble-t-il, pas échappé à la délégation allemande. La déclaration commune franco-allemande va-t-elle donc relancer la bataille autour du septième réseau ?

PIERRE-ANGEL GAY

AUTOMOBILE

LANCIA DEDRA : des regrets et des satisfactions



D'ici une quinzaine de jours seront distribués en France les DEDRA de Lancia, des berlines à trois volumes qui prennent la place des Priami qui, à vrai dire, leur ressemblaient beaucoup.

Lancia, qui a su faire voir quelques années, dans la tradition de la marque, des modèles sportifs particulièrement attachés, semble avec la Dedra succomber aux exigences gestionnaires de notre époque, que l'on pourrait définir ainsi : beaucoup pour peu d'investissement.

Sans doute aux préoccupations financières et au rôle que doivent jouer les marques à l'intérieur d'un même groupe fait-il ajouter au cahier des charges attaché à une voiture l'évolution de la conduite que l'on nous impose aujourd'hui sur les routes en Europe. Ceci explique peut-être cela, on regrettera tout de même les joies qu'autrefois on pouvait connaître au volant d'une Lancia. Elles ne semblent pas aujourd'hui au rendez-vous.

Pourtant, tous les ingrédients sont réunis dans la nouvelle voiture, bâtie a priori pour les performances : CX (coefficient de pénétration dans l'air) spectaculaire, fixé à 0,29, gestion électronique des trois moteurs à essence sans plomb et à injection (1581 centimètres cubes, 8 CV fiscaux - pour 90 chevaux à 5 800 t/m ; 1758 centimètres cubes, 10 CV pour 110 chevaux à 6 000 t/m ; 1995 centimètres cubes, 11 CV pour 120 chevaux à 5 750 t/m).

Aussi, c'est à la 2 litres diesel suralimentée, dont la modeste classification fiscale se situe à 5 CV pour 82 chevaux moteur,

qu'il nous faut préférer. Curieux choix pour un amateur de Lancia, d'ici-là, tourné plus vers le « pointu » des merveilleuses machines d'autrefois que vers les berlines au fuel.

Il reste que cette version, de consommation plus que raisonnable - dans les 5 litres de gazole au 100 kilomètres parcourus - apparaît à la route parfaitement adaptée. Les 2 litres du moteur turbocompressé prennent leur couple maximum (19 mkg) dès les 2 400 t/m, les suspensions à roues avant et arrière indépendantes (sur toutes les versions, avec possibilité d'un système à commande sur le moteur 2 litres à essence), son freinage efficace et surtout son confort de conduite assurent les longues routes sans histoires.

La version diesel bénéficie en outre d'un aménagement intérieur comparable à celui qui a été retenu pour les modèles à essence. Si la garniture du tableau de bord en bois de rose fera grincer des dents les incrédules de la rive de la rive, il reste que les sièges et l'habillage - tissu ou cuir - réchauffent l'atmosphère. Reste à savoir si cette nouvelle Dedra à trois volumes, très proche en gabarit des Thema, ne va pas quelque peu chatoier le succès du modèle haut de gamme de la marque.

C. L.

★ Prix Dedra Modèles essence 1,6 litre : 95 500 francs. 1,8 litre : 107 000 francs ; 2 litres : 129 000 francs ; Turbo diesel 2 litres : 115 000 francs (prix approximatifs). En option, sur le 2 litres essence (série), ABS : 7 900 francs.

CARNET DU MONDE

Décès

Charles et Edouard Knoll, Yvonne, Evelyn, Isabelle et Laurence Knoll. Les familles Knoll, Goldberg, Fleischman et From, ont la douleur de faire part du décès de

Sessel-Sophie KNOLL, née Goldberg,

survenue le 31 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 novembre 1989, à 16 h 15, au cimetière Montparnasse (porte principale), 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

— M. Boris V. Volkoff et son épouse, M^{me} Marie Lépine-Volkoff,

à Montréal, M^{me} Nathalie Ney-Mouravieff,

à Tokyo, M^{me} Schomilleff-Mouravieff,

à San-Francisco, et les enfants,

M^{me} Irina Barry, à Istanbul,

Les familles parentes, alliées et amies,

à Joliette, Montréal, Québec, Genève, Paris, Moscou et Rostov-sur-le-Don, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} Larissa MOURAVIEFF, née Bassoff,

leur bien-aimée mère, belle-mère, tante, grand-tante et parente,

emportée à leur affection, le 24 septembre 1989, à Montréal, des suites d'une douloureuse maladie.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité au cimetière orthodoxe russe de Rawdon.

La cérémonie du quarantième jour aura lieu en la cathédrale orthodoxe Saint-Pierre-et-Paul de Montréal, le vendredi 3 novembre.

Une affectueuse pensée et une prière sont demandées à ceux et à celles qui ont aimé M^{me} Larissa Mouravieff, connue et appréciée pour son rôle important qu'elle a joué à Genève en sa qualité de directrice fondatrice de l'école de danse classique L. Mouravieff et d'auteur d'un *Traité de danse classique*, qui fait autorité en la matière depuis plus de quarante ans dans le monde.

M^{me} Mouravieff était la veuve du professeur Boris Mouravieff, privat-docent de l'université de Genève, homme de lettres et philosophe, auteur de *Genèse* et autres ouvrages éssotiques et historiques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domicile : 1115, boulevard O'Brien, Ville Saint-Laurent, Montréal, Canada H4L 3V8.

Nous sommes très touchés par la réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prions de vouloir bien nous en excuser.

— M^{me} Georges Liados, son épouse, M. et M^{me} Antoine Telles-Arcenas, ses enfants, Guillaume et Agnès, Les familles Morand et Soris, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LIADOS,

survenu à Paris, le 23 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 26 octobre.

118, avenue Jean-Jaurès, 92120 Montrouge.

— M^{me} André Malet, son épouse,

M^{me} Paul Malet, sa fille,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André MALET,

professeur à l'université de Dijon, docteur ès lettres, docteur ès théologie.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 3 novembre 1989, à 10 h 45, au temple protestant de Dijon.

2, rue Claude-Bernard, 21000 Dijon.

Remerciements

— M. Guy Roger et sa fille, M. et M^{me} Alain, M. et M^{me} Roger, très sensibles aux nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus lors du décès de

Claude ROGER, née Allaire,

remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Pour l'anniversaire de la mort de

M^{me} veuve René BÉROARD, née Jeanne de Thomassin de Montfau,

une pensée ou une prière est demandée par

Sa fille, M^{me} Gallois, née Hélène Béroard.

— Benoît CAMAU

aurait aujourd'hui vingt ans.

Il est né le 2 novembre 1969.

Il nous a quittés le 24 juillet 1982.

— (B.H.). En souvenir de l'affection, de l'amitié et de la fidélité de

Engèle Yonda MOATTI (z.l.), ingénieur des Mines,

décédé il y a douze ans.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent par la pensée à M^{me} V. Tebli et G. Azoulay, et à ses frères et sœurs de Paris, Toulouse et Jérusalem, qui l'associent au souvenir de leur frère Jean et de leurs parents David et Rose Moatti (z.l.) de Milana.

PARIS EN VISITES

JEUDI 2 NOVEMBRE

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lamoignon).

« Le Louvre, de la crypte archéologique à la Pyramide », 11 heures et 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (M. Polver).

« L'Hôtel des abbés de Cluny », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Belle-Chasse, sous le rhinocéros (Arts et Spectacles).

« Le nouvel Opéra, sa salle de spectacles, son quartier », 14 h 15, place de la Bastille, devant le Tour d'Argent (M. G. Lottier).

« Le Marais, de Sully au Palais National », 14 h 30, 62, rue Saint-Anne (Sauvegarde du Patrimoine).

« La Concorde restaurée », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Roman).

« Des Bâtiments-Châteaux au bassin de la Villette », 14 h 30, métro Botzaris (Paris pittoresque et insolite).

« La Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (C. Martel).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réouverture du Musée).

« L'Hôtel de Launay », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Bannaud).

« Trésor d'influence, meubles de laque et goût exotisme-oriental, dix-septième et dix-huitième », 16 heures, entrée de l'exposition, 58, rue de Richelieu (L'Art pour tous).

« Exposition : bijoux Cartier », 15 heures, hall du Petit Palais (M. Heger).

« George Sand, Chopin et leurs amis dans la Nouvelle Athènes », 15 heures, 16, rue Chaplat (D. Bouchard).

« La Sorbonne, Histoire de l'Université et du Quartier latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Le siège du Parti Communiste, chef-d'œuvre d'O. Niemeyer », 14 h 30, métro Colonne-Robert.

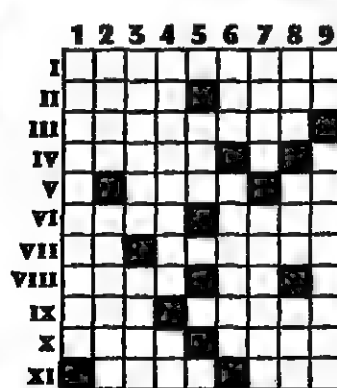
« La Sainte-Chapelle du roi Saint-Louis, trésor de l'art gothique », 14 h 30, à l'entrée, par le Palais de justice (pour les jeunes).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « L'Europe manifeste, voyages, échanges, circulation des gravures », par J. Thion (Mansart et manifestes).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5122



HORIZONTALEMENT

I. Est plus petit que le bouc. — II. Est parfois de passage. Qui n'a pas besoin de compter. — III. Qualifie un champ qui a donné lieu à une théorie. — IV. C'est un monde ! — V. De grosses tranches. Monte souvent quand ça va mal. — VI. Fit bon poids. Peut s'agiter pour un oui ou pour un non. — VII. Un suffixe diminutif. Des pièces très sombres. — VIII. Mai de chien. Une bande. — IX. Donnait de mauvais conseils. Ne perce pas le caoutchouc. — X. Pays. Bahut anglais. — XI. Peu-

vent remplir des poches. L'Alsace et la Lorraine.

VERTICALEMENT

1. Grande, c'était tout le milieu. — 2. Passé à l'huile. Se déplace plus facilement que le phoque. — 3. Qui ont donc un emploi. S'occupe des affaires des autres. — 4. Des bruits qui courent. Berceau pour des princesses. — 5. Fétide, chez le pharmacien. — 6. Comme un frère qui assure le service. Emplacement pour le bide. — 7. Etre à l'ouvrage. Produit de fermentation. — 8. Pas innocent. Soustrait. Ille. — 9. Apparu. Travaillait à la corde.

Solution du problème n° 5121

Horizontalement

I. Pressing. — II. Haleine. — III. Osa. Géole. — IV. Tennis. An. — V. Ou. Us. Am. — VI. Gré. Bombe. — VII. Emoi. — VIII. Arôme. Une. — IX. Pelé. Prêt. — X. Hie. io. Ré. — XI. Enliras.

Verticalement

1. Photographe. — 2. Raseur. Rain. — 3. Elan. Ecoles. — 4. Se. Nu. Ma. — 5. Sigisbée. II. — 6. Inès. Om. Poe. — 7. Néo. Amour. — 8. Lambinera. — 9. Génie. Etés.

GUY BROUTY

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Sociétés civiles « Les Rédacteurs de Monde », Société anonyme des Indes du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les interruptions et la date du Monde au (1) 45-47-90-41.

Impression de Le Monde : L. M. G. G. 93210 VELY
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TEL : (1) 42-47-96-72

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

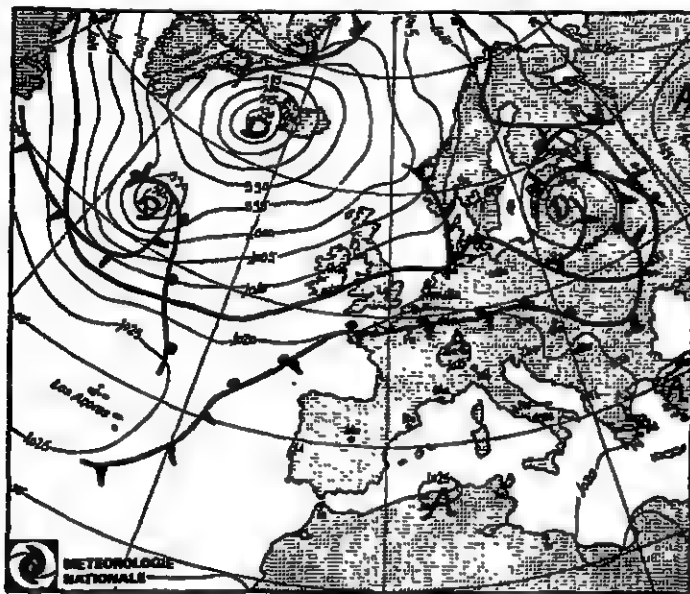
507 09

حکومت الناصر

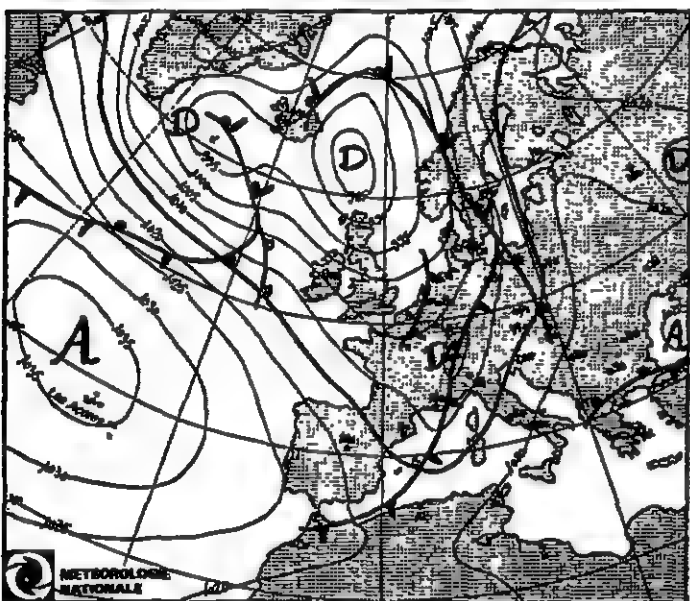
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1^{er} NOVEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 1^{er} novembre 1989 à 0 heure et le jeudi 2 novembre à 24 heures.

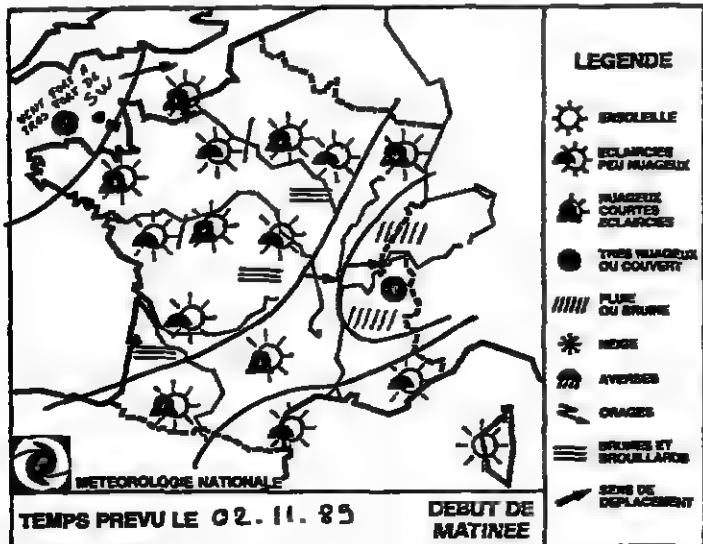
Une première perturbation traverse le pays mercredi et dans la nuit de mercredi à jeudi. Une dépression se déplace de la mer du Nord vers le Nord-Ouest où elle pluviera à nouveau, avec toujours du vent fort. Vendredi, encore de la pluie (sauf en Méditerranée) et un temps plus frais.

Jeudi : nuages et éclaircies. Dans le Nord-Ouest, pluie et vent.

En Bretagne, en Normandie et Nord-Picardie, dans les Pays de la Loire, le vent du sud-ouest sera très sensible. Modéré (parfois assez fort) dans l'intérieur, il sera fort - jusqu'à 80 km/h - sur les côtes de la Manche. On aura de belles éclaircies en matinée, mais bien vite la pluie - parfois assez marquée - débute à la pointe de Bretagne, et gagnant au fil des heures l'ensemble de ces régions. Au soir, en Bretagne, en Vendée et en Basse-Normandie, fin de la pluie avec

l'apparition d'un peu de soleil, mais le vent soufflera toujours. Sur la majeure partie de pays, c'est un ciel nuageux qui va prédominer. Beaucoup de nuages le plus souvent, mais aussi des éclaircies. Pas de pluie, hormis le matin sur le Jura et le nord des Alpes (neige en altitude vers 2 400 mètres). Dans le Sud-Ouest, le Centre, le Limousin, le Bourgogne, le Champagne, les éclaircies matinales seront assez belles, mais il y aura du brouillard. C'est près de la Méditerranée qu'on trouvera le ciel le plus dégagé. Les nuages seront cependant de retour l'après-midi (sauf en Corse), mais ils ne cacheront pas tout à fait le soleil.

Les températures maximales seront douces pour la saison, de 8 à 10 degrés. Près de la Manche et près de la Méditerranée, il fera de 10 à 12 degrés, mais dans l'intérieur, en Provence, ainsi que dans le Limousin et le Morvan, il fera de 5 à 7 degrés. L'après-midi, à l'est de 14 degrés près de la Manche à 20 degrés dans le Sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés			
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-10-1989 à 6 heures TU et le 1 ^{er} -11-1989 à 6 heures TU			
FRANCE			
ALGER	22 16 N	TOULOUSE	17 13 P
BARCELONE	19 10 N	PARIS	19 7 D
BORDEAUX	23 9 S	POitiers	22 24 D
BREST	18 10 N	STRASBOURG	17 13 P
CAEN	16 12 P	LYON	17 13 P
CHERBOURG	16 10 P	LIÈGE	17 13 P
CLEMONT-FE	18 7 D	BRUXELLES	17 13 P
COCOT	16 12 C	COLOGNE	17 13 P
GENÈVE	22 9 D	BERNE	17 13 P
LILLE	17 11 P	GENÈVE	17 13 P
LONDRES	18 9 D	PARIS	19 7 D
LYON	17 13 P	POitiers	22 24 D
MARSEILLE	23 11 C	STRASBOURG	17 13 P
NANCY	16 12 F	TOULOUSE	17 13 P
NANTES	17 13 P	VAL D'AOSTE	17 13 P
NICE	21 15 C	VALENTIGNEY	17 13 P
PARIS-MONTS	18 14 P	VERDUN	17 13 P
PERPIGNAN	24 9 D	VIENNE	17 13 P
RENNES	20 14 P		
ST-ETIENNE	17 7 N		
STRASBOURG	16 11 C		

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mati. Signification des symboles : P Signal dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ Ou peut voir ■ Ou pas manquer ■ ou ■ Chef-Pour ou classique.

Mercredi 1^{er} novembre

TF 1

BEDOS AU ZENITH
10 NOV AU 3 DEC
RESERVATIONS: 42 40 01 01

20.45 Variétés : Sacré soirée.
Invités : Guy Bedos, Anne Sylvestre. Variétés : Liza Minnelli, Daphné Lemoine, Patsy, Kaoma, Les Innocents. Séquence musicale : Stone et Charden.
22.35 Sport : Football.
En duplex, les meilleurs moments de : Juventus-PSG et de Dynamo Berlin-Monaco.
0.10 Journal et Météo.
0.30 Feuilleton : Haimet.
1.30 TF 1 nuit.

A 2

20.40 Téléfilm : Vie de star (1^{re} partie).
De Larry Pearce.
22.30 Magazine : Place publique.
Thème : Où va le tunnel sous la Manche ?
Quand le sera grand.
Invité : Bernard-Henri Lévy.
Informations : 24 heures sur le 2.
23.40 Météo.
23.45 Sport : Tennis.
Quatrième Open de la Ville de Paris, à Bercy.
0.56 Solécisme secondes.
Isabelle Rosselin, comédienne.

FR 3

20.35 Opéra : Le chevalier à la rose.
De Richard Strauss, par les chœurs et

l'orchestre du Royal Opera House à Covent Garden, dir. Georg Solti. Diffusé en simultané et en stéréo.
23.55 Journal et Météo.
0.20 Musiques, musiques.
Le carnaval romain, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de Montréal, dir. Charles Dutoit.

CANAL PLUS

20.00 Sport : Football.
Match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions (2^e tour) : Athlético-Madrid, en direct d'Athènes.
21.45 Sport : Football.
Match retour de la Coupe d'Europe (2^e tour) : Real Madrid-Milan AC, en direct.
23.25 Flash d'informations.
23.30 Téléfilm : Le manoir de la peur.
1.05 Cinéma : L'affaire d'une nuit.
Film français d'Henri Verneuil (1980). Avec Pascale Petit, Roger Hanin, Pierre Mondy.

LA 5

20.40 Série : Sur les lieux du crime.
22.25 Série : La loi de Los Angeles.
23.25 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Série : La brigade des mineurs.
1.35 Feuilleton : Comment ne pas épouser un milliardaire.

M 6

20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Pompiers de charmes.
22.10 Magazine : Culture pub.
22.40 Documentaire : Les chemins de la guerre.
S. Le Japon.

23.30 Six minutes d'informations.
23.35 Top of the pops.
23.55 Variétés : Fréquenter.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.35 Feuilleton : Sainte-Thérèse d'Avila. (1^{re} épisode).
21.35 Série : It's our world (1).
22.05 Magazine : Dynamis.
22.35 Documentaire : Jazz à Paris.
De Franck Cassini.
23.30 Théâtre : Ivanov.
Pièce d'Anton Tchekhov.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire la langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Les bords de Merne.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné en 1985 à Covent Garden) : Le chœur à la rose, de R. Strauss, par le chœur et l'orchestre du Royal Opera House, dir. Georg Solti. sol. : Anne Howells, Kiri Te Kanawa, Aage Haugland, Kim Begley, John Gilby, Robert Tear, Cynthia Bowen, Denise O'Neill, Jonathan Summell, Barbara Bonney, John Dobson (en simultané avec FR 3).
23.07 Jazz-club. En direct du Jazz Club Lionel Hampton, à Paris : La quintette de trompettes Red Rodney, avec Dick Oatts (saxophone), Gary Davis (piano), Jay Anderson (contrebasse), Paul Kravitch (batterie).

Jeudi 2 novembre

TF 1

14.30 Série : Les chevaliers du ciel.
15.20 Série : Tribunal.
15.50 Variétés : La chance aux chansons.
16.20 Quatuor à Vincent.
16.30 Feuilleton : En cas de bonheur.
16.55 Club Dorothée vacances.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
20.40 Téléfilm : Le crime de Neuilly.
De Claude Berio.
22.15 Documentaire : D'amour et de sexe.
De Bernard Baudouin. 2. Les hommes.
23.10 Magazine : Futur's.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Série : Intrigues.
0.30 Série : Mémoires.
1.00 TF 1 nuit.

A 2

14.15 Série : Espionne et taise-toi.
15.15 Sport : Tennis.
Quatrième Open de la Ville de Paris, à Bercy.
17.45 Magazine : Graffiti 5-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.35 INC.
20.40 Cinéma : Diabolo menthe.
Film français de Diane Kurys (1977). Avec Odie Michel, Élodie Kervas.
22.15 Flash d'informations.
22.20 Documentaire : Quand la Chine s'éveille.
O'Han Pysanika, 1988. Le monde tremble.
Quand le sera grand.
Invité : Jacques Ségué.
23.20 Informations : 24 heures sur le 2.
Avec le magazine européen Puisseance 12.
23.40 Météo.
Solécisme secondes.
Laurent Diénot, historien.
23.45 Documentaire : Gotta dance, gotta sing.

FR 3

14.00 Magazine : Epona.
14.30 Magazine : Dedou babou.
15.00 Feuilleton : A cœur ouvert.
15.25 Magazine : Télé-Caroline.

Vidéo look : Mon héros préféré : Cinéma, théâtre, livres ; Attraction ; Top stories...
Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Amuse 3.
Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.58 Dessin animé : Kibbo.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : Elle court, elle court, la belle vie.
Film français de Gérard Philp (1973). Avec Martine Keller, Jacques Higelin.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Sport : Tennis.
Quatrième Open de la Ville de Paris, à Bercy.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Hope and glory. 1986.
Film britannique de John Boorman (1987).
15.30 Cinéma : Ada dans la jungle.
Film français de Gérard Zingg (1988). Avec Richard Bohringer, Issach Benbarok.
17.00 Magazine : Rapido.
Rediffusion de l'émission du 29 octobre.
Cabinet cadavre.
17.25 En clair jusqu'à 20.30.
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : The big easy. 1986.
Film américain de Jim McBride (1986).
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Les enfants du silence. 1988.
Film américain de Randa Haines (1988) (v.o.).
Cinéma : La chose à deux têtes. 1988.
Film américain de Lee Frost (1972).
1.35 Documentaire : George Adamson, le seigneur des lions.
2.20 Série : Mister Gun.

LA 5

14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Kung fu.
16.45 Dessins animés.
18.50 Journal images.
Série : Happy days.
19.30 Le bar des ministères.
20.00 Journal.
20.40 Téléfilm : Comment tomber toutes les filles.

22.20 Série : Deux flics à Miami.
23.30 Magazine : Déjà.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Série : La brigade des mineurs.
1.35 Feuilleton : Comment ne pas épouser un milliardaire.
2.25 Tendresse et passion (bapt.).
2.58 Le journal de la nuit.

M 6

13.45 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
17.05 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Le frelon vert.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Cinéma : Qui est-ce qui fait courir les crocodiles ?
Film français de Jacques Potin (1970). Avec Michel Bernabé, Françoise Blanchet, Jean Poiret.
22.00 Série : Brigade de nuit.
22.50 Série : Cinq d'abord !
23.20 Six minutes d'informations.
23.25 Midnight chaos.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Allemand.
16.30 Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.
17.15 Jazz soulless collection.
17.25 Documentaire : Travailler à domicile.
Documentaire : Wujiang, la vallée perdue.
De Yue Lu.
19.00 Documentaire : L'autre côté, documents interdits.
De Jean-Teddy Abél.
19.30 Documentaire : Claude Bérli rencontre Léo Castelli, marchand d'art (22). De Claude Bérli.
20.35 Feuilleton : Sainte-Thérèse d'Avila (2^e épisode). De Josephine Moles.
21.30 Série : It's our world (2).
22.00 Magazine : Mégamix.
De Martin Méseguier.
22.30 Magazine : Club sans nom.
De Jean-Marc Terrasse et Martin Méseguier.
23.30 Cinéma : École de l'amour. 1988.
Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1976).
1.05 Court métrage : Voyage à Sopot.
De Nant Dierckx.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 octobre au Grand Auditorium) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en si mineur op. 104, de Dvořák ; Symphonie n° 2, d'Ives, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Nelson, sol. : Lynn Harrell, violoncelle.
23.07 L'invité du soir. Sigfried Jerusalem, ténor.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le théâtre de l'Europe des Douze.
Lumière sur : Les hommes et les femmes d'un monde de campagne, de Guy de Maupassant ; Les signes, d'Edmond Rostand ; Grande Vacances, de Pol Grégoire.
21.30 Profils perdus. Pierre Loeb, un marchand de tableaux méconnus.
22.40 Nuits magnétiques. Les bords de Merne.
Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

Le Monde
FAIT L'OPINION ET LE RÉSULTAT DU JOUR
LA MÉTÉO DU MONDE
La météo du jour. Les révisions pour demain
Paris - Province - Étranger
MÉTÉO
36.15 L'ÉMISSION

ILE-DE-FRANCE

Une nouvelle façon de voir la rue

Les peintres redonnent la parole aux murs de la capitale

Un faucon rue Quincampoix, une gondoie près du canal Saint-Martin, une mer lunaire boulevard de Ménilmontant... Les peintres sont de plus en plus souvent invités à redonner couleur et vie aux murs aveugles de la capitale. Ils invitent le passant à voir sa ville avec un autre œil.

Avant tout, le mur peint est le résultat d'une nouvelle perception, plus riche, de la ville. Avant d'être le règne exclusif des monuments, dignes et historiques, pris en charge par une administration, et de la voirie, également avec son administration. Progressivement, on prend conscience que c'est entre ces deux espaces que vivent les Parisiens. Là où les immeubles sont banales, les espaces vides pas très verts, les vides abandonnés aux détritus et où les murs pigeons rappellent qu'il fut une époque où l'on avait oublié les vertus de l'alignement.

C'est alors que, durant les années 70, apparaît la notion d'espace public, espace pris en charge à Paris par la direction de l'aménagement urbain. Dans cet espace public, les murs pigeons qui sont de véritables plaques dans le tissu urbain lorsque sont mis à un des bâtiments qui n'auraient jamais dû être visibles.

Art politique

En 1971 apparaît l'un des premiers murs peints, en plein cœur de Paris, à l'angle des rues Quincampoix et Aubry-le-Boucher. Car pour une fois l'art a précédé la publicité : depuis 1943 et une loi limitant la surface publicitaire peinte, c'est la fin des célèbres Dubo, Dubon, Dubonet et l'avène-

plan programme pour l'Est parisien en 1983) et font partie du patrimoine de la ville. Le choix de l'emplacement est assez subjectif. « Je fais une tournée des murs que j'ai repérés ou qu'on m'a signalés », raconte Sylvie Pissin, ingénieur chargé des murs peints à la direction de l'aménagement urbain (DAU). Le nombre de personnes qui le verront n'est pas un critère. Un mur peint est fait pour ceux qui passent tous les jours. Il ne s'agit pas de travailler dans la ville en général, mais à l'échelle d'un quartier. « Et c'est ainsi qu'un mur peint extrêmement raffiné de Philippe Rebuffet est situé dans une rue enclavée, rue Nicolas-Appert.

« Quant au choix des artistes, il est fait par concours. Chaque année, la mairie organise une consultation pour quatre ou cinq murs entre trois ou quatre peintres peu connus. Chaque projet est payé. Pour les artistes connus, la commande leur est passée directement, sans concours.

Et c'est ainsi que, par une volonté politique, un art politique, au sens d'art de la ville, refait son apparition après une longue éclipse. Car, comme Ernest Pignon-Ernest a pu le dire, « l'art mural n'est pas un genre mineur. Le marché de l'art le considère sans doute comme tel, mais si la peinture sur chevalet a pris, depuis un siècle, cette ampleur légendaire, ce n'est, après tout, qu'un petit moment de l'histoire ». La vie d'une peinture murale est indissociable de celle de son support. Que peut faire un marchand de cela ? Plusieurs ont déjà disparu, ou ont été remplacés. Le piéton des Halles a été recouvert par un autre bâtiment ; un mur de Yehiel Rabnowitz, rue Amelot, a été blanchi ; l'escalier de Fabio Rieti, rue de Turbigo, au pied duquel jouait Yehudi Menuhin, est en cours de remplacement.

Mais c'est justement ce que ne veulent pas la plupart des artistes. La rue n'est pas un substitut du musée, et il n'est pas question de faire descendre l'art dans la rue, avec ce que cela comporte de paternalisme et de volonté pédagogique. Le public de la rue est aussi adulte que celui des musées. Et ce n'est pas pour augmenter le nombre de visiteurs dans les musées que la mairie de Paris finance les murs peints.

Une échelle plus vraie que nature

S'agit-il alors d'une nouvelle culture urbaine ? Peut-être. Dans les peintures les plus réussies existe un évident souci de rappeler, détourner ou magnifier l'esprit de

ble. Je veux qu'on la regarde pendant un certain temps. » Rue Saint-Fargeau, cet objectif est pleinement atteint. Sur un mur de caserne de pompiers, Philippe Rebuffet a créé un trompe-l'œil très sophistiqué au nouvel angle aigu du bâtiment et une nouvelle rue. « J'ai voulu magnifier la caserne en créant une fausse façade, tout en illustrant sa fonction », explique-t-il. Si bien qu'à l'aide de documents d'époque il a fait venir dans sa rue des pompiers et une grande échelle contemporains de la caserne. Et tout en haut du mur est perché un malheureux chat, que les pompiers vont chercher. « J'ai joué avec les dimensions. La trompe-l'œil pour le bâtiment, deux dimensions pour les pompiers, trois pour le chat. Je veux créer la surprise, l'émerveillement, pas l'agression. »



Tout comme la pornographie, la violence est proscrite sur les murs de la capitale, ainsi le vent la mairie, mais aussi le respect que l'on doit aux passants. Un mur peint n'est pas une affiche de cinéma. De même, les messages sont rares, ou discrets. Rue des Malmaisons, dans le treizième arrondissement, la peinture rappelle le caractère multiracial du quartier. Rue de Belleville, Ben a installé à demeure des ouvriers, qui eux-mêmes installent un grand panneau, support du message. Aujourd'hui, on y lit : « Il n'y a pas d'art sans liberté. » Hier, c'était : « Tout le monde peut avoir des idées. » Demain, on pourra en lire un autre.

Un platane, c'est beau

Le mur est souvent un prétexte au rêve, à l'utopie. Les limites de la ville sont oubliées. Boulevard de Ménilmontant, Irène Dedicova a imaginé un paysage lunaire, légèrement inquiétant. Rue Dussoubs, Berrin et Sanabria ont rappelé, avec leur ville imaginaire aux couleurs un peu criardes, six projets non réalisés d'architecture moderne. Rue Jenner, un papillon révé par Aillaud invite à prendre une route pastel.

A l'autre bout, la source d'inspiration peut être tout à fait banale. Un arbre par exemple. Mais les résultats sont totalement dissemblables. L'arbre de Gorse, rue de Bretagne, fait triste figure. Ses formes massives soulignées par des couleurs sans nuances sont rongées par la lierre. Il est voué à disparaître. Par contre l'ombre de l'arbre de Zanko, boulevard de Strasbourg, monochrome et discret, rappelle qu'un platane à Paris, c'est beau.

MARTINE KIS

* Une liste des murs peints de Paris est disponible à la direction de l'aménagement urbain, 17, boulevard Mortand, 75004 Paris. Tél. : 43-76-30-19.

Béton contre vieilles pierres

Versailles, ville fragile

M. André Damien, le maire de Versailles, part en guerre contre les projets immobiliers qui insidieusement défigurent la cité royale. A la guerre comme à la guerre, en marge des armes juridiques qui sont à sa disposition, il use parfois de « moyens illégaux », selon ses propres termes, pour convaincre les propriétaires d'immeubles de préserver le charme de leur ville.

Le cadre juridique de cette lutte entre béton et vieilles pierres est la mise en révision du plan d'occupation des sols (POS). Le document actuellement en vigueur, qui date de 1981, complète le plan de sauvegarde, beaucoup plus contraignant, qui met hors d'atteinte des démolisseurs le cœur historique de la ville, les quartiers Saint-Louis et Notre-Dame.

Un « pavillon » de quarante-quatre pièces

Lors de son adoption, le POS pouvait sembler suffisant pour préserver l'identité des vieux quartiers éloignés du château. Mais l'état de délabrement et d'inconfort des vieux immeubles a souvent justifié, de la part des promoteurs, un contournement habile des règles du plan. Examinés un par un, les projets sont séduisants, mais, mis bout à bout, ils ont déjà dénaturé certaines avenues et placettes caractéristiques de la cosse mais sobre architecture versaillaise. Le boulevard du Roi s'est banalisé, la Petite Place a perdu son âme, et les demandes de permis de démolir s'accumulent à la mairie. La mairie en réfléchit aux prix au mètre carré construits, conjuguée à l'interdiction des immeubles collectifs, a, par exemple, abouti à un projet de « pavillon individuel » de quarante-quatre pièces, posé sur une bande de terrain étroite en façade, mais très profonde. Il s'agissait en réalité d'un immeuble collectif horizontal déguisé, qui aurait épuisé jusqu'au dernier centimètre carré les possibilités que donnait le coefficient d'occupation des sols.

Cet exemple en dit long sur la précarité des petits hôtels particuliers et des jardins intérieurs de la ville. « Je ne me fais plus avoir par les promoteurs, leurs poutres apparentes et leurs pastiches pré-

tentieux », dit en souriant M. André Damien, auteur de nombreux ouvrages sur l'architecture de Versailles et membre de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Sans attendre la révision du POS, destinée à freiner la voracité des promoteurs en rendant les démolitions moins rentables que les réhabilitations, M. André Damien a déjà sauvé plusieurs vieilles maisons de la disparition. « Derrière le juridique, il existe une appréciation esthétique », explique-t-il. C'est là que l'usage de son baratin et de sa connaissance de l'architecture, au risque de tomber dans l'arbitraire, je le reconnais.

Déçu par le projet de restauration de l'auberge de la Boule d'or, M. André Damien a fait comprendre au nouveau propriétaire que la mairie ne délivrerait les permis requis qu'en échange d'un « sauvetage intelligent ». Et il a obtenu gain de cause en évitant un conflit juridique dans lequel, en tant que conseiller d'Etat, il aurait été à son aise.

Cette technique du coup par coup est appliquée par les services municipaux eux-mêmes. Aux confins des quartiers Saint-Louis et Notre-Dame, une école en béton armé a été habillée à la manière d'une maison bourgeoise. Rue Champ-Lagarde, la maison des musiciens italiens acquise par la ville a été confiée sans impératif de rentabilité à l'Union compagnonnique du devoir uni.

Saccage rampant

Sans ambages, M. André Damien annonce qu'il jouera de tous ses atouts pour arrêter le « saccage architectural rampant » dans l'attente de l'adoption du nouveau POS, qui sera effectué dans deux ans, et qui sera, sans nul doute, « étiqueté par ceux qui avaient calculé leur profit sur les anciens textes. »

Par avance, le maire leur répond que Versailles n'est pas Pompéi, mais qu'elle ne sera pas non plus une ville de banlieue défigurée par le béton. « Message semblé-il reçu, car depuis quelques mois les promoteurs se sont faits beaucoup plus discrets. »

PASCALE SAUVAGE

A Bonneuil-sur-Marne

Le premier hypermarché pour bricoleurs de quatre-roues

Ça devait arriver. Après les bricoleurs, les automobilistes ont aujourd'hui leur hypermarché. Le premier en France, du nom d'Eldorado, spécialisé dans la vente de pièces de rechange et d'accessoires, a ouvert ses portes à Bonneuil-sur-Marne, dans le Val-de-Marne.

Uniquement consacré aux quatre-roues, il propose sur 3 000 mètres carrés vingt mille produits référencés en libre service (98 % du matériel utilisé en France, dit-on) dans quatre-vingt-six rayons. Le bricoleur du dimanche comme le fana des belles caisses va devoir ici changer ses habitudes d'achat, ne pas hésiter à venir chercher des amortisseurs ou même un moteur, puisque les plus courants sont disponibles, avec un caudex.

Tous les articles en vente peuvent être posés par un centre de montage et d'intervention attenant, disposant d'une dizaine de postes sur plus de 1 000 mètres carrés. Mais il ne s'agit pas d'un garage, pas question de venir là pour un drôle de bruit dans le moteur ou du mou dans l'embrayage.

Une boutique de 300 mètres carrés consacrée aux livres, aux modèles réduits, aux accessoires de collection, etc., une Cadillac suspendue au plafond, une vieille pompe à essence Texaco, sont là pour rappeler que la bagnole n'est pas encore une marchandise tout à fait comme les autres.

FRANCIS GOUGE

ment de l'affiche. Et c'est seulement avec l'épanouissement du mur peint dans la ville que les règlements changent et que les publicitaires s'intéressent à ce support.

En 1979, le piéton des Halles de Fabio Rieti intrigue, amuse et, surtout, popularise ce genre d'intervention. Mais c'est seulement à partir de 1986 que le mur peint peut vraiment s'épanouir, avec un crédit propre de 5 millions de francs. De plus, depuis deux ans, les sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement des ZAC sont tenues au moins de nettoyer les murs pigeons qui apparaissent au cours des travaux, au mieux de financer une peinture murale. Tout comme on déballe les gravats après un chantier, on ne laisse plus de mur sale derrière soi !

Il y a le long des rues de Paris 1 600 murs pigeons et aveugles. Les murs peints financés par la ville sont essentiellement situés à l'est (depuis l'établissement du

Malgré le caractère éphémère de ces créations, de nombreux artistes sont attirés par cette forme d'art. « Je trouve très gratifiant d'exister dans la ville, que mes œuvres soient appropriées par les gens, qu'elles fassent partie du décor », confie Philippe Rebuffet. Peut-on pour autant parler d'une « école », d'un « style » ? Mur peint ? Heureusement non. Chacun y vient avec ses tendances propres.

Certains viennent de la peinture sur chevalet et ne peuvent pas la dépasser. Villegé, spécialiste des affiches laotriées, profite d'un mur rue Baudricourt pour agrandir ses dimensions habituelles, sans trop se préoccuper du contexte. Ko-Lin s'affranchit totalement du support puisque sa peinture, totalement abstraite, figure sur une toile tendue par un cadre en métal. Il ne reste plus qu'à s'asseoir dans le petit espace aménagé plus bas, rue de Richemont, et à la regarder comme dans un musée de plein air.

la ville. Le procédé le plus courant est, bien sûr, le trompe-l'œil. Rien en est le maître. Rue Quincampoix, quai de Jemmapes, rue Fessart, on reconnaît facilement son style. Rue Clisson pourtant, il n'y a recours que partiellement : un peintre monté sur une échelle, tous les deux en trompe-l'œil, peint une fresque représentant Jean-Sébastien Bach, rappelant ainsi la rue Bach voisine. L'effet est saisissant qu'on raconte qu'au début les enfants tentaient de grimper sur l'échelle ! Nadine Le France, elle, introduit un peu de poésie dans son trompe-l'œil de la rue Castagnary : elle crée un jardin ombragé et accueillant derrière une façade de long de laquelle un personnage monte ou descend, on ne sait, à l'aide d'une corde tenue par un deuxième personnage.

Philippe Rebuffet, qui ne veut travailler que dans la ville, cherche à surprendre : « Je travaille pour faire l'image la plus riche possi-

هكذا من الاصل

Le marché des chrysanthèmes : 1,3 milliard de francs de dépenses en une journée

Comme il y a le temps du muguet ou celui des cerises, voici revenu le temps des chrysanthèmes. A grosses têtes ou petites fleurs, alvéolés ou « pompons », *Matriarca japonica maxima* ou marguerite des prés, ils reviennent, comme chaque année, fleurir les tombes des disparus.

Pour les marchands de la fleur d'or (le chrysanthème tire son nom du grec *krynos*, or et *anthemon*, fleur), le marché des cimetières procure traditionnellement une forte activité. Les Français dépensent en cette période quelque 1,3 milliard de francs, déposent environ 34 millions de pots, dont 21 millions pour les seuls chrysanthèmes.

La fête des morts représente ainsi à elle seule le quart des ventes annuelles, de l'ordre de 4 milliards de francs. Au total, ce sont 11,3 millions de ménages, soit 54 % des foyers qui sacrifient régulièrement à ce rite. Il s'agit, à 70 %, de personnes âgées de plus de quarante-cinq ans, et, pour l'essentiel, des retraités, des agriculteurs et des ouvriers. Certaines régions, comme le Nord-Pas-de-Calais, sont très attachées à cet hommage, pendant que d'autres — l'agglomération parisienne en particulier — sont plus versatiles.

Si les jeunes déposent des bouquets sur les tombes, ils manifestent une préférence pour les bruyères, à connotation moins mortuaire, à la rigueur pour le chrysanthème à petites fleurs, perçu comme une plante d'automne. Non sans humour, la profession, regroupée au sein de la FNHP (Fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières), tente de donner une image moins sombre à la fleur « aux mille visages ». « Magnifique parure d'arrière-saison, les nombreuses espèces et variétés répondent à notre souci, lors des jours se font plus courts et que les plantes estivales fatiguées sollicitent un repos mérité », lit-on dans un document de la société horticole d'Orléans et du Loiret, pour qui le chrysanthème est une plante « à acheter... pour soi, et même à offrir ».

Le destin de cette fleur rapportée du Japon par un capitaine français, négociant marseillais, Pierre-Louis Blancart, en 1789, est sans conteste singulier. Avant d'éclorer dans les cimetières, le chrysanthème a figuré au douzième siècle sur les armoiries du Japon, l'ordre du Chrysanthème étant réservé au seul empereur. Les temps ont bien changé puisque, à présent, les grandes surfaces sont de loin les premiers lieux d'exposition massive — et de vente — de la « gloire de l'automne ».

avec 27 % du marché. Viennent ensuite les fleuristes en boutique et les horticulteurs marchands, puis, bien après, les marchands installés aux portes des cimetières et les marbriers.

Activité méconnue en France, l'horticulture comptait en 1988, 14 000 entreprises employant 86 000 salariés, surtout concentrés dans les trois grands bassins de production : le Midi méditerranéen, spécialisé dans le fleur coupée, le Val-de-Loire et la région parisienne, versés dans les pépinières d'élevage, l'horticulture ornementale, qui occupait l'an passé 22 440 hectares (dont 2 225 couverts), a produit en fleurs, plantes et plants de pépinières pour une valeur totale de 8,8 milliards de francs. Seule pierre, mais de taille, dans le jardin des fleuristes : le commerce extérieur ne cesse de se dégrader.

Le déficit « fleurs » français s'élevait en 1988 à 2,95 milliards de francs, contre 808 millions en 1980. Si l'Hexagone reste le premier fournisseur de la RFA et le premier client des Pays-Bas, il subit surtout la concurrence des pays tiers à la Communauté. On a ainsi vu ces derniers temps les consommateurs français succomber aux épines des roses du Maroc, aux coquelicots et aux chrysanthèmes de Colombie.

ERIC FOTTORINO

SOCIAL

Le renouvellement de la convention médicale

M. Evin tente une mission de conciliation entre médecins et caisses d'assurance-maladie

Après le renvoi sine die des négociations pour le renouvellement de la convention médicale, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, se trouve en première ligne. A partir du vendredi 3 novembre, il doit recevoir les représentants des trois caisses d'assurance-maladie (celles des salariés et agriculteurs) ainsi que ceux des trois syndicats médicaux (CSMF, MGF, France et FMF). M. Evin aura la mission difficile de trouver un terrain d'entente avant le 30 novembre.

D'ores et déjà, le ministre eschoue au-delà des propositions tarifaires avancées par les caisses (+ 15 % sur la consultation d'ici à mars 1991, soit une hausse de 17 % du tarif conventionnel, non revalorisé il est vrai

depuis deux ans), que le ministère de l'économie est d'ailleurs loin de cautionner. Il est en revanche disposé à étudier toutes les solutions techniques permettant d'établir un équilibre entre le secteur 1 (à honoraires conventionnels) et le secteur 2 (à honoraires libres).

Toutefois, aucune des différentes solutions envisagées jusqu'à présent n'a permis de dégager un consensus, et la formule mise en avant par certains experts du gouvernement (contraindre les médecins du secteur 2 à modifier leurs tarifs en fonction de leur nombre) est jugée « ingérable » par les caisses d'assurance-maladie.

M. Evin a tout de même deux atouts dans son jeu. D'une part, il

reconnait les protagonistes séparément, ce qui pourrait favoriser la conciliation des positions des uns et des autres. D'autre part, les différents acteurs insistent beaucoup pour que soit dématérialisée la suspension des négociations. M. Jacques Beaupère, président de la CSMF, regrette ainsi que se soit produit « un accident de parcours » et se déclare persuadé que la CNAAM « ne veut pas de rupture ».

Il est vrai que syndicats médicaux, assurance-maladie ou gouvernement, personne n'a vraiment intérêt à ce que l'on ne parvienne pas à un accord.

J.-M. N.

Compromis pour le versement des allocations familiales aux salariés étrangers de la CEE

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Quelles prestations familiales le pays d'emploi doit-il verser à la famille d'un salarié de la CEE résidant dans le pays d'origine ? En trouvant enfin, le lundi 30 octobre, une formule de compromis, les ministres des affaires sociales des Douze ont mis fin à un imbroglio juridique-politique qui durait depuis des années. Selon cet accord, les allocations à payer seront celles du pays de travail et non celles du pays de

résidence, mais la règle comporte un certain nombre d'exceptions.

Cette controverse était connue sous le vocable d'« affaire Pina », du nom d'un ouvrier italien travaillant en France mais dont la famille était restée dans la Péninsule. En 1986, la Cour européenne de justice avait invalidé un règlement communautaire de 1971 qui autorisait la France, par dérogation à la règle générale, à verser, dans cette situation, les allocations familiales calculées selon les règles du pays de résidence.

L'accord auquel sont parvenus les ministres pose comme principe gé-

ral l'obligation d'assurer à la famille les prestations du pays d'emploi, mais prévoit, Etat membre par Etat membre, un nombre limité d'exceptions. L'idée est qu'il n'y a pas de raison que les familles des salariés n'aient pas immigré bénéficiant des allocations versées par les pays d'emploi dans un but clairement démographique. Dans le cas de la France, les exceptions concernent l'allocation de logement, l'allocation parentale d'éducation et l'allocation d'enfant à domicile.

P.H.L.

INDUSTRIE

La diversification du groupe d'Etat

Orkem détient déjà virtuellement le contrôle de la firme britannique Contes

La firme britannique Contes, troisième fabricant mondial d'encres et de vernis (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 340 millions de francs de bénéfices imposables), vient d'accepter l'OPA amicale lancée sur son capital par le groupe d'Etat français Orkem (le Monde du 27 octobre), son actionnaire à 40,6 %, pour un montant global de 301 millions de livres (2,98 milliards de francs). Contes ne devra débourser que 1,77 milliard de francs.

L'opération semble d'autant mieux engagée que les actionnaires minoritaires de Contes, essentiellement des membres de la famille, se sont déclarés, de façon irrévocable, prêts à revendre leurs actions à la firme française, qui se trouve ainsi virtuellement détenir le contrôle de l'affaire à 53,2 %.

Un financement sans problème

La direction d'Orkem a d'ores et déjà fait savoir qu'une fois l'OPA bouclée, des actifs seraient apportés à Contes. Lesquels ? Il pourrait bien s'agir d'intérêts provenant de Bostik, le fabricant américain d'adhésifs, en voie d'être repris à Black & Decker pour 345 millions de dollars (2,17 milliards de francs). Chez Orkem, on précise en outre que, ultérieurement, le capital de Contes sera élargi soit par placement privé, soit plus sûrement par augmentation de capital pour reconstruire un actionariat minoritaire.

Effectués dans le cadre de la diversification dans les spécialités chimiques, ces rachats d'entreprises, pour un montant global de 3,94 milliards de francs, ne devraient pas poser de problèmes de financement à Orkem. Sans endettement et désormais bien redressé, le groupe d'Etat dispose d'une dizaine de milliards de francs de fonds propres et de lignes de crédit inutilisées.

A. D.

Le prix du timbre devrait être augmenté. — Le prix du timbre-poste, actuellement de 2,20 F pour les lettres de moins de 20 grammes, n'a pas augmenté depuis le mois d'août 1985. A la suite d'informations de presse sur une prochaine hausse, le ministère des PTT a démenti qu'une date et qu'un montant aient été arrêtés, tout en reconnaissant qu'une augmentation serait « logique ».

Jaguar à l'encan

Suite de la première page

Ce n'est pas un simple fabricant d'automobiles, mais tout le chic de la vieille Angleterre, avec ses fauteuils en cuir pleine peau et sa maquette de noyer, que la firme de Detroit espère acheter.

Pour le deuxième constructeur américain, la reprise de Jaguar a pris une importance vitale après l'échec de sa tentative de rachat d'Alfa Romeo en 1986 et de ses négociations avortées avec SAAB il y a quelques jours. Ford a désespérément besoin d'une marque européenne à vocation luxueuse pour compléter les Lincoln et les Mercury de son haut de gamme. La société avait pensé trouver la solution en important aux Etats-Unis des Ford Scorpio fabriquées en Allemagne fédérale, mais l'expérience vient d'être interrompue après un échec commercial.

Les contacts discrets pris par Ford avec Jaguar il y a quelques mois n'ont rien donné. Selon Jaguar, la société américaine avait des intentions hégémoniques inacceptables. Apparemment, elle n'a pas su jouer avec la susceptibilité

du président, Sir John Egan, qui a totalement identifié son destin à celui de Jaguar. Au temps des vaches maigres, Sir John avait par exemple refusé de changer la moquette trouée de son bureau tant que la firme ne serait pas redevenue bénéficiaire.

C'était l'époque où Jaguar perdait 10 millions de francs par semaine et où les gens plaisantaient en affirmant qu'il fallait toujours acheter les Jaguar par deux, compte tenu de leur fâcheuse tendance à passer la moitié de leur temps au garage.

Maintenant, Jaguar a besoin d'argent pour développer de nouveaux modèles et implanter un réseau de distribution digne de ce nom aux Etats-Unis, où sont réalisés 40 % des ventes, mais Sir John n'est pas prêt à lâcher les rênes — d'où sa préférence pour une solution General Motors. Avant la suppression de l'action spécifique, qui interdirait les prises de participation supérieures à 15 %, les deux sociétés s'apprêtaient à annoncer un plan de collaboration, qui aurait conduit à une injection de fonds et

de technologie dans Jaguar et à une prise de participation minoritaire de General Motors, tout en laissant le centre de décision officiel à Coventry.

Il reste maintenant à savoir si General Motors est prêt à faire une OPA concentrée à celle que ne va pas manquer de faire Ford à partir des 13,2 % du capital qu'il détient déjà. Le dernier préalable — l'approbation par 75 % des actionnaires de Jaguar de la suppression de l'action spécifique — est considéré comme une formalité par les analystes. Depuis le début de la fièvre spéculative, l'essentiel du capital flottant a en effet été acquis par des arbitragistes, qui feront tout pour provoquer une belle bataille boursière.

Le dernier duel entre Ford et General Motors, pour le contrôle de Hughes Aircraft, date d'il y a quatre ans. Ford paraissait sur le point de gagner lorsque General Motors fit une contre-offre victorieuse de 5,2 milliards de dollars. Cette fois, le bras de fer pourrait être perturbé par l'introduction d'un autre géant, l'Allemand Daimler-Benz, qui a indiqué dimanche qu'il suivrait la situation avec intérêt et envisagerait éventuellement de coopérer avec Jaguar au prix d'une participation minoritaire.

REPÈRES

ACTIVITÉ Progression modérée de l'indice composite américain

L'indice composite des principaux indicateurs de l'économie américaine, censé préfigurer la conjoncture à court terme, a progressé de 0,2 % en septembre, après une hausse révisée de 0,5 % en août. Seules quelques composantes de l'indice, comme la confiance des investisseurs ou la hausse des indices boursiers (ils avaient fortement progressé en septembre, avant le mini-crash du 13 octobre), se sont inscrites en hausse, alors que les indicateurs de production sont orientés à la baisse.

FISCALITÉ Suppression prochaine de l'impôt de Bourse en RFA

Le ministre de l'économie de la RFA, M. Helmut Haussmann, a annoncé, le mardi 31 octobre, que le gouvernement souhaitait abolir la taxe sur les transactions boursières au 1^{er} janvier 1991. Selon M. Haussmann, cette décision a été accélérée en raison du mini-crash boursier européen du

16 octobre, qui a affecté la place de Francfort davantage que ses concurrents. Elle devrait permettre, selon lui, de renforcer le rôle de la RFA comme centre financier.

L'impôt de Bourse, qui a rapporté 2 milliards de francs environ à l'Etat fédéral l'an dernier, représente 0,25 % du montant des transactions boursières, soit environ la moitié des frais relatifs à un ordre. Critiqué depuis longtemps par les intervenants financiers, il devait être supprimé en 1983 seulement.

SALAIRE MINIMUM Première hausse en dix ans aux Etats-Unis

Le salaire horaire minimum, instauré il y a cinquante ans aux Etats-Unis, n'a pas bougé depuis dix ans. Après un laborieux compromis obtenu mardi 31 octobre, entre la Maison Blanche et le Congrès, il passera en avril de 3,35 à 3,80 dollars de l'heure en avril 1990. Un nouveau réajustement aura lieu à 4,25 dollars en 1991. Un sous-salaire minimum a également été instauré pour les stagiaires, car il atteindra 85 % du salaire minimum pendant six mois.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN M. Major opposé à une intégration rapide de la livre

Le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major, a adopté, dans son premier discours, après sa nomination du mardi 31 octobre à la Chambre des communes, la même ligne que M^{me} Margaret Thatcher, en affirmant que l'intégration de la livre au système monétaire européen ne pourrait être réalisée que lorsque « des progrès réels en vue de la réalisation du marché unique » auraient été faits. M. Major a promis de poursuivre la politique économique de son prédécesseur M. Nigel Lawson, en plaçant la lutte contre l'inflation en tête de ses priorités, ce qui indique que des taux d'intérêt élevés devraient être maintenus.

Intervenant au cours du débat parlementaire, M. Lawson, qui a annoncé sa démission la 28 octobre, principalement en raison de la controverse au sujet du SME, a pour sa part estimé que l'intégration de la livre devrait se faire « le plus tôt et non le plus tard possible » et à bifrons M^{me} Thatcher pour ne pas l'avoir soutenue dans ses prises de position.

Le Monde
PLANTU
DES FOURMIS DANS LES JAMBES
L'ALBUM 89
164 PAGES - 1200 DESSINS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

EN BREF

Lock-out aux Chantiers de l'Atlantique. — La direction des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire a décidé, le mardi 31 octobre, de faire cesser l'activité sur le paquebot en construction *Nordic-Enterprise* à partir de jeudi pour répondre aux actions des grévistes qu'elle juge « illégitimes ». En cours depuis la mi-septembre, le conflit avait été marqué, lundi et mardi, par de nouveaux débrayages tournants à bord du bateau. Pour la direction, des actions comme les coupures de fluides « constituent des entraves à la liberté du travail et à la sécurité ». Le lock-out, qui concerne mille deux cents personnes environ, employés du chantier et sous-traitants (sur quatre mille cinq cents salariés) sera selon la direction « des que seront remplies les conditions assurant la liberté du travail et la sécurité ».

Revalorisation des salaires chez Renault. — A l'issue d'une réunion le mardi 31 octobre avec les syndicats signataires de l'accord salarial 1989, la direction de la régie Renault a annoncé une augmentation des salaires de 0,5 % au 1^{er} novembre, ce qui portera l'augmentation générale au niveau des salaires à 3 % pour l'année (au lieu des 2,5 % prévus). L'accord avait été signé par FO, la CFDT, la CFTC-CGC et la CSL et il prévoyait une clause de rendez-vous pour mesurer les éventuels écarts avec le glissement des prix. En ce qui concerne l'intéressement, le solde, qui doit être versé le 24 novembre et calculé à partir des résultats de 1988, a été porté de 650 à 760 F par coefficient 100. La direction va aussi anticiper le versement de l'intéressement pour 1990 en versant une avance de 500 F le 15 décembre prochain.

Progrès électoral de la CFDT à EDF. — Aux élections des membres des conseils d'administration des Caisses d'action sociale (EDF-GDF, qui ont eu lieu récemment, la CFDT a enregistré, avec 21,04 % des exprimés, la progression la plus forte (+ 1,98 point par rapport à 1986) depuis 1980. Sur 245 282 inscrits (actifs et retraités), 88,35 % (- 2 points par rapport à 1986) ont voté. La CGT reste majoritaire, avec 53,88 %, mais recule très légèrement de 0,27 point. FO, avec 14,79 %, perd 1,02 point, devant l'UNCM-CGC (46,53 %, - 0,39 %), la CFTC (3,77 %, - 0,29 %) et les listes d'entente (5,32 %, + 0,71 %). Au conseil d'administration de la Caisse centrale, la CGT devrait décrocher 10 sièges sur 18 (- 1), la CFDT, 4 (+ 1), FO, 3 et l'UNCM, 1.

Quotron Roméo 400 personnes. — Quotron Systems Inc., le numéro un de la distribution de cotations de valeurs mobilières aux Etats-Unis, a annoncé mardi 31 octobre la suppression de 400 emplois pour cause de baisse dans l'industrie du courtage. Depuis le krach de Wall-Street en octobre 1987, les ventes de systèmes de distribution de cours ont fortement chuté. Quotron, filiale de Citicorp, emploie 2 500 personnes et distribue, sur un réseau de 100 000 micro ordinateurs et dans vingt-trois pays, les cours des Bourses mondiales et les matières premières.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Hausse des prix de 0,2 % en septembre

Les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en septembre, a confirmé l'INSEE, le mardi 31 octobre. La semaine précédente, l'institut avait publié un indicateur provisoire, effectué sur la base d'un nombre réduit de relevés, en raison de la grève observée dans ses centres informatiques nationaux. En glissement sur un an (de septembre 1988 à septembre 1989), l'augmentation des prix de détail est de 3,4 %, un résultat identique à celui du mois d'août. L'écart d'inflation avec la RFA est réduit à 0,3 point en septembre, contre 0,5 point en août.

Les prix alimentaires ont progressé de 0,6 % en septembre, principalement en raison de la hausse de la viande (+ 2 % pour le porc et la charcuterie). L'augmentation des prix des produits manufacturés a été modeste (+ 0,1 %), en partie grâce à la baisse de 28 % à 25 % intervenus sur la TVA appliquée aux automobiles.

TRANSPORTS

Les transitaires en douane bloquent ports et aéroports aux Antilles

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Les transitaires et les commissionnaires en douane de Martinique, Guadeloupe et Guyane ont bloqué les ports de Fort-de-France, de Pointe-à-Pitre et de Cayenne, ainsi que les zones de fret des aéroports, le lundi 30 et le mardi 31 octobre. Le fret aérien ou maritime était normalement déchargé des navires et des avions, mais les destinataires ne pouvaient en prendre livraison.

Le 19 juillet dernier, qui facilitait l'implantation outre-mer d'entreprises métropolitaines de transit.

Les professionnels locaux (17 en Martinique, 41 en Guadeloupe, pour des marchés comptant chacun moins de 340 000 personnes) estiment que leurs entreprises, toutes de petite taille, avec un maximum de 45 à 50 employés, ne pourront résister à la concurrence des grandes maisons françaises spécialisées si l'implantation de celles-ci est libérée.

E. M.

Les transitaires réclament l'annulation d'une décision ministérielle.

■ **Aérospatiale vend dix-huit avions d'entraînement à l'Australie.** — Aérospatiale a annoncé, le lundi 30 octobre, une commande de 4 millions de dollars australiens (19,7 millions de francs) pour la livraison de dix-huit avions d'entraînement à l'Australian Aviation College, qui forme les pilotes des compagnies australiennes, notamment de Qantas. Il s'agit de seize monomoteurs quadriplaces (dix T-28 et six T-28D) et de deux T-28D biplace d'entraînement à la voltige commerciale par la filiale d'Aérospatiale en Australie. Les avions doivent être livrés entre décembre 1989 et décembre 1990. En outre, une option a été prise pour quatre T-28D et quatre T-28.

■ **Gulf Air commande douze Airbus A-320.** — Gulf Air, compagnie aérienne conjointement par Bahrein, Oman, Qatar et les Emirats arabes unis, a commandé douze Airbus A-320 et pris des options sur six autres, a annoncé lundi 30 octobre le consortium européen Airbus Industrie. Les douze appareils commandés doivent être livrés entre le printemps 1992 et la fin de 1994. Ils sont destinés à des lignes régionales. Le choix des moteurs n'est pas encore arrêté. Le nombre d'A-320 commandés de façon ferme est ainsi porté à 527, pour vingt-six clients.

FINANCES

Le rapprochement entre le Crédit lyonnais et Thomson-CSF Finance

La jubilation discrète de M. Jean-Yves Haberer

« Il a bouffé du lion », s'exclame un banquier et concurrent en apprenant l'accord que venait de passer M. Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, avec M. Alain Gomez, PDG de Thomson-CSF, pour prendre le contrôle de la filiale financière du groupe industriel. Un analyste qui, auparavant, n'était guère tendre pour M. Haberer, le reconnaît : « un joli coup ! », ajoutant cyniquement : « La meilleure preuve en est la réaction indignée de la BNP, qui s'est fait doubler et s'estime lésée... ».

M. Haberer peut donc, à bon droit, éprouver une jubilation discrète, fort perceptible lors de la conférence de presse qu'il a tenue le mardi 31 octobre avec M. Gomez. Cette conférence constituait une véritable première. Sur l'estrade, M. Jean-François Hénin, créateur et animateur de Thomson-CSF Finance, siègeait au milieu de l'estrade, flanqué de ses deux présidents, l'ancien et le nouveau. C'était bien la première fois en effet qu'un « sonder de l'arbitrage » se trouvait en vedette, signe des temps et témoignage tangible du fait que les deux présidents lui attachent. Car M. Hénin et son équipe font partie intégrante de l'accord, avec l'engagement de rester en place pour éviter la fuite des cerveaux qui a suivi fréquemment ces dernières années l'acquisition de maisons financières par des banques étrangères.

Le cœur de cette équipe ne dépasse pas quinze personnes, spécialistes de haute volée, avec un secret de fabrication soigneusement mis au point par M. Eric Blot-Lefèvre, numéro deux de l'équipe, à savoir la maîtrise complète de la chaîne de traitement des opérations financières sur le marché de Paris (MATIF) et celui de Chicago.

Enregistrement des opérations, contrôle des positions, suivi comptable et amélioration de l'outil informatique confié à la société Concept, la même qui avait organisé la salle des marchés du Crédit lyonnais, c'est le fameux « Back office » dont la sophistication a permis à la BATIF, principale filiale de Thomson-CSF Finance, de surveiller ses risques sur 65 milliards de francs de bilan et 130 milliards de francs hors bilan. De cette équipe de pointe, M. Haberer attend une forte synergie, l'échange des collaborateurs avec la centrale des marchés du Crédit lyonnais et un effet « fonds de commerce » important sur « une gamme de services que nous n'avions pas ».

Le Lyonnais dépasse la BNP

Quant à M. Hénin, à qui l'autonomie a été garantie, il compte sur cette association pour élargir son champ d'action et diffuser dans le réseau du Crédit lyonnais des produits comme « Time express », destiné aux entreprises pour la couverture de leur flux d'import-export en devises. Ajoutons-y l'expérience des opérations de compensation ou de troc qui aujourd'hui concernent plus de 90 % des contrats de Thomson-CSF contre 3 % il y a quelques années, expérience qui pourra, elle aussi, être diffusée dans le réseau de la banque, le premier d'Europe.

L'autre bonne affaire, c'est l'apport en trois ans, par Thomson-CSF Finance, de 13 milliards de francs de fonds propres et assimilés au Crédit lyonnais, les faisant passer de 35 milliards de francs à presque 50 milliards de francs. Il telonera ainsi le Crédit agricole riche de 52 milliards de francs (troisième rang mondial). Dans l'immediat, le Crédit lyonnais va passer devant la BNP (35,5 milliards de francs) et la Société

générale (35,8 milliards). Du coup, l'image de M. Haberer, un peu brouillée lors de sa nomination il y a un an, s'améliore nettement à Paris comme à Londres, à Francfort comme à New-York.

Celui que la revue britannique *Euromoney* qualifiait, peu charitablement en janvier 1989, de « *no man's land* » (l'homme sans idées) parce que, au départ, il se voulait un « observateur silencieux », prend des initiatives majeures. M. Gomez, lorsqu'il commença à le sonder en février dernier, eut l'impression de trouver un homme qui avait « remarquablement vu ses problèmes, capable de réagir très vite ». Ses problèmes, on les connaît : un rattrapage des bénéfices du Crédit lyonnais, tombés à la traîne dans la première moitié des années 80 et qui, en 1988, n'a dégagé que 2 milliards de francs de profits, au lieu des 2,8 milliards prévus, contre 3 milliards de francs pour la Société générale et la BNP.

A l'heure actuelle, M. Haberer force les feux sur l'activité des marchés, politique déjà amorcée par son prédécesseur M. Jean-Maxime Lévesque, et sur la stratégie banque-industrie, prioritaire à ses yeux, bien davantage que le binôme banque-assurance.

Se capacité de réagir vite, il l'avait déjà démontrée en juin dernier, lorsqu'il avait sur-le-champs dit « banco » à M. Antoine Riboud, PDG de BSN, qui avait besoin de 17 milliards de francs pour payer comptant les filiales européennes du géant américain Nabisco. Maintenant, cet homme brillant, secret, très affecté par deux ans de mise à l'écart après son passage à la tête de Paribas de 1982 à 1986, va devoir transformer l'essai et tenir son pari, celui de doubler les bénéfices du Crédit lyonnais pour les porter à 4 ou 5 milliards de francs en 1992.

FRANÇOIS RENARD

NEW-YORK, 31 oct. ↑

La hausse s'accroît

Le mouvement de reprise amorcé en début de semaine s'est accéléré mardi à Wall Street, si bien même qu'à la clôture, l'indice des industriels enregistrait une avance de 41,60 points (+ 1,59 %) à 2 645,08. Le bilan de la séance a été brillant. Sur 1 963 valeurs traitées, 1 120 ont monté, 436 ont baissé et 407 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours du 30 oct.	Cours du 31 oct.
Alcoa	65 1/4	70
A.T.T.	43 5/8	44 1/4
Boeing	54 1/2	58 1/4
Chrysler	36	38 1/2
Du Pont de Nemours	114 1/4	115
Eastman Kodak	43 1/8	43 1/2
Exxon	45 1/8	46
Ford	46 3/4	47 3/8
General Electric	54 1/8	58 3/8
General Motors	43 7/8	44 1/2
Goodyear	43 1/2	44 3/8
I.B.M.	98 5/8	100 1/4
J.P.M.	57 5/8	58 3/4
McDonald	56 1/8	58 3/4
Pfizer	66 1/8	67 5/8
Schmucker	41 5/8	42 5/8
Union Carbide	52 1/8	52 5/8
United Technologies	174 1/2	178
Union Pacific	24 1/2	24 5/8

TOKYO, 1^{er} nov. ↑

Reprise

En clôture, l'indice Nikkei enregistrait une hausse légère de 14,99 points (+ 0,04 %) pour s'établir à 35 564,43.

VALEURS	Cours du 31 oct.	Cours du 1 ^{er} nov.
Asahi	1 951	1 951
Daikoku	1 950	2 030
Fuyo	1 790	1 820
Sanwa	2 250	2 350
Sumitomo	1 870	1 870
Industrial Bank of Japan	2 320	2 350
Mitsubishi Heavy	1 120	1 130
Sanwa Corp.	8 320	8 380
Toyota Motors	2 670	2 680

CHANGES

Dollar : 6,25 F ↑

Le dollar s'inscrit en légère hausse mercredi 1^{er} novembre en Europe, où le marché parisien était clos. La devise américaine s'échangeait à 6,25 F contre 6,2370 F la veille à la cotation officielle.

	31 oct.	1 ^{er} nov.
FRANCFORT (en DM)	1,8385	1,8458
TOKYO	31 oct.	1 ^{er} nov.
Dollar (en yen)	142,36	143,86

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (1 ^{er} nov.)	de
New-York (31 oct.)	17/81

EUROPE 93

Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes

II. — Chacun pour soi

Les fraudes au détriment de la CEE représentent, selon des estimations officielles, 10 % de son budget. Conséquence d'une réglementation trop complexe, le phénomène est inhérent au fonctionnement de la Communauté (le Monde du 1^{er} novembre).

Les statistiques sont trompeuses. A Bruxelles plus qu'ailleurs, puisqu'elles ne sont que la compilation des données émanant de douze administrations différentes. Le premier coup d'œil jeté sur le tableau récapitulatif des fraudes commises en 1988 aux dépens du budget agricole de la CEE est révélateur : les cas en France de « Grèce », « Luxembourg » et « Portugal » sont vides ! Les citoyens de ces pays seraient-ils des modèles d'intégrité ? Le texte qui accompagne ce tableau remet les choses à leur place : « Sur la base d'une comparaison entre les communications des États membres, il y a lieu de supposer que certains d'entre eux ne communiquent pas la totalité des irrégularités. Il est également évident que, moins efficace est le système national de détection, moins important est le nombre d'irrégularités qui peuvent être communiquées. » L'inverse (plus un État signale de fraudes, meilleur est son système de détection) n'étant pas vérifié, il est évidemment impossible d'établir un « hit-parade » des membres de la Communauté les plus soucieux du budget commun.

A partir d'un certain montant, toute fraude détectée par un État doit être signalée à Bruxelles (en 1988, le montant total des fraudes communiquées atteignait 840 millions de francs, celui des sommes récupérées 2 millions de francs). La question est de savoir s'il est ou non dans l'intérêt de l'État de collaborer avec la Commission en lui signalant les fraudes qu'il décou-

vre : de l'avis général, s'il le fait, il se voit alors pénalisé du montant de la somme détournée. « C'est faux », affirme M. Emile Moennens, directeur de l'unité de coordination de la lutte antifraude (UCLAF), « la loi dit que le pays qui découvre la fraude ne doit pas payer, mais cette peur résulte d'une méconnaissance de la réalité, nous ne demandons pas de remboursement à l'État, sauf cas exceptionnel ».

Parmi les solutions envisagées pour motiver les administrations à la lutte antifraude, il y a une grande frustration dans les services de contrôle : nationaux, les poursuites n'aboutissent pas parce qu'il y a trop d'irrégularités en jeu. Ça ternit l'image de la firme et du pays, donc on n'en parle pas trop.

Faibles sanctions

La réglementation communautaire ne prévoit que quelques sanctions à l'encontre des fraudeurs : retrait de l'agrément pour les transformateurs, perte de cautions, retrait de l'intervention pour la campagne suivante... rien de très dissuasif. Dès 1976, la Commission a demandé au conseil de modifier les traités afin d'adopter une réglementation commune sur la protection pénale des intérêts financiers des Communautés. Treize ans plus tard, la question est toujours à l'ordre du jour : la Commission ne

dispose d'aucun moyen d'agir dans les droits pénaux nationaux ; il lui est donc impossible d'être associée à la répression des fraudes.

Chacun des États sanctionnant comme il l'entend, il y a maintenant déplacement de la fraude vers les pays les moins répressifs. Une tendance qui risque de s'amplifier en 1993. « La suppression des frontières physiques, fiscales et techniques ne semble pas compatible avec la persistance des frau-

des », note le SGCI (secrétariat général du comité interministériel de la cellule européenne) de Matignon.

« Le monde change très rapidement, les fraudeurs s'y adaptent instantanément (...). remarque un haut fonctionnaire à Bruxelles, « il est clair que dans un tel contexte la lutte contre la fraude ne peut plus passer par des solutions nationales ». Dans cet ordre

d'idées, la Commission européenne s'est engagée à proposer au conseil, d'ici à la fin de l'année, un projet de code européen des douanes. Il est également question de créer, dans chaque État, un département spécialisé et autonome, qui se consacrerait exclusivement aux fraudes communautaires. Le Parlement européen, qui défend cette proposition, la préfère à celle de certains fonctionnaires européens pour lesquels la solution passe par

l'intervention de sociétés indépendantes.

Pourquoi les contrôles, dans le cadre des résolutions à l'exportation, ne seraient-ils pas réalisés par des sociétés privées, suggère M. Michel Jacquot, directeur du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ? A l'heure où les douaniers européens s'inquiètent de leur sort, il est peu probable que cette proposition aboutisse. Les fonctionnaires européens eux-mêmes ne sont pas les bienvenus sur les territoires nationaux : « Nous avons une douane puissante, nous ne voyons pas la nécessité d'avoir des fonctionnaires européens qui viennent faire ce que l'on peut très bien faire nous-mêmes, au moment où l'on veut réduire les effectifs de la profession », affirme M. Roland Suter, directeur régional des douanes.

Les premiers pas

Les agents de la Commission ne sont pas pour autant interdits de séjour. D'ailleurs, ils sont de plus en plus présents. Les missions de contrôle de la Cour des comptes des Communautés et de la Commission se multiplient. Depuis un an, il existe à Bruxelles une unité de coordination de la lutte anti-fraude (faiblement dotée... son effectif n'est que d'une trentaine de personnes) et — grande première — la lutte contre la fraude fera l'objet, dans le budget de 1990, d'une enveloppe spéciale de 70 millions d'écus (140 millions de francs). Voilà pour les premiers pas. Mais il reste du chemin à parcourir. « La fraude ? On en parle beaucoup dans les journaux, à la télé, affirme un haut fonctionnaire bruxellois, mais la réalité des faits est beaucoup plus grave qu'on ne le dit. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

FIN

سكزا من الاحول

هكذا من الاجل

RDA : vivement contesté dans les entreprises

Le patron des syndicats officiels a démissionné

Alors que le numéro un du PC est-allemand, M. Egon Krenz, arrivait mardi soir 31 octobre à Moscou — où il rendait un hommage inhabituel à l'expérience soviétique de la perestroïka — les changements se poursuivaient en RDA où le chef des syndicats officiels, M. Harry Tisch, vivement critiqué récemment dans les milieux ouvriers, annonçait sa démission. M^{me} Margot Honecker, épouse de l'ancien chef du SED, abandonnerait pour sa part ses responsabilités au ministère de l'éducation.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le chef du Parti communiste est-allemand, M. Egon Krenz, devait être reçu mercredi 1^{er} novembre à Moscou par M. Mikhaïl Gorbatchev pour des entretiens sur les changements intervenus à l'Est et tout spécialement dans son propre pays. L'agence ADN a annoncé que de retour mercredi soir à Berlin, il se rendrait dès jeudi à Varsovie, où il rencontrera le président Jaruzelski, M. Rakowski, chef du Parti communiste, mais également, signe des temps, le premier ministre Mazowiecki, membre de Solidarité.

Dès son arrivée à Moscou mardi, M. Krenz a tenu à marquer le changement de ton qu'il entendait imprimer aux relations entre les partis soviétique et est-allemand. Dans une déclaration reprise en bonne place par *Neues Deutschland*, l'organe du SED, le successeur de M. Erik Honecker affirme que le « mot d'ordre » d'aujourd'hui de l'Union soviétique signifie apprendre à vaincre « à sa place historique et à sa place aujourd'hui une signification nouvelle ».

« Nous suivons, a-t-il poursuivi, comment nos amis soviétiques gèrent la reconstruction et nous

suivons aussi ce qu'ils n'ont pas réussi à faire. »

On est loin désormais des leçons de socialisme édictées par M. Kurt Hager, l'idéologue en chef du régime il n'y a pas si longtemps encore, pour justifier le refus de la perestroïka.

Il est vrai qu'à Berlin les événements continuent de se précipiter. Avant même la réunion la semaine prochaine du comité central du parti, qui devrait entériner d'importants changements, les têtes ont recommencé à tomber. Principale victime à ce jour : le chef du syndicat unique (FDGB), M. Harry Tisch, qui a dû se résoudre à céder aux critiques dont il était l'objet dans les entreprises et qui a annoncé sa démission mardi. Celle-ci devrait être entérinée mercredi par le présidium de l'organisation syndicale qui avait cru pouvoir lundi encore reporter au 17 novembre toute décision à ce sujet.

La démission de M. Tisch devrait provoquer son départ la semaine prochaine du bureau politique auquel il appartient depuis 1975. Agé de soixante-deux ans, le président du FDGB n'est pas de la vieille génération des fondateurs du SED : il faisait partie des hommes mis en place par M. Honecker pour verrouiller les organisations du parti. Deux dirigeants de cette génération, MM. Günter Mittag, soixante-trois ans, responsable du secteur économique, et Joachim Herrmann, soixante et un ans, responsable de la propagande, avaient déjà dû quitter leurs fonctions le 18 octobre dernier, en même temps que M. Honecker.

L'annonce de la démission de M. Tisch est intervenue après la réunion hebdomadaire du bureau politique qui, selon l'agence ADN, a débattu entre autres des questions de personnes et des questions économiques. On attend que d'autres changements de l'instance suprême du SED soient annoncés la semaine prochaine. Parmi les noms de personnes fréquemment

cités figure celui du ministre chargé de la sécurité, M. Erik Mielke, soixante-deux ans, mais aussi celui de M. Kurt Hager.

M^{me} Honecker
menace

La vague de changements n'affecte pas uniquement le bureau politique. Après l'annonce du départ de M. von Schnitzler, le commentateur de télévision le plus connu du pays, on prévoit celui de l'une des têtes noires de la population, M^{me} Margot Honecker, l'épouse de M. Honecker, tenue pour une staliniste pure et dure et responsable jusqu'ici du secteur-éclé de l'éducation. Son nom ne figurait pas, mardi, dans un texte de son ministère publié dans la presse officielle concernant les réformes à envisager dans ce domaine, qui intéresse au premier chef la population.

Le départ de M. Tisch est symptomatique de l'importance des exigences de changements qui se font jour à tous les niveaux de la société. Le président du syndicat avait été vivement critiqué mardi samedi au cours d'une émission de télévision par de jeunes syndicalistes qui lui reprochaient de n'avoir jamais tenu compte des

intérêts de ses mandants. L'initiative n'ignorait pas la vague de mécontentement qui règne actuellement dans les entreprises : il avait, avant la chute de M. Honecker, averti que des réformes urgentes étaient nécessaires. Mais cela n'a pas suffi à le sauver : de toutes parts, la direction du syndicat était inondée de résolutions de sections d'entreprises appelant à des changements. La crainte d'une évolution à la polonaise et de mouvements de grève importants semblait d'ailleurs avoir été l'un des éléments déterminants qui a poussé la direction du parti à évincer M. Honecker. La décision, lundi, du présidium du FDGB de renvoyer à une date ultérieure l'examen de la démission de M. Tisch avait suscité une vague d'indignation générale et de reproches de cartes.

Elle avait en effet confirmé bon nombre de gens dans le sentiment de plus en plus répandu ici au cours des innombrables discussions publiques, qui ont lieu un peu partout en RDA, que les beaux discours doivent être suivis d'effets concrets, et que les dirigeants ne cherchent en fait, par leurs déclarations, qu'à gagner du temps.

HENRI DE BRESSON

Assassinat d'un diplomate saoudien à Beyrouth

Beyrouth (AFP). — Un diplomate saoudien a été assassiné mercredi matin 1^{er} novembre à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), sous contrôle syrien, à l'adresse de la police. Des hommes armés, en voiture, ont ouvert le feu sur Ali Al Marzouq, le mari du coup et blessant son chauffeur, alors que sa voiture circulait dans le quartier de Talat-el-Khayat.

L'ambassade d'Arabie saoudite à Beyrouth est fermée depuis 1985 et la police n'a pas pu en faire de préciser la mission au Liban de ce diplomate.

Les déplacements à Pétranger. — Le secrétaire d'Etat au ministère de l'économie extérieur, M. Alexander Schalk-Goldowski, a estimé, lundi 30 octobre, qu'en raison de la situation financière du pays tous les Allemands de l'Est ne pourront pas être autorisés à voyager à l'étranger. Les déplacements ne pourront être financés que lorsque la RDA aura réalisé des gains suffisants à l'exportation, selon ce responsable qui s'exprimait à la télévision d'Etat. M. Schalk-Goldowski, considéré comme un successeur possible de M. Günter Mittag, chargé des questions économiques au bureau politique, a ajouté que toute autre forme de promesse était maladroite. — (AFP.)

An Pakistan

Echec de la motion de censure contre M^{me} Bhutto

Islamabad. — L'opposition conservatrice pakistanaise a échoué mercredi 1^{er} novembre dans sa tentative de mettre en minorité le gouvernement de M^{me} Benazir Bhutto.

La motion de censure, présentée par l'ensemble des partis d'opposition, a recueilli que 107 voix, alors que 119 étaient requises pour renverser le gouvernement de M^{me} Bhutto. L'assemblée compte 237 députés. Il s'agissait de la première motion de censure de toute l'histoire parlementaire pakistanaise.

M^{me} Bhutto, trente-six ans, arrivée au pouvoir il y a onze mois à l'issue des premières élections libres en douze ans au Pakistan, avait perdu la semaine dernière le soutien de quatorze députés du parti ethnique des Mohajirs.

En BREF

□ Nouvel essai nucléaire français. — Selon la Nouvelle-Zélande, la France a procédé, mercredi 1^{er} novembre, sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie, à un essai nucléaire dont la puissance serait de 20 kilotonnes (la puissance de la bombe sur Hiroshima). De même source, on précise que c'est la cent neuvième expérience soviétique depuis 1975. En visite pour une semaine en Polynésie, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a assisté à l'expérimentation. — (AFP.)

□ Une mission parlementaire sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA ? — M. Charles Millon, président du groupe UDP à l'Assemblée nationale, a demandé « la constitution d'une mission parlementaire, au sein de la commission de la production et des échanges, sur les causes et les conséquences de la destruction, le 19 septembre dernier, du DC-10 d'UTA (171 morts) », au-dessus du Niger. « Il ressort de toutes les informations à notre disposition qu'il s'agit-là d'un nouvel attentat terroriste dirigé contre notre pays », écrit, à l'appui de sa demande, M. Millon.

□ M. Vigoroux candidat. — L'Association des maires de France (AMF) a annoncé, le mardi

SALVADOR

Dix morts dans un attentat à la voiture piégée

SAN JOSE

de notre correspondant en Amérique centrale

L'explosion d'une voiture piégée en plein centre de San Salvador, mardi 31 octobre, a entraîné la mort d'une dizaine de personnes. C'est une véritable hécatombe pour l'un des principaux syndicats du pays. Sept dirigeants de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), dont le secrétaire général, Sebe Elías, ont été tués, ainsi que trente-six personnes gravement blessées par l'explosion de l'engin, qui avait été placé devant le siège du syndicat.

L'attentat, qui a eu lieu à l'heure du déjeuner, a provoqué la panique au sein de la population de la capitale. Quelques heures plus tôt, une bombe de forte puissance avait explosé dans les locaux d'une organisation des droits de l'homme, le comité des mères de prisonniers et de disparus politiques (COMADRES). Quatre personnes, dont une ressortissante américaine, ont été blessées, et l'immeuble a été partiellement détruit.

Ces deux attentats, qui n'ont pas été revendiqués, ont un point commun : les cibles sont des organisations que les autorités accusent depuis longtemps d'être liées à la guérilla. Tout indique que ces attaques sont dues à des secteurs de l'armée qui auraient voulu ainsi exercer des représailles immédiates à la suite de l'opération menée la veille par le front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) contre les installations de l'Etat-major et du ministère de la défense. Malgré le caractère spectaculaire de cette attaque — une quinzaine d'abus de mortiers lancés depuis le parking d'un centre commercial en pleine ville — il semble que les seules victimes aient été des civils (un mort et quinze blessés) qui passaient près de la caserne.

Cette nouvelle escalade de la violence dans un pays qui est confronté à une guerre civile depuis neuf ans (plus de 70 000 morts), intervient au

moment où les belligérants ont entamé depuis la mi-septembre un processus de négociations qu'ils se sont engagés à ne pas rompre, quoi qu'il arrive. Pourtant, mardi soir, le FMLN affirmait avoir un communiqué qu'il pourrait être amené à réviser sa position à la suite de la multiplication des « attaques contre le peuple ». Ces négociations, ajoutait-il, « ne conduisent à rien et permettent aux assassins du gouvernement Cristiani de se refaire une virginité ».

Dans une intervention radiotélévisée, le président Alfredo Cristiani (droite), a « condamné de la manière la plus énergique ces actions terroristes » et a promis une enquête. Sans préciser davantage, il a attribué la responsabilité de la violence aux « secteurs qui cherchent à torpiller les négociations ». M. Cristiani renvoie donc à des « éléments extrémistes » de son parti, l'Alliance républicaine nationale (ARENA), liés aux escadrons de la mort, et les « terroristes » du FMLN, qui avaient annoncé, lundi, une nouvelle offensive militaire pour forcer le gouvernement à accomplir sa position dans les négociations.

BERTHARD DE LA GRANGE

□ HONDURAS : départ de 1 127 réfugiés salvadoriens. — Quelques 1 127 réfugiés salvadoriens, installés dans le camp de Mesa Grande à l'ouest, au Honduras, sont restés dans leur pays lors d'une opération de rapatriement volontaire du 25 au 29 octobre, a annoncé mardi 31 octobre un porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

□ HAITI : Marc Bazin candidat à la présidence de la coalition sociale-centriste. — Le dirigeant centriste Marc Bazin, du Mouvement pour l'instauration de la démocratie ou HAD (MIDE), a été désigné, mardi 31 octobre, comme candidat unique à la présidence de la coalition sociale-centriste haitienne pour l'élection présidentielle d'octobre 1990.

Les sanctions aggravées en appel

L'« exemple néfaste » d'Ayrton Senna

Le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a confirmé, mardi 31 octobre, la sanction du collège des commissaires sportifs du Grand Prix du Japon de Formule 1 qui avait classé le pilote brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda). Il a aggravé cette sanction en prononçant une suspension de licence de six mois avec sursis pendant une durée de six mois à compter de ce jour, ainsi qu'une amende de 100 000 dollars.

« Alain Prost a toutes les chances d'être proclamé champion du monde de Formule 1 à l'issue du Grand Prix d'Australie

(5 novembre). Sauf s'il commettait une faute d'une telle gravité qu'elle entraîne son exclusion du championnat. » En commentant le jugement du tribunal d'appel, Jean-Marie Balestre, président de la FIA et de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a tiré la principale conséquence des décisions prises par les quatre juristes néerlandais, belge, grec et portugais.

Ayrton Senna ne peut plus espérer conserver son titre après son déclassement de la première place du Grand Prix du Japon (le Monde du 24 octobre). Pour confirmer cette sanction, le tribunal d'appel de la FIA a repris à son compte les infractions au règlement commises par le pilote brésilien et constatées par les commissaires sportifs du Grand Prix : chevronnement de la ligne d'entrée dans les virages pour amorcer la tentative de dépassement d'Alain Prost, utilisation de la manœuvre de dérapage des commissaires pour remettre la voiture en marche et de l'échappatoire pour court-circuiter la chicane.

Mais pour justifier l'aggravation de la sanction prononcée à Suzuka, le tribunal d'appel ne s'est pas contenté de relever les infractions commises lors de l'accrochage avec Alain Prost. Il a constaté que « dans la même course et dans les tours suivants, le pilote Senna a effectué, exactement dans les mêmes conditions fautes, un dépassement hautement téméraire (d'Alexandre Nouni) révélant ainsi un comportement dangereux ».

Estimant que ce comportement relève d'une « remise en cause » du « renforcement de la sécurité active et passive obtenu tant sur les voitures que sur les circuits » et que de telles manœuvres « sont non seulement préjudiciables au bon déroulement du championnat, mais qu'elles constituent en outre, au plus haut niveau, des exemples néfastes pour l'ensemble du sport automobile », le tribunal d'appel a infligé de surcroît au pilote une amende de 100 000 dollars (630 000 F) et une suspension de licence de six mois avec sursis à compter de la présente décision.

Tout en qualifiant le comportement de Senna de « crime de lèse-championnat », Jean-Marie Balestre a voulu relativiser la portée des sanctions prises à l'encontre du pilote brésilien. L'amende, généralement payée par l'écurie, sera reversée pour moitié à Philippe Streiff, victime d'un grave accident au Brésil en début de saison. Compte tenu de la longue coupure hivernale, la menace de suspension avec sursis ne sera affective que pour trois courses : le Grand Prix d'Australie, qui clôture la saison 1989, et ceux des Etats-Unis et du Brésil qui ouvriront le championnat 1990.

Le président de la FIA et de la FISA « solennellement jugé la conférence de presse organisée par Ron Dennis, le 30 octobre à Londres, au cours de laquelle le directeur de l'écurie McLaren a rendu publiques « des dossiers tenus confidentiels, dont celui de la FISA, remis au tribunal d'appel » (nos dernières éditions). Il a estimé que cette initiative avait « violé le secret des délibérations ». Il a surtout déploré que Ron Dennis évoque le recours possible à une juridiction civile parisienne « afin d'intimider les juges ou tribunal en profitant des menaces au cas où le jugement ne donnerait pas satisfaction à la demande d'annulation présentée par McLaren » (1).

A cette menace, Jean-Marie Balestre répond par une autre menace. Il rappelle que tous les participants aux compétitions organisées par la FISA signent personnellement l'engagement de se soumettre « sans restrictions » aux règlements et aux décisions dictés par les instances qualifiées de cet organisme. Sans peine de suspension temporaire ou définitive des compétitions concernées.

GÉRARD ALBOUY

(1) A Adelaide, Crichton Brown, porte-parole de l'écurie McLaren, a qualifié le jugement du tribunal d'appel de la FIA de « grandement injuste ». Il a ajouté que l'écurie avait demandé à ses conseillers juridiques d'étudier les différentes possibilités d'appel devant les juridictions civiles françaises puisque le siège de la FIA est à Paris.

L'ESSENTIEL

DEBATS

Aménagement : « La forêt de Fontainebleau est-elle sacagée ? », par Paul Delouvier, Culture : « Enjeu d'une bibliothèque », par André Miquel, Société : « La religion laïque », par Jean Bastaire 2

ETRANGER

Regain de violence au Salvador
Dix morts dans un attentat à la voiture piégée 16

Référendum en Hongrie
Pour ou contre l'élection du président de la République au suffrage universel 5

M. Turgut Ozal
président de la Turquie
Le premier ministre a été élu au troisième tour par le Parlement d'Ankara 5

Les conflits régionaux
Quand les alliés de l'Angole et de l'Ethiopie soufflent le chaud et le froid 4

POLITIQUE

Le budget de l'équipement réservé
Les députés ont schématisé, mardi 31 octobre, l'examen, en première lecture, des crédits du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer 6

SOCIÉTÉ

Procès des détenus de Clairvaux
Audience publique pour une murmurie 8

Barcelonnette (suite)
La commission de la défense critique les « excuses de la République » faites par M. Rocard aux élus de la ville 8

Le tremblement de terre en Algérie
« Chez nous, c'est l'improvisation en tout » 9

Divorce et embryons congelés
Un couple d'Australiens se dispute des embryons congelés avant leur divorce 9

ECONOMIE

Le marché des chrysanthèmes
1,3 milliard de francs dépensé en une seule journée 14

Le rapprochement Thomson-Crédit lyonnais
La jubilation discrète de M. Jean-Yves Haberer 15

ARTS • SPECTACLES

Peter Méphisto Greenaway
Le réalisateur anglais vient de signer son dernier film, le *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, dans lequel les auteurs filent le parfait cannibale. Par ailleurs, le Palais de Tokyo expose soixante-quinze « dessins » du cinéaste 17 à 19

La ballade des damnés
Pluie noire, de Shohei Imamura, évoque non pas le drame d'Hiroshima mais la peur collective d'une mort annoncée 20

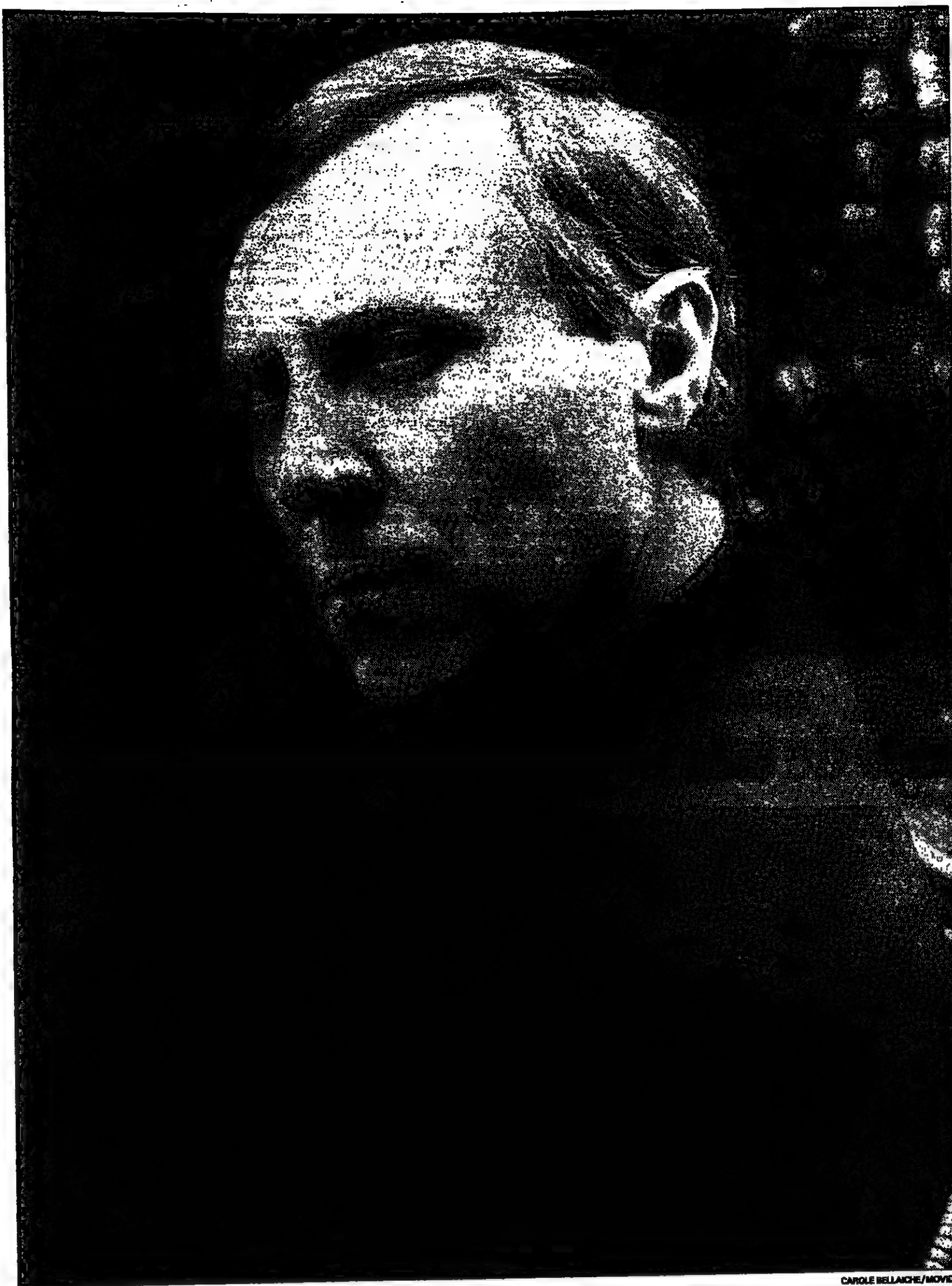
Services

Abonnements 11
Automobile 11
Carnet 11
Météorologie 12
Mots croisés 11
Radio-Télévision 12
La télévision du Monde : 3515 LEMONDE 3515 LM

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} novembre 1989 a été tiré à 491 795 exemplaires

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



IL VIENT DE FILMER « LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT »

Peter Méphisto Greenaway

Anglais comme une tasse de thé, comme une balle de cricket, comme un chat du Chester, comme un jardin anglais, Peter Greenaway est un lien, satien, musicien, mathématicien. Epris de statistiques et de cabalistique, il nous livre avec la régularité d'un ordonnateur inspiré des fables horribles et raffinées.

De temps en temps, et de plus en plus — il devrait peut-être se méfier, — un usage d'humanité vient troubler le ciel glacé de son diabolique talent.

Il fut d'abord peintre, et l'est resté. Peintre des plus extrêmes et répugnantes beautés. Avec une délectation d'esthète, il se plaît à peupler ses films de références culturelles et de scarabées morts, de savantes citations et de viandes en putréfaction.

Son sixième long métrage *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* est un mélodrame robotisé et flamboyant (lire pages 18 et 19). On y mange et on s'y mange...

Le John Ford (1586-1639) de *Domage qu'elle soit une putain*, « qui traite avec sérieux et compassion certains tabous à la limite de l'expérience humaine », en est le parrain. Tout comme Jonathan Swift, suggérant le cannibalisme comme solution aux problèmes de la pauvreté chez les Irlandais (lire l'article de Jean Pouillon, page 18).

Dans une petite salle du Musée d'art moderne qui expose les dessins, les collages, les repères picturaux

de Greenaway (lire l'article de Frédéric Edelmann, page 19), on projette quelques-uns de ses courts-métrages. Dont *Windows (Fenêtres)*. Croisées subtilement cadrées. Tableaux impressionnistes. Sensuelle sérénité. Mais le commentaire, d'une froideur appliquée, complète et contredit l'image, fait basculer le paysage. Les fenêtres ne sont là que pour nous parler de ceux qui en sont tombés, anonymes accidentés, adolescents suicidés, fascinants défenestrés...

Peter Greenaway a en chantier trente-quatre programmes télévisés consacrés à *l'Enfer* de Dante. C'est un homme qui aime rire.

DANIELE HEYMANN.

CINÉMA 20 Hiroshima en noir et blanc



Pluie noire, le nouveau long métrage du réalisateur de la *Ballade de Narayana*, fut l'événement du dernier Festival de Cannes. Moins pour sa valeur évidente de témoignage sur le drame d'Hiroshima que pour sa compassion à la peur et à la souffrance des hommes.

THÉÂTRE 22 La jeunesse rebelle de « Fantasio »



Un jeune homme de vingt-quatre ans, Richard Bean, s'empare de l'œuvre brillante de Musset pour une première mise en scène d'une énergie et d'une inventivité incroyables. Autour de Philippine Leroy-Beaulieu et de Michèle Olyan, une troupe de jeunes comédiens réussit un *Fantasio* moderne, intelligent au Théâtre Rutebeuf de Clichy.

MUSIQUES 23 Woodward, pianiste de tous les dangers



Il y a trois façons de concevoir le métier de pianiste : jouer le grand répertoire classique et romantique ; se faire une spécialité du répertoire contemporain ; ou tout jouer, comme Roger Woodward. Un pianiste qui a le sens des responsabilités et qui le prouva le 6 novembre, à 20 h 30, salle de l'Ancien Conservatoire.

سكننا من الاجل

هكذا من الاصل

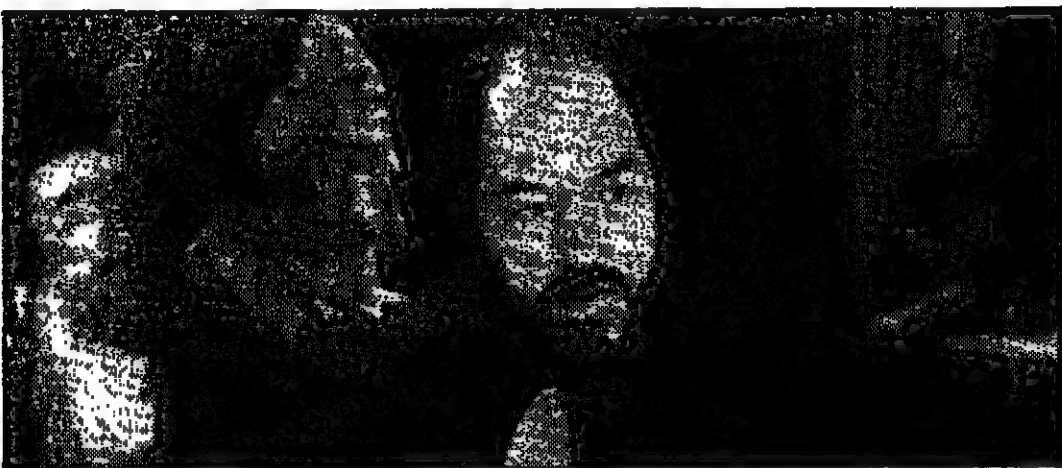
CINÉMA

« LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT », LE DERNIER FILM

Le cru



Le cuisinier (Richard Bohringer), le voleur (Michael Gambon)...



Ils s'aiment.
Ils se ment.
Une femme et trois hommes,
dans le dernier film
de Greenaway,
filent le parfait
cannibalisme
sans une once de cruauté.
Comment peut-on être
aussi anglais ?

PETER GREENAWAY, dès le premier plan du *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, annonce la couleur : rouge. Son film sera rouge comme le sang, l'intérieur du corps, le feu, l'enfer. Rouge comme le rideau rouge qui se lève sur la théâtralité d'une banale histoire de cœur. Sur le triangle éternel, celui du vaudeville et celui du fait divers. Mais embrasé par son ironie incandescente, emporté par son lyrisme glacé vers des zones bizarres de jouissance et de brutalité.

Tout ou presque sera consommé en neuf repas préparés dans un luxueux restaurant par un cuisinier français (Richard Bohringer). Le propriétaire de ce lieu d'agapes mondaines, c'est le voleur (Michael Gambon). Vêtu comme un prince, suivi d'une cour servile, il est d'une voracité ignominieuse. Un ogre. Il bat sa femme encore très belle (Helen Mirren), qui promène dignement son œil au beurre noir sous une aigrette, ou bien plante une fourchette dans la joue crue d'une de ses invitée.

L'amant (Alan Howard) est à une autre table, terne et silencieux. Il dévore des livres, même en dînant, ne prêtant que peu d'attention aux nourritures terrestres qu'on lui présente sous une cloche d'argent.

Accompagnés, servis de près par l'ample partition néoclassique de Michael Nyman, on glisse des cuisines à la salle, et de la salle aux toilettes, rythme ter-

naire de valse furieuse, masticatoire. Sombres sont les cuisines où s'affaire un peuple d'un autre âge, rouge est la salle... Mais les toilettes sont d'une blancheur soudaine, improbable. Les amants s'y étreignent pour la première fois dans une urgence évidente et un inconfort spartiate, blancs complètement, comme si leur mutuelle attirance n'était qu'un fantasme aveuglant. Dégoûtés et des couleurs.

Avec la complicité du cuisinier, deux ex machina disert mais distant, étrange puisque étranger, les amants vont alors copuler à tout va entre la poire et le fromage. Stations de leur chemin de jérémy : le fruitier, le cellier, la lingerie, le réduit à vaisselle et jusqu'à la chambre froide où se réfugient leurs maléfices parmi les quartiers de viande congelés.

Lorsque le mari découvre son infirmité, sa fureur prend des proportions ignobles et la gaieté funèbre de Greenaway, son essai triomphant. On ne sort du restaurant que pour voir des canons béants où grouillent des victuailles en putréfaction, ou un chien qu'on écrase. Le marmiteux albinos qui tient le rôle du chœur antique, en chantant sans cesse d'une voix strépente « notre iniquité », est torturé et se voit contraint d'avaler d'abord ses boutons de culotte puis son propre nourritif mutilé. L'amant enfin est trucidé, étouffé par une farce indigeste, les pages froissées d'un livre sur la Terreur.

Akors se met en place le ballet final, le plus beau et le plus extravagant de l'opus 5 (en matière de longs métrages) de Greenaway. La vengeance de la femme. Elle sera terrible. Son mari aimé manger ? Le cuisinier, cuisinier ? Elle-même aimait son amant. Tant d'amours contingentes vont se rejoindre et s'épouser. Et l'amant réapparaît sous la forme appétissante d'un canard-lacé. Qui le dégustera ? Le cannibalisme est-il la forme la plus délicate de la passion ? Ou bien le châtiment suprême du bâtisseur jaloux ?

AMOUR ET ANTHROPOPHAGIE

Manières de table, de lit, de langage

Perversion, rituel en voie de disparition, le cannibalisme donne lieu à maintes interprétations, selon que l'on est psychanalyste ou ethnologue. Freud, déjà, comparait anthropophagie et inceste.

On a fréquemment souligné l'emploi du langage culinaire pour désigner, sur le mode familier ou argotique, les relations sexuelles, et de noms d'animaux anthropophages ou comestibles pour désigner le partenaire amoureux, pour exprimer la crainte d'être en quelque sorte dévoré par lui (« Quelle tigresse ! ») ou pour formuler un attrait sensuel (« Quelle poulette appétissante ! »). On ajoutera que dans les jeux sexuels peuvent s'amorcer des comportements cannibales (morsures, suctions). Mais [...] l'anthropophagie amoureuse n'est pas, dans ses relations sexuelles, plus « oral » que le non-cannibale : lui non plus, il ne dévore pas sa partenaire ! Son cannibalisme se situe sur un tout autre plan, qu'il ignore celui qui ne mange pas ses semblables, et c'est pourquoi ce dernier, quand il essaie de comprendre le premier, ne peut y parvenir qu'en confondant anthropophagie et oralité excessive. De ce fait, la prohibition de la chair humaine libère l'usage métaphorique du cannibalisme : précisément parce qu'on ne transgresse pas l'interdit, les représentations cannibales servent à signifier autre chose et pas seulement, quoique souvent, d'ordre sexuel.

Métaphore de la sexualité, le cannibalisme peut, dans le langage courant, donner une image excessive d'un excès admissible (dans l'ordre de la tendresse, par exemple). Dans les mythes et les contes, il fournit plus fréquemment une image inquiétante d'un excès intolérable. [...] L'endocannibalisme — manger des parents — y exprime une exogamie excessive, c'est-à-dire l'inceste, qui menace de l'intérieur la société ; l'exocannibalisme — manger ou être mangé par des étrangers — résulte au contraire d'une exogamie trop poussée qui menace le groupe social de l'extérieur : c'est l'union imprudente avec cet étrange étranger qu'est l'ogre séducteur. La métaphore cannibale sert donc ici à circonscrire le champ de l'alliance acceptable : entre les non-épousables parce que trop proches et les non-épousables parce que trop lointains. Mais elle peut aussi servir à exprimer d'autres oppositions qu'entre conjoints permis et interdits. Opposition de l'humain et du non-humain qu'il s'agit de faire coïncider — sans l'inverser — avec celle entre non-comestible et comestible. Opposition politique et économique du dirigeant et de ses sujets, dont une comparaison alimentaire formule l'insupportable tension : le chef « bouffe » les hommes, disent les Hadjeral, et ils ne sont certainement pas les seuls à l'affirmer.



« Le cannibalisme réel n'est jamais désordonné » (gravure de Théodore de Bry, vers 1560).

[...] Que sont-ils, à leurs propres yeux, ceux qui aux nôtres sont cannibales ? Chose curieuse, en effet, et à première vue incompréhensible : ils tiennent souvent pour injurieux d'être traités de mangeurs d'hommes. Les cannibales, ce sont toujours d'autres qu'eux-mêmes, et ces autres, ce sont précisément des « sauvages », des gens qui ne connaissent pas les bonnes manières : voisins réels, mais qui se conduisent différemment, ou populations mythiques — éloignées dans le temps ou dans l'espace — qui ignorent toute règle, notamment pour se marier et pour manger, bref des cannibales incestueux. Les Fataleka, nous dit Guidieri, « opposent à leur cannibalisme institutionnel [...] un cannibalisme sauvage. [...] Ce cannibalisme d'avant la société des hommes [...] est attribué à un ancien peuple de l'intérieur [...] dont les mœurs cannibales, fortement réprouvées, s'opposent systématiquement aux pratiques rituelles ». Quant aux Iroquois dont nous parle U. Chodowiec, ils peuplaient leurs mythes

de personnages qui dévorent n'importe qui — les parents les plus proches y compris, et parfois jusqu'à soi-même — n'importe comment — cru, par exemple — et qu'il faut détruire ou ramener à la raison, c'est-à-dire à la bonne façon de manger de l'homme. Le mythe fondateur de la célèbre association politique des Cinq Nations iroquoises est d'ailleurs celui qui raconte comment les hommes sont passés d'un cannibalisme sauvage, monstrueux, au cannibalisme institutionnalisé, socialisé. Les Guayaki, eux, n'ont pas besoin de recourir aux mythes pour condamner le cannibalisme : ils mangent leurs propres morts et c'est bien, mais leurs voisins Guaraní, qui tuent leurs ennemis et les mangent, donnent un exemple dont il faut se garder, ce sont de vrais cannibales !

Autrement dit, le cannibalisme réel n'est jamais désordonné : les exocannibales, par exemple, ne mangent pas leurs défunts, et les endocannibales qui le font ne consomment pas ceux des groupes étrangers ; le sexe de la victime importe à certains qui ne mangle-

ront que des individus mâles et excluront les femmes, tandis que d'autres n'en tiennent pas compte ; la pratique peut être générale, mais elle peut être réservée à certaines catégories d'individus ; la consommation peut être totale ou non. [...]

On comprend alors que le cannibalisme réel puisse ne pas exclure le cannibalisme imaginaire, puisque c'est en s'y opposant qu'il se définit ; ou, si l'on préfère, l'interdit du cannibalisme sauvage n'exclut pas le cannibalisme réel. Le cannibale et le non-cannibale se rejoignent pour condamner de la même façon et pour les mêmes raisons un cannibalisme sans frein. L'un et l'autre se représentent de la même manière cette anthropophagie inadmissible et, en ce sens, on peut dire qu'ils respectent le même interdit : on ne doit pas manger de tout, le comestible n'est pas toujours consommable. Le parallélisme avec les prohibitions sexuelles (ou simplement matrimoniales) devient alors évident : on ne doit pas se marier avec tout le monde, le « bête » n'est pas toujours épousable. Parallélisme qui se prolonge dans l'autre direction : le cannibalisme « sauvage » va de pair avec la promiscuité « primitive », l'un et l'autre également rejetés, et également imaginaires.

[...] Si la promiscuité et le cannibalisme généralisés sont imaginaires, pourquoi craindre d'y retomber ? Et d'abord, serait-ce, comme le dit Freud, aussi « nuisible » qu'on veut le croire ? Dans des sociétés fondées sur l'existence de groupements de parenté — celles des « temps passés » — la réglementation des échanges, leur possibilité même passent par la prohibition de l'inceste qui est donc « justifiée » ; mais dans une société comme la nôtre, où les indications positives de mariage ne sont plus fournies par la parenté et la généalogie, l'abolition de l'interdit « n'entraînerait en rien la bonne marche d'une société qui obéit aux principes de la propriété et du pouvoir étatique ». Cela ne voudrait d'ailleurs pas dire que l'inceste se commettrait davantage, car l'importance numérique de la population rendrait peu probable l'endogamie ; cela ne signifierait pas non plus que les gens s'uniraient en dehors de toute règle — la promiscuité resterait tout autant imaginaire, — mais simplement qu'on aurait ouvertement reconnu le changement intervenu dans les critères prescrits de l'union, laquelle repose maintenant non sur l'appartenance familiale, mais sur la fortune, la profession, la résidence. Quant au cannibalisme, il n'y a vraiment pas de raison, comme le dit Freud, de l'interdire : la disparition des cimetières faciliterait la tâche des urbanistes.

JEAN-PIERRE FOLLON

* « Manières de table, manières de lit, manières de langage », in *Nouvelle Revue de psychanalyse*, n° 6, automne 1972, Ed. Gallimard.

CINÉMA

DE PETER GREENAWAY, ET UNE EXPOSITION DE SES DESSINS

et le cuit

Vous le saurez en allant voir *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, film totalement cérébral sur la primauté du physiologique. Manger, rotter, vomir, déféquer, certes. Mais dans un environnement piqué de références comme un gigot d'ail. Les dîneurs se gointrent sous l'agrandissement d'une toile de Frans Hals, en discutant sur le prix élevé mais justifié des aliments noirs, truffes et caviar. N'ont-ils pas un pouvoir conjuratoire, et l'homme, les avalant, ne croque-t-il pas sa propre mort ? Une servante passe, enturbannée de bien suave. C'est un Vermeer en marche. Chaque menu est présenté en relief sur un briolet illustré. De vrais petits Arcimboldo...

ÉLÉGANCE ET FROIDEUR EN FLAGRANT DÉLIT DE SENSIBILITÉ

Moins mystérieux que *Meurtre dans un jardin anglais*, moins morbide que *Z.O.O.*, moins abstrait que *Le Ventre de l'architecte*, moins drôle que *Drowning by Numbers*, ce dernier film porte à chaque image la marque Greenaway. Obsession de la pourriture, refus du réalisme, attrait pour les citations de tous ordres — picturales, musicales, littéraires, — tendance à présenter des types humains qui n'accèdent qu'accessoirement au statut de personnes, goût de l'intemporalité, faculté de désamorcer la provocante trivialité du propos par l'imperturbable élégance de la forme.

L'élégance et la froideur. Quoique... Depuis *Drowning by Numbers*, Greenaway — ne lui en déplaise — peut être pris parfois en flagrant délit de sensibilité. Ainsi, le monologue de la femme, couchée au côté de son amant mort, et lui parlant comme s'il était vivant, chaud, encore serviable, est tout simplement émouvant.

Grâce à des scènes comme celle-ci, grâce au dévouement, d'une irrésistible force macabre, *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* n'est pas que ce robotif mélodrame un peu canny dans sa première partie où, après six gémissements systématiques, répétitifs, on sent l'indigestion menacer.

Décor comme à l'accontumée exceptionnelle, surtout celui de la cuisine (Ben Van Os et Jan Roelofs), costumes spectaculaires demandés à Jean-Paul Gaultier, photo magnifique de Sacha Vierny. Et des interprètes épatants, avec en tête la femme et l'amant, qui jouent les situations les plus extrêmes avec un naturel héroïque. Seul Richard Bohringer, manifestement flatté d'être là, et dont on a bridé la véhémence viscérale, semble assez égaré, à du mal à composer un personnage moins fermement dessiné que les autres, à la fois humilié et manipulateur. Au moins a-t-il le mérite de parler anglais aussi mal qu'on imagine que le parlerait un cuisinier français...

C'est sûrement ce que voulait le diabolique Greenaway, qui a réalisé, avec *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, un fastueux opéra « déguisé », imparfait mais délectable, finalement très puritain puisque l'adultère y est puni. Et sans doute pas l'anthropophagie.

DANIEL HEYMANN.

★ *Peter Greenaway*. Éditions Dis Voir, 128 pages, 159 F. Philosophie, esthétique, musique, cinéma, Michael Field, Florence de Mercken, Daniel Caux et Philippe Pélard se penchent sur l'œuvre de Peter Greenaway. L'ouvrage propose également deux entretiens avec le cinéaste et Michael Nyman, le musicien avec lequel Peter Greenaway a collaboré.

★ *Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*. Éditions Dis Voir, 96 pages, 149 F. Le script du sixième long métrage de Peter Greenaway.

★ Le Michael Nyman Band donnera deux concerts au Théâtre de la Ville : le bande originale du film *Drowning by Numbers* (le 10 novembre à 18 heures) et la musique de l'exposition « Le Ventre de l'architecte » (le 11 à 18 heures).



... sa femme (Helen Mirren) et son amant (Alan Howard).



Les principes de Peter

Les soixante-quinze « dessins » de Peter Greenaway, exposés au Palais de Tokyo, ne sont pas tous des dessins : il y a des collages, des photos, et, lorsqu'il s'agit bien de trait, toutes les techniques sont bonnes pour l'artiste. Certains dessins sont terriblement élaborés, comme ceux qui ont servi à marquer les étapes du *Meurtre dans un jardin anglais*. D'autres sont des notes jetées, des repères, comme les jalons d'une imagination fertile. Tous (sauf partie déjà présentée l'été dernier à Carcassonne par ARCADE) sont liés, directement ou non, à la carrière du cinéaste.

Mais pour bien faire, il faudrait inverser l'ordre des choses. Il faudrait se mettre dans le crâne que Greenaway est d'abord un dessinateur, un plasticien de l'immobile, avant d'être un cinéaste — ce qui est d'ailleurs chronologiquement exact. Se dire en somme que les films sont en « plus » de l'œuvre graphique, comme une sorte de plaisir secondaire, un violon d'Ingres, ou les dessins d'Hugo. Cela établirait leur autonomie, et cela permettrait de répondre à Greenaway qui déclare : « Savoir si ces travaux supportent l'examen attentif que suppose l'exposition



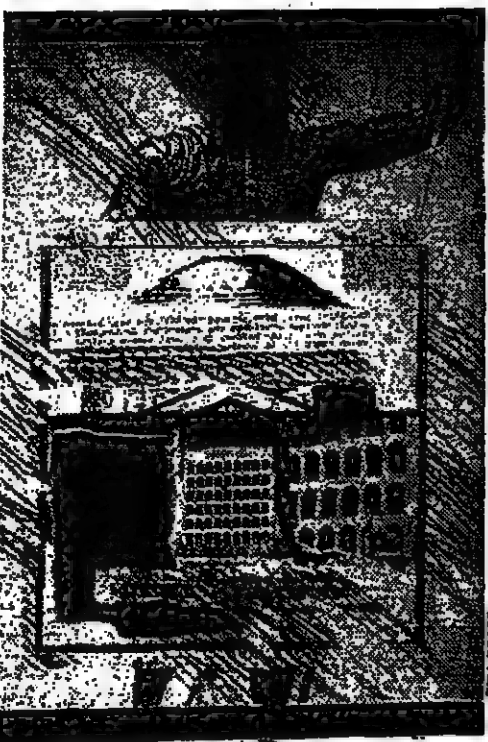
« Meurtre dans un jardin anglais », 1982.

En tout cela, la démarche de Greenaway n'a rien d'original : cela consiste au fond à créer du mystère là où il n'y en a pas, mais là où il en faut pour faire naître la poésie. Cela suffit-il pour faire naître la poésie, pour faire oublier les recettes, les ficelles ? Le même soupçon d'opportunisme artistique qui a pu nous venir devant certains des films du cinéaste (*Z.O.O.*, *Le Ventre de l'architecte*), revient à l'esprit devant les travaux du dessinateur. Et le soupçon est d'autant plus vif que le film ou le dessin est plus élaboré sur le plan technique.

Mais bon, quand bien même cette réserve serait fondée, y a-t-il une honte à pratiquer cette forme d'opportunisme qui consiste à flatter les goûts d'une époque ? C'est fort répandu. La seule chose qui rende ce soupçon pénible, c'est le talent qui reste en toile de fond de toute cette affaire. Et celui-ci est indéniable.

FREDERIC EDELMANN.

★ Soixante-quinze dessins de Peter Greenaway, Palais de Tokyo, galerie Wilson, jusqu'au 30 novembre.



« Le Ventre de l'architecte », 1988.

dépend de ceux qui les regarderont. Ce ne sont pas des story-boards, ni des dessins de travail destinés au décorateur de la production. Ce sont des œuvres, des spéculations privées, portant sur les différentes épaisseurs d'imagerie qui me permettent de créer mes films et que je considère pour leur valeur propre, et qui existent en tant que telles de plein droit. » Dont acte.

Mais une fois cela dit, une fois le chapeau tiré au génie singulier de la main, à l'habileté, à la parfaite maîtrise de l'espace, à la sûreté de composition, à l'aisance graphique, il reste que ces dessins entraînent des rapports de sens et de passion tels avec les films de Greenaway que les en séparer c'est appauvrir leur aventure. Rien à voir en effet avec les dessins d'un Eisenstein ou d'un Fellini. Certes, ce sont parfois, dit Greenaway, qui en parle comme d'une collection, « des objets utilisés pour la construction d'un film ». Mais parfois aussi, « ils peuvent être la preuve d'un stérile cut-de-sac, ou de projets ou de solutions rejetées, ou encore hors de portée pratique ».

Parfois encore, poursuit-il, « ils traduisent un reliquat de « repentirs », car il est toujours difficile pour moi d'abandonner un film. Les dessins

peuvent aussi répondre très tardivement à un commentaire, une critique exprimée par le public ». Ou ils sont enfin « le signe de projets qui ne demandent qu'à décoller ».

Tout cela définit cependant une géographie, les étapes d'un parcours prétendument codé, mesuré, balisé, mais qui emprunte ses repères à l'ordre du rêve, ou à celui d'Alice. Or il y a aussi une signification — réelle, fictive ? — un contenu, ou plutôt, pour rester proche de la méthode Greenaway, les clefs dorées et tordues qui sont censées donner accès à ce contenu : l'univers aimablement cruel et féroce du dessiniste du cinéaste-dessinateur. Beaucoup de peintres, beaucoup d'artistes de ce temps empruntent le même langage fondé sur le collage, ou sur l'assemblage d'images, de signes. A la manipulation ludique d'un univers scientifique plus ou moins actuel, plus ou moins sac (la mesure du temps) ou plus ou moins humide (la décomposition des corps, par exemple). Ils associent une exploration plus ou moins pédestre des chemins les plus ombragés de la littérature. S'ajoute en outre à cela les combustibles ordinaires de la vie que sont la sexualité, le mort, la nourriture, ainsi qu'un zeste d'irrespect religieux, généralement sponsorisé, d'ailleurs, par le Vatican.



« Drowning by Numbers », 1988.

صلى الله عليه وسلم

صحنه من الاصل

LE MONDE 21 NOVEMBRE 1983

CINÉMA

« PLUIE NOIRE », DE SHOHEI IMAMURA

La ballade des damnés

Le cinéaste lyrique de « la Ballade de Narayama » a regardé du côté d'Ozu pour filmer le plus difficile des sujets. Non pas le drame d'Hiroshima, même s'il est évoqué, mais la peur collective d'une mort annoncée. Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Ibuse, vétérans des écrivains japonais, « Pluie noire » s'écoule lentement sur une musique de Toru Takemitsu.

Le 6 août 1945, l'aviation américaine largue une bombe atomique sur la ville portuaire d'Hiroshima, qui est entièrement détruite. Trois jours plus tard, Nagasaki subit le même sort. Ces deux bombardements amènent la capitulation du Japon fasciste, militaire, belliciste, et mettent fin à la deuxième guerre mondiale. Au prix de 100 000 victimes à Hiroshima et 80 000 à Nagasaki. Le monde, stupéfait, entre dans l'ère atomique. Et ne comprend pas, sur le coup, l'ampleur du phénomène destructeur. Le dernier ennemi est vaincu. Cela, seul, compte.

Dans les années qui suivent, le Japon et le monde, travaillés par la guerre froide, découvrent les effets à retardement de « l'arme absolue ». Des hommes et des femmes qui ont été irradiés continuent de mourir, souffrent d'infirmités, commencent à engendrer des enfants anormaux. Depuis, la peur atomique, ainsi que la hantise d'une destruction de la planète dans une guerre nucléaire, taraudent plus ou moins les consciences et inspirent régulièrement les cinéastes. On a presque oublié, il faut bien le dire, Nagasaki, qui n'est pourtant pas seulement le lieu exotique de l'opéra de Puccini *Madame Butterfly*. En revanche, le nom d'Hiroshima irradie littéralement la mémoire. La première ville qui reçoit du ciel la première bombe atomique, quel symbole ! Seul, le cinéaste japonais l'a jumelée à Nagasaki.

Il n'est donc pas étonnant que *Pluie noire*, film de Shohei Imamura, rappelant après tant d'autres œuvres japonaises l'histoire d'Hiroshima et de ses suites, fasse l'événement lors du dernier Festival de Cannes. Le sujet, quoi qu'on prétende, ne sera jamais épuisé. Et Imamura est un grand cinéaste. Dès la présentation à Cannes de *Pluie noire*, le bruit a couru,



Des visages brutalement souillés par l'irradiation...

insistant, qu'il était en route pour la Palme d'or. Wim Wenders et son jury lui ont attribué le prix de la Commission supérieure technique. Sorte de médaille en chocolat, mais on ne va pas, ici, remettre en cause le palmarès de ce 42^e festival. D'ailleurs, Imamura avait obtenu la Palme d'or en 1983 pour la *Ballade de Narayama*, son chef-d'œuvre.

Pluie noire est un film étrange, irritant par certains côtés, déconcertant dans sa construction, ses ruptures de rythme, incontestablement bouleversant dans sa dernière demi-heure. Et décalé, par rapport aux précédentes mises en scène d'Imamura. On dirait qu'il surgit d'un éboulement de terrain qui aurait, soudain, dégagé un monde autrefois enfoui : il faut un certain temps pour s'y retrouver. La pellicule est en noir et blanc, alors que nous avions l'habitude, chez Imamura, de la couleur et, même, si l'on veut, du coloriage (*Eijanaika* et *Zegen*). Il semble qu'il ait voulu se rattacher à ces films de contestation sociale que furent *Filles et Gangsters* (1961), *la Femme insecte* (1963), *Histoire du Japon racontée par une hôte de bar* (1970), c'est-à-dire le peu que nous connaissons - malgré la rétrospective du Festival d'Avignon en 1982 - de la période antérieure à la *Vengeance* est à moi (1979).

Si célèbre, à juste titre, que soit chez nous Shohei Imamura (cinéaste japonais de la génération de Nagisa Oshima), depuis la découverte de la *Vengeance* est à moi, et la Palme d'or de *Narayama*, il est bien difficile aujourd'hui de ramener *Pluie noire* à une thématique d'antenne, de le rattacher à une inspiration qui trouverait ici, logiquement, un nouveau développement. On sait que, dans sa jeunesse, à la fin de la guerre, Imamura a fréquenté les prostituées et les mauvais garçons, on sait qu'il a défendu la cause du petit peuple japonais, paysans déracinés à la ville, voleurs, mendiants, « misérables » de tout poil, et tout cela est évident dans les deux fresques historiques : *Eijanaika* et *Zegen*.

UN CINÉMA BAROQUE À L'OPPOSÉ DE L'HISTOIRE OFFICIELLE DU JAPON

La première précède, la deuxième suit l'admirable *Ballade de Narayama* qui montrait, dans le Japon des années 1860, les mœurs barbares imposées par la misère et la famine, l'élimination des vieillards, boches inutilisables, le tragique de la condition humaine, livrée à la violence et à la bestialité. Dans un naturalisme d'autant plus violent qu'il était, plastiquement, d'une insoutenable « beauté ».

Voilà donc un cinéaste japonais qui a réduit en miettes les représentations officielles de l'histoire du Japon, les films à samouraïs et à kimonos, un cinéaste violent, lyrique, baroque, passionné qui, avec *Pluie noire*, fait, après quelques visions d'apocalypse, entendre des cluchotements plus que des cris, glisse vers

l'intimité feutrée, et se place hors du temps en ayant l'air de revenir au passé des années 40-50.

Ce film correspond, lui (*le Monde* du 11 mai 1989), à une nécessité de porter à l'écran un roman du vieil et important écrivain japonais Masuji Ibuse, dans lequel il est écrit que « la vie n'est pas faite pour attendre la mort ». Il répond aussi à la nécessité de « montrer des individus confrontés à la mort, à la peur d'une mort qui progressivement les gagne ». Imamura voulait ce film. Il lui a fallu cinq ans pour concrétiser son projet. Et il a dû tourner *Zegen* (présenté au Festival de Cannes 1987) avant, à cause des difficultés de production.

Pluie noire commence à Hiroshima le 6 août 1945. Il fait très chaud. Les gens partent au travail. La vie quotidienne n'a pas l'air d'être affectée par la guerre. Soudain, un éclair, le fameux « éclair blanc », déchire le ciel. Sa lueur aveuglante s'accompagne d'un souffle terrible et l'enfer se déclenche. Les séquences qui suivent évoquent un mauvais film-catastrophe tourné dans un hangar avec des figurants maquillés à faire peur.

Doit-on attribuer cela aux difficultés de production déjà citées ? Faut-il plutôt penser que, telle Marguerite Duras écrivant pour Resnais le scénario d'*Hiroshima mon amour* à partir de l'impossibilité de faire un film sur la bombe atomique, Imamura nous dit, lui aussi, à sa façon : « Tu n'as rien vu à Hiroshima », parce que l'on ne peut pas, vraiment, représenter l'apocalypse ? La première hypothèse pourrait être la bonne, la seconde est bien plus réconfortante pour l'esprit cinéphile.

Imamura centre d'ailleurs, très vite, son film sur une jeune fille, Yasuko. Au moment de l'explosion, elle est sur le bateau, en route vers la résidence campagnarde de son oncle Shigematsu. Une pluie noire s'abat sur la mer et sur les passagers. Voilà les images qu'il faut retenir, plus que celles des fantômes déguillés et mutilés errant dans les amas de gravats et de madriers. *Pluie noire* : retombée de l'explosion atomique. Ceux qu'elle a touchés, souillés, ne savent pas encore qu'ils ont été irradiés.

Quelques années plus tard, Yasuko vit à la campagne avec son oncle Shigematsu et sa tante Shigeo. Des rescapés. Mais la guerre est finie, la vie a repris ses droits. Et c'est dans une ambiance de nature, sereine, apaisante, presque idyllique que lentement - un peu trop lentement - l'idée de la mort inévitable s'installe. Yasuko ne trouve pas à se marier. On craint sa maladie. Yūshū, un ancien soldat traumatisé par les combats, qui, dès qu'il entend un bruit de moteur, se voit en train d'attaquer un char ennemi, est le seul être dont elle pourrait partager l'existence. Imamura filme en longs plans-séquences. On se croirait parfois chez Ozu, dont il fut autrefois l'assistant et avec lequel il entretint des rapports ambigus.

Il fallait ce style épuré, d'une inquiétante langueur, il fallait l'extraordinaire pudeur des interprètes dans le déchirement, la peur et le souffrance - comme celle de Yasuko perdant ses proches et reconnaissant le travail de la mort lente - pour, sur le thème cher à Imamura du destin récurrent, dépasser le phénomène historique et ramener les sensibilités émoussées au fer rouge des angoisses contemporaines. Des radiations atomiques au cancer et au SIDA, des damnés de ce calme village japonais, comptant ce qui leur reste d'espérance de vie, aux malades incurables d'aujourd'hui, c'est la même intolérable injustice qui vient toucher le spectateur au cœur.

JACQUES SICLER.



...une mort lente au sein d'une nature apaisante.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale et Orchestre - P.M.E. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE	
JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08	T.L.J.	As 1 ^{er} ét., le premier restaurant irlandais de Paris, déj., dîner, spécial. de saison fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 95 F net. As 2 ^e ét., KITTU O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance en les soirs de week-end. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jany, 2 h de nuit.	
ARTOIS ISIDORE F/sam. midi et dim. 13, rue d'Artois, 8 ^e	42-23-01-10.	CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquille St-Jacques, CONFIT, magret, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIER en saison. Entr. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.	
RELAIS BELMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. sam. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre exceptionnel (hôtel). Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Glace de jour.	
LE RELAIS D'EUROPE 6, place de la République, 11 ^e	47-00-44-10	T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries du marché. Choucroute.	
CLOSERIE SARLADAISE 94, bd Diderot, 12 ^e	Ts les jours 43-43-80-85	SPECIALITES DU PERIGORD Déjeuners d'affaires - Dîners-Salons pour groupes	
LE PRESBOURG 3, av. de la Grande-Armée, 16 ^e Ts les jrs	45-00-24-77	Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h de matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 95 F + carte.	
LE COURMAND CANDIDE 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e	43-40-01-41 (pl. Perrier)	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	
RIVE GAUCHE			
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITES INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault Millau).	
RESTAURANT THOUVENEL 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-05-49-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.	
SOUPERS APRES MINUIT			
ALSACE A PARIS T.L.J. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e - Salons CHOUCRUTES, Grillades, POISSONS DEGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie-Grands crus d'Alsace.		LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNEE POISSONS DU MARCHE Plats traditionnels - Vins à découvrir. JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.	
DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24			
CONGRES MAILLOT Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à l'os grillées 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.			

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Comédie d'amour

de Jean-Pierre Rauson, avec Michel Serrault, Annie Girardot, Aurélie Chénier, Patrick Bauchau, Roger Carat, François (1 h 25).

Sur ses vieux jours, Paul Léantaud a découvert l'amour des femmes. Il s'en est expliqué dans son journal, et le film tente de reconstruire la verve de son style.

Clod Bouchard, handicapé, 3* (42-71-52-58) ; Pathé Impérial, 2* (42-71-52-58) ; U.G.C. Normandie, 2* (42-71-52-58) ; Saint-Lazare-Panorama, 2* (42-71-52-58) ; U.G.C. Opéra, 2* (42-71-52-58) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (42-71-52-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 12* (42-71-52-58) ; Miroir, 14* (42-71-52-58) ; U.G.C. Convention, 15* (42-71-52-58).

Le Cuisinier, le Voleur, et son assistant

de Peter Greenaway, avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren, Alan Howard, Tim Roth, Ciaran Hinds, Franco-irlandais (2 h).

Lire nos articles pages 26 et 27.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 2* (47-42-50-33) ; La Pagode, 7* (47-42-50-33) ; Gaumont Champs-Élysées, 2* (47-42-50-33) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Bretagne, 2* (42-22-57-57) ; Gaumont Convention, 15* (42-22-57-57).

Heaven

de Diane Keaton, Américain (1 h 23).

A la recherche du paradis sur terre ou bien ailleurs, Diane Keaton est passée de l'autre côté de la caméra pour demander à quelques originaux ce qu'ils en pensent. Certains interviews sont amusantes et les

extraits de films insérés en intermèdes ne sont pas tristes non plus.

VO : Action Éclat, 2* (42-22-57-57).

Hiver 54

de Denis Amar, avec Lambert Wilson, Claude Carrière, Robert Hirsch, Antoine Vitez, Laurent Terzieff, Bernadette Buvion, François (1 h 42).

En 1954, la France ne s'était pas encore relevée complètement de la guerre, et l'hiver fut polaire. Les sans-logis mouraient, en tout cas souffraient. Un homme, l'abbé Pierre, parvint à mobiliser les forces charitables, par voie de radio et de presse. On ne finit pas encore les médias, mais c'était le début du charisme d'abbé Pierre. Lambert Wilson, bizarrement, incarne cet homme qui, en dépit de tout ce qui l'entourne, n'a cessé de se dévouer.

Forum Horizon, handicapé, 1* (42-22-57-57) ; Rex, 2* (42-22-57-57) ; Gaumont Ambassade, handicapé, 2* (42-22-57-57) ; George V, 2* (42-22-57-57) ; Gaumont Opéra, handicapé, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (42-22-57-57) ; Faurvet, 13* (42-22-57-57) ; Gaumont Paris, handicapé, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Albi, 14* (42-22-57-57) ; Les Montparnasse, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Convention, handicapé, 15* (42-22-57-57) ; Pathé Clichy, 15* (42-22-57-57) ; La Gaiety, 15* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57).

Phélie noire

de Shôhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kitamura, Shôichi Ozawa, Norihiko Hara, Hiroshi Kato, Japonais (2 h 03).

Lire notre article page 28.

VO : Clod Bouchard, handicapé, 3* (42-71-52-58) ; U.G.C. Normandie, 2* (42-71-52-58) ; Saint-Lazare-Panorama, 2* (42-71-52-58) ; U.G.C. Opéra, 2* (42-71-52-58) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (42-71-52-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 12* (42-71-52-58) ; Miroir, 14* (42-71-52-58) ; U.G.C. Convention, 15* (42-71-52-58).



Astérix et le Coup du menhir

de Philippe Grimond, avec les voix de Roger Carel, Pierre Tcherny, Henri Lemaire, François (1 h 20).

Le petit Gaulois rétro, le gros balourd Obélix, les druides Panoramix (qui a oublié la formule de la potion magique), le barde Assurancetourix, toute la population de l'irréductible village gaulois se retrouve au rendez-vous des vacances scolaires.

Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-50-33) ; Rex, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2* (42-22-57-57) ; Gaumont Ambassade, handicapé, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (42-22-57-57) ; Faurvet, 13* (42-22-57-57) ; Gaumont Paris, handicapé, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Albi, 14* (42-22-57-57) ; Les Montparnasse, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Convention, 15* (42-22-57-57) ; Pathé Clichy, 15* (42-22-57-57) ; La Gaiety, 15* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57).

Les Boissers de secours

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Antoine, Maurice Garrel, Yvette Eissner, François (1 h 23).

Philippe Garrel demeure l'un des cinéastes les plus personnels, les plus singuliers de notre époque. Un poète de l'image, un rêveur sans concession.

Saint-André-des-Arts 2, 2* (42-22-57-57).

Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Marco Leonardi, Agnese Marano, Ion Danaila, Franco-italien (2 h 03).

Les émotions d'un gamin filmé, initié à la magie du cinéma par un projectionniste bougon mais brave cœur. Hommage au temps de l'innocence. Les larmes et les rires sont en rendez-vous.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1* (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 2* (47-42-50-33) ; George V, 2* (42-22-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Forum Orient Express, handicapé, 1* (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2* (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 2* (42-33-42-26) ; Sept Paranaissiens, 14* (42-33-42-26).

Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, John Rhys-Davies, Julian Glover, Américain (2 h 05).

Adolescent, Indy était déjà un aventurier charmant. C'est en fuyant des bandits sur le toit d'un train en marche qu'il gagna son fouet et son chapeau. Plus tard, de plus en plus séduisant, il se mit en quête du Graal, et retrouva son père, aussi séduisant que lui. Entrer dans la famille des Jones, avec d'un côté Sean Connery et de l'autre Harrison Ford, ce doit être la parodie. D'autant que leurs aventures sont épiques, flammes, pleines de cin d'œil, d'humour. La belle aventure.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1* (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapé, 2* (47-42-50-33) ; Clod Bouchard, handicapé, 2* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2* (42-22-57-57) ; Rex, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Montparnasse, handicapé, 2* (42-22-57-57) ; Saint-Lazare-Panorama, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Opéra, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12* (42-22-57-57) ; Faurvet, 13* (42-22-57-57) ; Gaumont Paris, handicapé, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Albi, 14* (42-22-57-57) ; Les Montparnasse, 14* (42-22-57-57) ; Gaumont Convention, 15* (42-22-57-57) ; Pathé Clichy, 15* (42-22-57-57) ; La Gaiety, 15* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57).

Great Balls of Fire

de Jim McBride, avec Dennis Quaid, Troy Wilson, John Doe, Stephen Tolokowsky, Américain (1 h 47).

Jerry Lee Lewis, pionnier du rock and roll voulait détruire Elvis Presley. Il n'y a pas eu, mais il a échoué. C'est ce qui a intéressé Jim McBride. Dennis Quaid en rocker speed, amateur de petites filles, n'est pas crédible, mais il y a la musique et une reconstruction ironiquement fidèle de l'époque.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1* (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 2* (47-42-50-33) ; George V, 2* (42-22-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Pathé France, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Gobelins, 12* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; Montparnasse, 14* (42-22-57-57).

Man no Run

de Claire Denis, avec les Têtes brisées, Français (1 h 30).

Les Têtes brisées : musiciens, Africains, joyeux fous, sur les chemins de tournées plus ou moins

Comme l'héroïne de Lewis Carroll, l'Alice de Jan Svankmajer est transportée dans un pays des merveilles. Mais grâce aux techniques de l'animation, le cinéaste la plonge, et le spectateur avec elle, dans les fantasmes et les cauchemars de l'enfance. Angoissant.

VO : La Nouvelle Maxéville, 2* (47-42-50-33) ; L'Entreprise, handicapé, 14* (42-22-57-57).

Mystery Train

de Jim Jarmusch, avec Yōkō Kadoh, Masatoshi Nagase, Soremi Jay Hawkins, Cinqé Lee, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

A Memphis, Tennessee, dans un hôtel mitéux non loin de Graceland, un jeune couple japonais, deux femmes dont la venue d'un mafiosi et un groupe d'alcooliques sympathiques, se croisent sans se rencontrer. Au centre : un coup de feu. Autour, le flegme et l'humour sophistiqué de Jim Jarmusch.

Qui veut la peau de Roger Rabbit ?

de Robert Zemeckis, avec Bob Hoskins, Christopher Lloyd, Joanna Cassidy, Charles Fleischer, Stubby Kaye, Alan Thiven, Américain (1 h 36).

Pour les parents qui ne savent pas comment distraire leurs enfants pendant les vacances de la Toussaint, Roger Rabbit, le lapin malheureux en butte aux humains corrompus, est toujours là. Et Jessica, son épouse, toujours aussi sexy.

VO : La Nouvelle Maxéville, handicapé, 2* (47-42-50-33) ; République Cinéma, 11* (42-22-57-57) ; Denfert, handicapé, 14* (42-22-57-57) ; Grand Pavois, 15* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14* (47-42-50-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (47-42-50-33) ; VF : Les Trois Balcons, 2* (42-22-57-57) ; U.G.C. Convention, 15* (42-22-57-57) ; La Bastille, 11* (47-42-50-33) ; Gaumont Paris, 12* (47-42-50-33) ; Gaumont Albi, 14

هكذا من الامل

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

Les Fausse Confidences
de Marivaux,
mise en scène
de Gilles Bourdet,
avec Sophie Broussier,
Juliette Binoche,
Bruno Chéreau,
Anne Kreis,
Jacques Le Carpentier,
Jean Luchini,
Jacques Pélissier,
Didier Valée
et Romain Weingarten.
Reprise en Ile-de-France du
très beau Marivaux créé l'an
passé à Lille par le directeur
du Centre dramatique national
du Nord. Gilles Bourdet
retrouve ses marques, et
nous l'en remercions.
Maison des arts, place
Salvador-Allende, 94000 Créteil.
À partir du 3 novembre.
Les mardi, mercredi, vendredi
et samedi à 20 h 30, le dimanche
à 15 h 30. Tél. : 49-80-
18-88. Durée : 2 heures.
De 55 F à 110 F.

Kiki l'Indien
de Joël Jouanneau,
mise en scène
de Michel Raskine,
avec Judith Guitier,
Marcel Guéhen,
Christine Ruche,
Delphine Ruche,
Romain Duverne
et Johann Pottenger.
La nouvelle pièce de Joël
Jouanneau (*lire plus loin*)
dans les mains d'un
acteur et metteur en scène
formé au TNP de Villeurbanne
par Roger Planchon.
Michel Raskine signe sa
deuxième mise en scène et
retrouve Marie-Françoise,
l'une de ses plus belles et
plus sûres actrices, pour ce
deuxième volet de la trilogie
de Jouanneau, une œuvre
qu'il a lui-même demandée
à l'auteur. Il s'est entouré de
comédiens qui forment sa
« famille », l'une des plus
passionnantes, créatives,
généreuses, du théâtre fran-
çais d'aujourd'hui. Un
rendez-vous que les amou-
reux de la scène inscrivent
sans tarder sur leurs
tablettes.

Louis
de Jean-Louis Benoit,
mise en scène
de l'auteur,
avec André Penvern,
Karen Rancourt,
Laurent Benichou
et Frédéric Lacombe.
Reprise à Paris, après Caen,
d'un spectacle écrit et mis
en scène par l'un des fonda-
teurs de l'excellent Théâtre
de l'Aquarium. Bientenaire
oblige, il nous transporte, en
compagnie d'une très bonne
troupe d'acteurs, au dix-
huitième siècle, au côté de
chez Louis et Antoinette.
Cartoucherie, Théâtre de
l'Aquarium, route du Champ-
de-Manœuvre, 12. À partir du
7 novembre. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. :
43-74-90-01. Durée : 1 h 40.
De 30 F à 90 F.

**La Mission, et
Au perroquet vert**
de Heiner Müller,
et Arthur Schnitzler,
mise en scène
de Matthias Langhoff,
avec A. Belkacem,
F. Berthet,
C. Brandt,
F. Bouché,
R. Bouchier,
L. Calame,
M. Chardet,
F. Chastet,
C. Chénery
et S. Escalon.
Après son triomphe lors du
dernier Festival d'Avignon,
voilà le spectacle en deux
parties le plus incroyablement
iconoclaste des céle-
brations du Bientenaire de
la Révolution française. Il
faut dire qu'il rassemble
deux textes d'auteurs de lan-
gue allemande, l'un contem-

porain, Heiner Müller, et
l'autre classique, déjà,
Arthur Schnitzler, parfaite-
ment complémentaires en ce
sens qu'ils sont tous deux
l'occasion d'une méditation
virulente sur la vérité histori-
que, la vérité tout court.
Matthias Langhoff, alle-
mand de l'Est passé à
l'Ouest depuis quelques
années, fait partie des tout
meilleurs metteurs en scène
européens, introduisant de
terribles turbulences sensi-
tives dans un théâtre
d'images fortes. Les comé-
diens qu'il a rassemblés sont
d'une redoutable efficacité
dans le sillage de Serge
Merlin et de François Chat-
tot (voir notre photo légende).

Théâtre de la Ville, 2, place du
Châtelet, 4. À partir du 6
novembre. Du mardi au
samedi à 20 h 45. Matinée
dimanche à 15 heures et
17 heures. Tél. : 42-74-22-77.
Durée : 2 heures.
De 60 F à 120 F.

Moby Dick
d'après Herman Melville,
mise en scène
de Linda Wise,
avec Kevin Crawford,
David Goldworthy,
Anne-Marie Le Tron,
Carol Mendelsohn,
Ian Magilton,
Marie-Françoise,
Hélène Polley-Roisigot
et Saele Ryan.
Une troupe d'origine
anglaise installée dans le
Langedoc revient au Café
de la danse pour un specta-
cle en actes et chansons à
l'esthétique soignée. Pour
les amoureux.
Café de la danse, 5, passage
Louis-Philippe, 11. À partir du
3 novembre. Du lundi au
samedi à 20 heures. Tél. : 43-
67-05-35. Durée : 1 h 15.
80 F et 100 F.

**Pourquoi
n'es-tu rien dit,
Desdemone ?**
de Christine Bruckner,
mise en scène
d'Alain Raitz,
avec Marie Verdi,
Eveline Loria
et Christine Marillo.
Trois comédiennes très dif-
férentes mais unies dans le
même talent pour la pièce
d'un auteur contemporain
qui veut donner la parole à
quelques femmes inconnues
d'hommes célèbres, Goethe,
Baudelaire, Luther. A découvrir
avec curiosité.
Théâtre 14 - Jean-Marie Ser-
reau, 20, av. Marc-Sengier,
14. À partir du 4 novembre.
Du mardi au samedi à 20 h 45.
Matinée dimanche à 15 h 45.
Tél. : 45-45-49-77.
Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

Tier Men
de La Fura dels Baus.
Pap Gallat, Calvo,
Jürgen Müller,
Maurice Li, Antonio Roca,
Carlos Padilla Singh,
Miguel Sison, Robert
et Sista Polanco.
Révolte rock d'une troupe
de jeunes Catalans en
colère. En quelques années,
ils ont su semer à travers
l'Europe, et au-delà, leurs
affrontements sanglants,
leurs dénonciations du tota-
litarisme. De la rue, ils ont
gardé ce contact parfois vio-
lent, toujours direct avec le
public, cette énergie folle
qui bouleverse plus qu'elle
n'amuse, le rire, première
arme de défense du specta-
teur médusé, s'échouant très
tôt dans la gorge.
Grande Halle de La Villette
(espace Nord), 211, av. Jean-
Jaurès, 19. À partir du 7
novembre. Du mardi au
samedi à 21 heures. Tél. : 42-
49-77-22. 100 F et 130 F.

Zingaro
des Zingaro.
avec les Zingaro.
Le cabaret équestre Zingaro
est mort, vive le théâtre
équestre Zingaro ! Dans ses
murs de bois peints, la bande
à Bertabas rallume ses lu-
tres de cristal, remplit les



**Le Bientenaire
dans les mains de
Matthias Langhoff,
au travers de deux
textes, l'un classi-
que de Schnitzler,
l'autre contempo-
rain d'Heiner Müller,
qui s'interro-
gent sur l'histoire
et son interpré-
tation. La Mission
et Au Perroquet vert
sont au Théâtre de
la Ville après leur
triomphe à Avi-
gnon.**

verres de boissons psycho-
tropes et se lance dans une
nouvelle aventure baroque,
violente et passionnée.
Théâtre équestre Zingaro,
Aubervilliers, 176, av. Jean-
Jaurès, 93000 Aubervilliers. À
partir du 7 novembre. Les
lundi, mardi, jeudi, vendredi et
samedi à 20 h 30. Tél. : 43-
75-75-00. De 90 F à 190 F.

SÉLECTION

Le Bourrichon
de Joël Jouanneau,
mise en scène
de l'auteur,
avec Gérard Barreau,
Jean-Claude Chetelat,
Philippe Doreille,
Jacques Denis,
Raymond Jourdan,
Clotilde Mollet
et Denise Péron.
Quand un jeune auteur s'en
va arpenter les lointains
infinités de la poésie, quand le
même a réussi en quelques
spectacles à créer en compa-
gnie du décorateur Jacques
Gabel et de l'éclairagiste
Frank Thévenon une esthé-
tique nouvelle au théâtre,
d'une beauté sauvage au ser-
vice des textes, quand le
même encore suit s'entourer
d'excellents comédiens et les
hisser au meilleur niveau du
jeu, alors le public se réunit
dans le même égoïste ébahi et
fait la fête à Joël Jouanneau
comme à Avignon il y a
quelques mois, comme au
Jardin d'Hiver ces jours-ci.
Jardin d'Hiver, 84,
boulevard de Clichy, 18. Du
mardi au samedi à 21 heures.

La Célestine
de Fernando de Rojas,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Lambert Wilson,
Valérie Drivieux,
Roger Mirmont,
Jeanne Morvan,
Christine Fersen,
Jean-Yves Dubois,
Elisabeth Cattron,
Catherine Ferron,
Muriel Mayette
et Jean-Luc Boutté.
Encore quelques représen-
tations pour s'en aller prar,
en compagnie d'une jeune
Meurau belle et gaillarde,
l'escalier métaphysique
d'Antoine Vitez et Yannis
Kokkos.
Théâtre national de l'Odéon,
1, place Paul-Claudel, 8. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32.
Durée : 3 h 30. De 57 F à
180 F.
Dernière représentation le
5 novembre.

Le Chemin solitaire
d'Arthur Schnitzler,
mise en scène
de Luc Bondy,
avec André Dussollier,
Laurent Grédy,
Alison Horvath,
Jérôme Nicolin,
Bulle Ogier,
Dider Sandre,
Edith Scob
et Olivier Rémont.
On avait découvert Luc
Bondy à Nantes pour son
superbe *Terrains étrangers*,
du même Schnitzler. On le
retrouve en très bonne com-
pagnie pour un spectacle
sombre au service d'un
grand texte, sûrement
adapté par Michel Butel.
Théâtre Renaud-Barrault, av.
Franklin-Roosevelt, 8. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-75-75-00.
Durée : 2 h 45. De 40 F à
200 F.

Fantasio
d'Alfred de Musset,
avec Philippe Leroy-
Beaulieu,
Serge Hazzanovitch
et Michèle Oppenet.
Le pari fou d'un jeune
comédien qui signe sa pre-
mière mise en scène. Autour
d'une poignée d'acteurs
confirmés, il rassemble des
comédiens inexpérimentés
qui ont su trouver une éner-
gie, une intelligence sponta-
née pour servir l'œuvre la
brillante de Musset.
Rythme rapide, alternance
d'enjouement et de noirceur,
roût du risque, le travail de
Richard Beau convaincant
séduit. Bon vent !
Théâtre Rameau, 18-19
rue Gambetta, 92000 Clichy.
Du mardi au samedi à
21 heures. Matinée dimanche
à 17 heures. Tél. : 47-39-
58-58.

Le Gardien
de Harold Pinter,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Jacques Dufrenoy,
Pierre-Marie Escourrou
et Jean-Pierre Kalfon.
Dufrenoy est un acteur
magnifique. Il faut aller s'en
assurer à l'occasion de ses
retourailles avec le perso-
nage immonde de Pinter.
Fascinant.
Gare, 55, rue de Clichy, 8.
Les mardi et mercredi à
20 h 45, le dimanche à
15 heures. Tél. : 43-74-47-36.
Durée : 2 h 30. De 25 F à
180 F.

Karamazov
d'après Dostoïevski,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Marc Berman,
Michel Bony,
Philippe Duclos,
Jean-Louis Grizeid,
Christine Joly,
François Kati,
Sophie Petit
et Michel Valette.
Le troisième spectacle d'une
jeune femme qui se hisse
avec lui au niveau des mé-
teurs en scène considéra-
bles. Intelligence de l'adap-
tation, audace de la mise en
scène, fermeté de la direc-
tion d'acteurs - Marc Ber-
man et Christine Joly sont

superbes - *Karamazov*,
créé à La Rochelle, mérite
certainement que l'on se
rende à la Cartoucherie.
Cartoucherie Théâtre de la
Tempête, route du Champ-
de-Manœuvre, 12. Du mardi au
samedi à 21 heures. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-
25-36-36. Durée : 2 h 20. De
40 F à 90 F.

L'Orchestre
d'Alfred de Musset,
mise en scène
de Georges Lavandant,
avec Jean-Luc Boutté,
Nicolas Silberg,
Richard Fontana,
Rodjap Mitrovitsa,
Guy Michel,
Martine Chevalier,
Jean-François Hémi,
Louis Arbesse,
Nathalie Narval,
Catherine Siniel
et Thierry Hancinien.
Début sur la scène du Fran-
çais d'un jeune acteur
d'exception, Rodjap Mitro-
vitsa, sous la direction du
premier invité d'Antoine
Vitez cette saison, Georges
Lavandant, codirecteur du
TNP de Villeurbanne. Le
nouveau venu, aux côtés de
Richard Fontana et Jean-
Luc Boutté en pleine forme,
parvient à créer et à jouer la
rencontre et la fascination
réiproque de trois hommes
de pouvoir, nés sous la
plume de Musset qui signa
là son chef-d'œuvre.
Comédie-Française, place du
Théâtre-Français, 1. Les 3 et
5 novembre, 20 h 30 les 9,
11, 14, 18, 21, 23, 27 et 29
novembre. Tél. : 40-15-
00-16. Durée : 2 h 15. De 40 F
à 180 F.

Opérette
de Wilford Brundage,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Bernard Alane,
Maurice Azoué,
Lucie Arnold,
Philippe Béguin,
Philippe Bouchier,
François Chodet,
Pierre Ducas,
Jean-Louis Dugard,
P. Fretin
et L. Huan.
Jorge Lavelli est peut-être
moins maître du spectacle et
de l'irrespect. Il le prouve
avec cette œuvre méchante
et drôle de Brundage en
autant de tableaux prodi-
geux et incisifs qu'il s'agit
d'insérer dans une œuvre
siège en décomposition.
Théâtre national de la Colline,
15, rue Maitre-Bras, 20. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 h 30.
Tél. : 43-66-40-60. Durée :
3 heures. 100 F et 130 F.

Les Palmiers
de M. Schütz
de Jean-Noël Fournier,
mise en scène
de Gérard Collaud,
avec Stéphanie Volp,
Stéphane Hillel,
Gérard Collaud,
Christine Mollet,
Patrick Zard
et Claude d'Al.
Le plus réjouissant des spec-
tacles sur les boulevards. Un

texte d'une gâtée folle sur
la découverte du radium par
Pierre et Marie Curie, des
acteurs qui s'amusent à le
dire, nous avec eux : le
moment de détente rare et
de grande qualité.
Maurice, 35, rue des Mathu-
rins, 9. Du lundi au samedi à
21 heures. Matinée samedi à
17 heures. Tél. : 42-95-90-00.
Durée : 2 heures. De 60 F à
200 F.

Sarrafina
de Mongo Beti,
mise en scène
de l'auteur.
Ils sont vingt-cinq, 32e
maximal vingt-cinq ans, qui
chantent la révolte des
généralistes d'Afrique du
Sud - plus précisément
celle apparue dans une école
de Soweto - et l'espoir fon-
de la disparition de l'apar-
theid. Après un triomphe à
New-York, Sarrafina mérite
d'être aussi bien reçue à
Paris.
Bouffes du Nord, 37 bis, bd de
la Chapelle, 10. Du mardi au
samedi à 20 heures. Matinée,
samedi, et dimanche à
15 heures. Tél. : 42-35-34-50.
Durée : 3 heures. 70 F et
100 F.

Le Souper
de Jean-Claude Brisville,
mise en scène
de Jean-Pierre Miquel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Kozlovski
et Laurent Hey.
Rencontre au sommet :
Talleyrand-Claude Rich,
Fouché-Claude Brasseur.
Un Souper excellent.
Montparnasse, 31, rue de la
Gaité, 14. Du mardi au
samedi à 21 heures, le samedi
à 18 heures. Matinée dima-
nche à 15 h 30. Tél. : 43-22-
77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F
à 230 F.

Titus Andronicus
de William Shakespeare,
mise en scène
de Daniel Mesguich,
avec Emile Aboussouf M'bo,
Michel Beaumont,
Jean-Dominique Bérthel,
Christine Blum,
Xavier Brice,
Frédéric Coll,
Harold Paris,
Serge Mignani,
Mark Saporita
et Jean-François Smadja.
L'une des œuvres de jeune
Shakespeare, d'une excep-
tionnelle sauvagerie, s'écou-
tamment étreinte par
Daniel Mesguich qui nous
propose un parcours amou-
reux du corps de la pièce
dans un décor superbe de
Louis Bercat et en compa-
gnie de comédiens qui se
sont parfaitement entendus.
Athénée-Louis Jouve, 4,
square de l'Opéra-Louis-
Jouve, 9. Le mardi à
19 heures, du mercredi au
samedi à 20 h 30. Tél. : 47-
42-67-27. Durée : 2 h 30. De
60 F à 120 F.

**La sélection théâtre
à 666
estable par :
Olivier Schmitt.**

ATHENÉE LOUIS JOUVET
TITUS ANDRONICUS SHAKESPEARE MESGUICH
Daniel Mesguich donne la plus belle présentation de l'une des premières pièces de Shakespeare... Il faut avoir vu cette magie
C'est unique. LE MONDE
47.42.67.27
AVEC LE PARRAINAGE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE À PARIS

THÉÂTRE PARIS
20 H 45
DU 6 NOV. AU 2 DÉC.
LA MISSION HEINER MÜLLER AU PERROQUET VERT
ARTHUR SCHNITZLER
MISE EN SCÈNE
MATTHIAS LANGHOFF
LOC. 42.74.22.77
2, PL. DU CHATELET PARIS 4^e

ARGOS FILMS, 40^e ANNIVERSAIRE
Après
le centre Georges-Pompidou.
Le Reflet Médicus présente
l'Homage à
Anatole Dauman.
5 programmes différents par jour

THÉÂTRE HEBERTOT 43 87 23 23
MARIA CASARES
La vie que je t'ai donnée
PIRANDELLO

MUSIQUES

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Satie

3 Sonatines

Debussy

5 Préludes intérieurs

Schumann-Liszt

Chant d'amour

Mait de printemps

Brahms

Intermezzo op. 117 n° 1, 2 et 3

Brahms

Variations et fugue sur un thème de Mendel

Elizabeth Sombart (piano).

Pas vraiment mise en valeur par ses prestations télévisuelles, mais précisée par une flatteuse réputation, Elizabeth Sombart fait ses grands débuts parisiens au Théâtre des Champs-Élysées. Bonne chance !

Le 2. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Corvette

3 Pièces pour clavier en la majeur

Royer

Suite en sol mineur pour clavier

Balbastre

La de Cœ, Le Dérivatif, Le Logos

Christophe Roussel (clavier).

Invité par l'Auditorium du Louvre, Christophe Roussel s'est choisi un programme français difficile à défendre : Corrette, Royer, Balbastre ne sont ni Couperin ni Rameau. Mais à ce clavieriste inventif et virtuose rien n'est impossible.

Le 2. Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 46-20-22-23.

SÉLECTION

Jeudi 2

Boulez

Première concert pour piano

Bartok

Sonate pour violon seul

Stravinski

Deux concertos pour violon et piano

Pierre-Laurent Aimard (piano).

Maryvonne Le Dizec (violon).

La Première Sonate de Bartok date de 1946 et pourtant elle a déjà pris quelques rides. Elle passionne moins les pianistes que les Klavierschicks de Stockholm (trois intégrales au disque), car la marge de manœuvre que le compositeur a laissée à l'interprète y est plus réduite. Or aujourd'hui les jeunes pianistes se réclament davantage du piano « à risques » que ces dernières années. Ceci explique sans doute cela : il n'y a aucune raison qu'ils s'obligent à jouer une musique qui les contraint trop. La Sonate pour violon seul de Bela Bartok témoigne évidemment d'une autre esthétique, et les recherches formelles du compositeur se placent sous le signe d'une certaine continuité (cette sonate plonge ses racines dans l'art de Bach). Faire du neuf avec de l'ancien : peut-être est-ce la meilleure façon d'être intemporel ?

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Samedi 4

Strauss

Lieder

Catherine Dubosc (soprano), Robert Lischitz (piano).

Souple, dominée, fruitée, la voix de Catherine Dubosc trouve son plein épanouissement dans la mélodie. Quelle chante la mélodie française ou allemande, la transparence de ses interpré-

tations touche juste. Pourquoi n'enregistre-t-elle pas davantage ? Déjà invitée par Jean-Michel Damiau, l'année dernière, Catherine Dubosc avait chanté (accompagnée par Jean-Claude Penetier) l'Amour et la vie d'une femme de Robert Schumann, passant de la félicité au malheur avec cette simplicité d'approche, cette humilité qui distinguent certains artistes. Catherine Dubosc est plus proche de l'art de Christa Ludwig que de celui, plus fabriqué, d'Elizabeth Schwarzkopf.

Maison de Radio France, 17 heures. Tél. : 42-30-15-16. Niveau libre.

Dimanche 5

Schubert

4 Impromptus pour piano op. 90 n° 1 & 4

Sonate pour piano n° 18 op. 90

Michel Delbert (piano).

Deuxième récital Schubert donné par Michel Delbert au Théâtre du Rond-Point. Au programme : les Impromptus op. 90 et la Sonate en la mineur op. 42. Ce jeune grand maître jouait Schubert bien avant ses vingt ans, à une époque où trop de ses camarades du même âge s'acclamaient sur Rachmaninov ou Prokofiev. Evidemment cela s'entend.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-55-50-70.

Lundi 6

Raspighi

Deuxième et troisième concertos pour orchestre à cordes

Très belles pour orchestre à cordes

Bach

Concerto pour violon et orchestre en la mineur BWV 1041

Concerto pour violon en sol mineur

Tchoukova

Sérénade pour orchestre à cordes op. 42

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-19, 50 F.



Anne-Sophie Mutter (violin).

Orchestre de chambre du Württemberg-Hellring.

Ce concert témoigne d'une conception obsolète de la programmation. A quoi ressembleront ces deux concerts de Bach consacrés à Respighi et la Sérénade pour cordes de Tchaïkovski ? Reste le violon d'Anne-Sophie Mutter, le somptueux de ses couleurs (comme on souligne la somptuosité du Technicolor). Mais que reste-t-il de Bach dans tout cela ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 180 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30

